MARÉE NOIRE: liberté d'entreprendre, liberté de nuire

p. 16 à 17

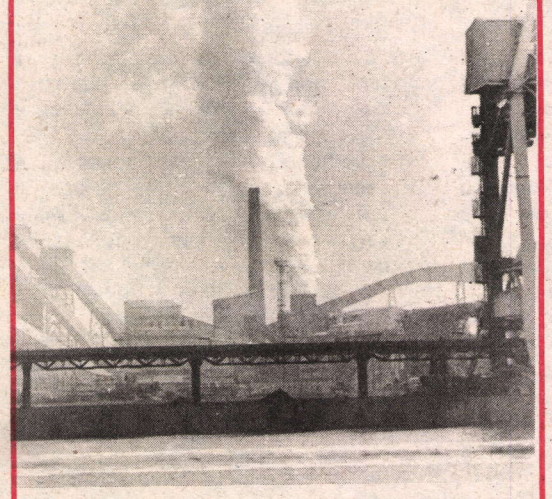
La marine marchande: les trusts de la mer

Dossier p. 11 à 14

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 513 - 1er avril 1978 - prix : 4 F

Les élections passées



de nouveaux cadeaux aux barons de l'acier qui licencient P. 6

L'Argentine

sous la botte des militaires

P. 10

GISCARD A BESOIN DE LA CAUTION DE LA GAUCHE POUR MIEUX FAIRE PAYER LA CRISE AUX TRAVAILLEURS

SOMMAIRE

▶DANS LE MONDE

Page 7 :
— **Proche-Orient : Carter Begin fâchés... mais complices pour massacrer les Palestiniens.**
— **Grèce : La démocratie à la Caramanlis se précise.**
Page 8 :
— **Japon : Les travailleurs victimes de la concurrence internationale ; Narita : Les avions ne se poseront pas de sitôt sur les terres des paysans.**
— **Namibie : Les Blancs s'accrochent à la colonie de l'Afrique du Sud.**
Page 10 :
— **Argentine : Sur les traces de Pinochet - La dictature et l'antisémitisme.**

▶EN FRANCE

Page 4 :
— **Les confédérations syndicales s'engouffrent dans l'ouverture.**
— **Air connu : La politique contractuelle.**
Page 5 :
— **L'ouverture de Giscard... ou comment la bourgeoisie française prépare l'avenir.**
— **Aménagement (patronal) du temps de travail (des ouvriers).**
Page 6 :
— **Giscard poursuit l'ouverture... des coffres de l'Etat au profit des barons de l'acier.**
— **Chirac n'aime pas les affiches... des autres.**
Page 15 :
— **Clérieux (Valence) : Le procès de l'usine de la peur ; Peugeot-Sochaux : baisse de la CGT et de la CFDT aux élections de délégués.**
Page 18 :
— **1.200 travailleurs en grève dans la réparation navale à Dunkerque.**
— **Deux mois de lutte à la CAFRP.**
Pages 19-20 :
— **Souscription.**

▶DOSSIER

Page 11 à 14 :
LA MARINE MARCHANDE.
— **Les trusts de la mer.**
— **De la marine en bois aux usines flottantes.**
— **Trente ans de développement rapide... et puis la crise.**
— **Pavillons nationaux et pavillons de complaisance.**
— **La marine marchande en question.**

▶DIVERS

Page 21 :
— **Livres :** Aujourd'hui Malville, demain la France; Une soupe aux herbes sauvages **d'Emilie Carles ;** Pour une poignée de boudin **de Serge Adam.**
Page 22 :
— **Films :** Va voir maman, papa travaille **de F. Leterrier ;** La terre de nos ancêtres **de Rauni Mollberg.**
Page 22 :
— **1788 aux Dossiers de l'écran ; expositions : La conception assistée par ordinateur. Réalisme et poésie dans la peinture russe 1850-1905.**

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON
Composition :
Département Offset-Presse - L.I.T.O. - 236-45-28
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1er)
Impression : **OMNI-PRESSES**
12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers
Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Ils sont contents

« La police française est la meilleure du monde », « une action exemplaire », les policiers se pavanent sous les compliments, en rougissant.

Il faut dire qu'il y a de quoi les couvrir de louanges : pour une fois, dans l'affaire de l'enlèvement du baron Empain, ils n'ont pas échoué. C'est vrai que c'est un événement rare, exceptionnel, et on comprend que les ministres se précipitent sur l'occasion pour les féliciter car il n'est pas sûr que cela se reproduise de sitôt.

Pour une réussite, c'est une réussite, à la hauteur de la police française ! Ils s'y sont mis à plusieurs centaines, par moment plusieurs milliers, il ne leur a fallu qu'à peine plus de deux mois. Malgré les risques énormes que les policiers ont fait courir au baron Empain en choisissant « la fermeté », ses ravisseurs ont choisi de lui laisser la vie. La police a eu affaire à un gangster assez aimable pour téléphoner à ses complices de libérer leur otage. Des gangsters que l'on nous décrit comme des **« coriaces », « presque des militaires »,** histoire de mettre en valeur le courage de nos braves pandores qui n'ont d'ailleurs toujours pas réussi à les rattraper.

Bref, les policiers sont fiers. Pour une fois, ils n'ont pas tué de passants en tirant au petit bonheur sur l'autoroute du Sud, ils ne se sont pas trompés d'étage. Il n'y a eu « que » deux blessés et un mort.

Le ministre de l'Intérieur prétend même maintenant que les gangsters ont compris que la prise d'otage en France ne paye pas, puisque ni le gouvernement, ni la police ne cèderont dans l'avenir. En somme, le prochain échec sera sans conteste une « bavure ».

Michel DECAEN.

Les bavures de la meilleure police du monde

Une semaine durant, la télévision et la grande presse n'ont pas tari de louanges sur le compte de cette valeureuse police qui avait réussi à obtenir la libération d'Empain. Il n'est pas jusqu'aux exclamations de la presse italienne et allemande s'inclinant devant la **« meilleure police du monde »** qu'on ne nous ait servies avant de nous annoncer que Giscard lui aussi y était allé de son petit compliment.

Et pourtant durant cette même semaine, une lecture attentive de la presse — il est vrai, pas des mêmes titres — permettait de relever quelques informations édifiantes sur cette même police.

Le Monde, daté du 24 mars relate qu'une habitante de Strasbourg a déposé une plainte afin de connaître les circonstances exactes de la mort de son mari. Le 6 juin 1976, une équipe de police-secours était venue pour le conduire au poste à la demande de son ex-femme qu'il importunait. Celle-ci s'étant absentée quelques instants le retrouve inanimé entre les mains des policiers. Entré dans le coma, il meurt deux mois plus tard sans avoir repris connaissance. Le médecin légiste attribue le coma à une cause indéterminée. Mais sa femme, employée à l'hôpital où il avait été transporté, tombe par hasard sur le dossier de l'hôpital : ces rapports-là attribuent, eux, le coma à un étranglement par clé au cou...

Le Monde du 25 mars rend compte du procès d'un des trois policiers qui le 8 avril 1975, rue du Château-des-Rentiers, en plein après-midi, criblent de balles l'automobile d'un passant confondu à tort avec le petit malfaiteur qu'ils recherchaient. Seul celui qui a vidé son chargeur et logé les deux balles mortelles dans le corps de la victime passe en jugement. Les deux autres ne sont pas poursuivis : ils ont manqué la victime. Le substitut demande l'indulgence du tribunal en ces termes : **« Ne brisez pas la carrière de ce policier ! ».**

L'Humanité du même jour, rapporte elle, un autre fait de la même eau. L'agent Evra qui la veille a tué en pleine nuit deux personnes circulant dans une estafette auxquelles il a logé une balle dans la nuque les prenant pour les agresseurs d'un taxi, est suspendu de ses fonctions mais avec sa solde...

Des auteurs de ces bavures la télévision ne parlera pas. D'ici quelque temps, si ce n'est déjà fait, ils reprendront leur activité dans la « meilleure police du monde ». En espérant avoir plus de chance le prochain coup. Leurs victimes ne seront pas là pour protester et comme leur famille ne s'appelle pas Empain, personne n'en saura rien...

Pierre VERNANT.

Quatre jurés poursuivis : une "justice" qui a peur de la publicité

Quatre jurés du procès de Martine Willoquet viennent d'être inculpés de « violation du secret des délibérations ». Le parquet leur reproche d'avoir adressé une lettre au président de la République l'informant avoir été manœuvrés par le président du Tribunal. Ce dernier les avait assurés à tort, que la peine à laquelle ils allaient condamner Martine Willoquet serait confondue avec une sentence antérieure et que par conséquent la condamnée ne serait pas séparée de son nouveau-né.

Or l'enfant a été retiré à sa mère ce qui a entraîné voici trois semaines la lettre des quatre jurés. La réponse vient d'arriver sous la forme de leur inculpation. Car ce qui a choqué Giscard, à qui leur lettre était adressée, et le parquet, ce n'est pas l'attitude du président du Tribunal et les conséquences qu'elle a entraînées pour la mère et l'enfant. C'est d'avoir dévoilé le pot aux roses, d'avoir dénoncé ce scandale révoltant, que l'on croyait étouffer dans le calme feutré, et discret, d'une salle de délibérations.

Pour les poursuivre, le parquet invoque le sacro-saint principe du « secret des délibérations ». C'est là une bien surprenante inculpation quand on prétend rendre la justice « au nom du peuple français » à l'aide de jurés « populaires » comme c'est le cas dans les cours d'assises. Car enfin, la « justice » serait-elle si peu jolie à voir qu'il faille cacher ces « délibérations », comme si on avait peur que n'éclate au grand jour la vérité sur ce qui s'y dit ou manigance.

D'après des propos de hauts fonctionnaires du ministère de la Justice rapportés entre autres par **Le Matin** du 25 mars, il paraît que cette inculpation a pour but de « rassurer » les magistrats inquiets qu'on ne dévoile tout sur ces fameuses « délibérations ». On les comprend. Où irait-on en effet si chaque juré se mettait à étaler sur la place publique la face cachée de la justice ?

Ainsi la morale et la loi sont sauvées.

Mais au fond que pouvait-on attendre d'autre de cette « justice » et des autorités judiciaires que de vouloir intimider d'éventuels jurés désireux d'imiter les quatre jurés du procès de Martine Willoquet ?

Le procès de ces derniers va s'ouvrir. Espérons donc qu'à cette faveur, il pourront lever (un peu) un coin du voile des délibérations et que le véritable visage de la « justice » apparaîtra.

Guy FICHET.

Bulletin d'abonnement aux publications de Lutte Ouvrière

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : prix : 120 F
pour une période de six mois : prix : 70 F

LUTTE DE CLASSE
pour une période de un an : prix : 50 F
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)

CEUX DU TECHNIQUE
pour un période de un an : prix : 10 F
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par **Lutte Ouvrière**).

Ci-joint la somme totale de : francs .....
.....

NOM : .....
.....
Prénom : .....
.....
Adresse : .....
.....
.....
Code postal : .....
.....
.....

Joindre la somme par chèque au mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles.

Giscard a besoin de la caution de la gauche pour mieux faire payer la crise aux travailleurs

TANT qu'il s'agissait de gagner les élections, le gouvernement s'est efforcé de contenir les prix, repoussant les hausses des services publics et obligeant les patrons à patienter quelques mois. Mais aujourd'hui, il n'y a plus besoin de se gêner et, par la bouche de Ceyrac, les patrons réclament, à corps et à cri, le retour à la liberté des prix : « Le peuple français a voté pour la liberté. La liberté des prix est un élément essentiel » . **Ainsi, pour le patron des patrons, la liberté, c'est la liberté pour les riches de s'enrichir, la liberté de faire payer les pauvres.**

Et les représentants politiques de la droite sont tous prêts à lui donner satisfaction. Ils l'avaient promis d'avance dans le programme de Blois. Et ces promesses-là, faites aux patrons, ne risquent pas d'être oubliées.

Le gouvernement sera d'ailleurs le premier à donner l'exemple des hausses de prix puisqu'il prêche « la vérité des prix » **pour les services publics, pour ne plus les subventionner et faire payer encore un peu plus cher une deuxième fois aux travailleurs en tant qu'usagers ce qu'ils ont déjà payé en tant que contribuables !**

Le scrutin passé, ils veulent rattraper le temps perdu.

Mais ces élections ont mesuré aussi le mécontentement de la population laborieuse. Et Giscard sent bien qu'il a intérêt à lâcher du lest. Mais il préfère lâcher du sable voire même de la poudre aux yeux plutôt que de l'or. Il préfère faire des concessions politiques à l'opposition que des concessions économiques à la classe ouvrière. Il préfère faire semblant de consulter les représentants des partis de gauche et des organisations syndicales plutôt que céder aux revendications des travailleurs. Les revendications, il les connaît. Et il n'aurait pas besoin de palabres s'il était décidé à les satisfaire.

En faisant des concessions politiques à l'opposition, en recevant ses dirigeants, en envisageant de la doter d'un statut, en lui laissant la présidence d'une ou de deux commissions parlementaires, il ne mécontente tout au plus que les politiciens de droite qui ne veulent partager ni les honneurs, ni la part du gâteau.

Alors qu'en faisant des concessions économiques à la classe ouvrière, c'est toute la bourgeoisie qu'il mécontenterait, tous les patrons qui entendent bien que ce soit dans leur poche qu'aille l'argent, pas dans celle des travailleurs. Ceux dont les affaires marchent réclament la possibilité d'augmenter leurs prix et ceux dont les affaires ne marchent pas assez à leur goût réclament des subventions du gouvernement.

L'ouverture proposée par Giscard n'a pas d'autre but que de préserver les profits des patrons tout en désamorçant le mécontentement populaire en laissant croire qu'il va se pencher sur les problèmes de la population laborieuse.

Mitterrand, Marchais et Fabre, loin de dénoncer cette duperie, s'en font les complices empressés. Il a suffi que Giscard siffle pour qu'ils se précipitent à l'Elysée, laissant croire aux travailleurs qu'il existerait une politique sur laquelle tout le monde pourrait s'entendre pour le bien de tous. Comme si le bien de tous, ce n'était pas toujours le bien des riches et la misère pour les plus pauvres ! Comme si la politique du nouveau gouvernement pouvait être différente de celle d'avant les élections, pouvait être autre chose qu'une politique au service des riches visant à faire payer les pauvres.

Les dirigeants de gauche jouent le rôle que leur propose Giscard pour faire patienter les travailleurs, pour les lanterner, pour les berner. Ce n'est pas nouveau. Pendant des mois, les élections ont joué ce rôle. Pendant des mois, Marchais, Mitterrand et Fabre ont dit que tout dépendait du vote du 19 mars. Maintenant, c'est avec le statut de l'opposition que Giscard, Mitterrand, Marchais et Fabre vont essayer d'amuser les travailleurs pour leur faire oublier la misère, pour leur faire oublier le chômage.

Alors l'opposition que nous saurons exprimer dans les usines, les chantiers, les bureaux, n'est sans doute pas prévue dans le statut que Giscard s'apprête à octroyer. Cette opposition-là ne sera peut-être pas reconnue par les dirigeants de la gauche.

Mais elle sera autrement plus efficace pour arracher nos revendications que les palabres de ceux qui se complaisent dans les salons de l'Elysée.

Arlette LAGUILLER

Marchais à l'Élysée : le oui empressé du Parti Communiste à Giscard

« **Une regrettable caution** », avait titré **l'Humanité** du 1er octobre 1975 lorsque Fabre était allé à l'Elysée. Faut-il s'étonner qu'aujourd'hui Marchais se soit empressé de saisir la main que lui tendait Giscard, et qu'il ait à son tour, comme tous les autres dirigeants de la gauche, fait son pélerinage au palais présidentiel ?

Le PCF, à cause de ses liens avec l'URSS et de sa sensibilité aux réactions de la classe ouvrière était considéré par la bourgeoisie comme un parti indigne de gérer ses affaires, c'est-à-dire de gouverner. Grâce à l'Union de la gauche, à l'alliance avec le Parti Socialiste, le PCF pouvait espérer que cela allait changer, et qu'il pourrait à son tour avoir un jour des ministres. Mais au lendemain du deuxième tour, après l'échec électoral de l'Union de la gauche, l'attitude différente de la bourgeoisie vis-à-vis du Parti Socialiste, pouvait faire craindre au PCF que la tentation de faire cavalier seul s'empare du PS, et qu'il se retrouve dans l'isolement pour une période indéterminée.

Giscard ayant étendu l'ouverture à toute l'opposition et invité également Marchais, ce dernier, en acceptant, a prouvé que son parti ne voulait pas s'enfermer dans une opposition ferme et dure et qu'au contraire il était prêt lui aussi, si on l'en priait, à jouer à l'opposition respectueuse. Et c'est sans doute avec soulagement que Marchais a accepté la main tendue par Giscard.

Il sera certes dans l'opposition par la force des choses, tout comme le Parti Socialiste, mais en même temps il se déclare disponible, prêt à répondre aux éventuelles offres de service de la bourgeoisie. La porte reste entrouverte. On peut donc fort bien le voir soutenir, dans quelques mois, un gouvernement dit d'union nationale voire même, si la bourgeoisie y consent, obtenir des postes de ministres qu'il n'a pu obtenir le 19 mars.

Ceux qui pensaient que l'attitude du PCF dans la querelle avec le PS s'expliquait par son choix de ne pas aller au gouvernement ont pu être surpris de l'acceptation de Georges Marchais de se rendre à l'Elysée. Et pourtant, le PCF vient encore de le prouver, son seul désir est d'être avec les autres, et comme les autres partis bourgeois, un parti de gouvernement.

Louis GUILBERT

Les élections passées, les prix grimpent de plus belle

Les augmentations de prix freinées jusqu'en janvier par Barre, pour la période électorale, ont repris de plus belle en février. Elles se sont même additionnées aux hausses traditionnelles du début janvier, reportées pour la circonstance à février, comme celle des loyers HLM par exemple. Maintenant que les élections sont passées, l'indice officiel des prix reconnait une hausse de 0,7 %, alors que celui de la CGT annonce une hausse de 1,3 %. Ce qui signifie que depuis le début de l'année la hausse est de 2,3 % soit 11,8 % pour l'ensemble de l'année.

Et quoi d'étonnant puisque, tarifs publics en tête, les prix ont retrouvé la liberté de grimper en février : l'essence a augmenté, le gas-oil, les transports SNCF, les produits laitiers, beurre et fromage, la viande de boucherie et la volaille et aussi les voitures, le mobilier...

Les prix ont pris leur élan. A partir du mois prochain, les tarifs publics feront un nouveau bond en avant ! Electricité et gaz augmenteront : on parle déjà d'une hausse de 11 %. Les PTT aussi, le timbre poste sera à 1,10 F au lieu d'1 F actuellement. Les produits pharmaceutiques augmenteront de 2,5 %.

Mais ce n'est pas tout. Car les patrons — les pauvres ! — revendiquent et réclament une totale liberté des prix. Ceyrac, le patron des patrons, a eu le culot d'affirmer : « Le peuple français a voté pour la liberté. Et la liberté des prix n'est qu'un aspect de la liberté » ! **Et comme on voit mal Giscard refuser cette liberté-là au patronat, l'avenir est prometteur. Déjà, avec le prétendu blocage des prix de Barre, ceux-ci ont augmenté de 11,1 % l'an dernier selon l'indice CGT. Si demain ils deviennent totalement libres, la valse risque de s'accélérer encore.**

Et ce sont tous ces gens-là qui criaient à l'anarchie et à l'inflation rien qu'en entendant réclamer le SMIC à 2 400 F ! Eh bien, avec eux, nous ne connaîtrons peut-être pas de sitôt le SMIC à 2 400 F, mais l'inflation, elle, est pour tout de suite !

Cécile BERNIER

Les confédérations syndicales s'engouffrent dans l'ouverture

Séguy à sa sortie de l'Elysée : il s'est félicité de voir enfin reconnu son rôle de négociateur des problèmes sociaux... *(AFP)*

En se rendant chacun à leur tour à l'Elysée, les dirigeants des confédérations syndicales ont fait, eux aussi, acte d'allégeance au pouvoir. Mais d'ores et déjà, ils ont fait savoir qu'ils ne se limiteraient pas à ce seul geste symbolique. Aussi bien Bergeron que Maire et Séguy ont sans ambiguïté déclaré qu'ils étaient décidés à entrer dans le jeu de l'ouverture proposée par Giscard, dans les conditions fixées par ce dernier.

Edmond Maire ne déclarait-il pas, dans une interview accordée au journal Le Figaro **du 29 mars :** « Les élections ont confirmé la forte autorité que la Constitution donne au Président. Son intervention peut débloquer le système des relations professionnelles afin d'établir des rapports de négociation véritables entre les grandes centrales syndicales, le gouvernement et le patronat ». **Peu de temps auparavant, Georges Séguy déclarait, dans une interview au même journal qu'il n'était pas partisan du** « tout ou rien », **et réclamait** « l'ouverture d'une politique contractuelle sérieuse et constructive à tous les niveaux ». **Quant à Bergeron, il n'a pas attendu le 19 mars pour formuler de telles demandes.**

Ainsi donc, les trois leaders des confédérations ouvrières déclarent sans ambage laisser l'initiative à Giscard, l'accréditant dans son rôle d'arbitre. Mieux même, la CFDT et la CGT, la première en déclarant qu'elle tirera le bilan dans trois mois, la seconde en précisant qu'à son sens, la situation devrait être débloquée en mai, promettent par avance au gouvernement la paix sociale jusqu'aux vacances.

Le cadre que lui laissent les directions syndicales est suffisamment vaste et flou.

Dans ces conditions, comment peut se traduire cette ouverture ? Il n'est pas impossible que le gouvernement fasse un geste concernant le SMIC, mesure qui dépend de son initiative et qui a sensibilisé l'opinion d'une fraction de l'électorat de gauche. Sans pour autant, c'est évident, le porter à 2 400 F. Non pas qu'une telle mesure ne puisse être absorbée économiquement par le patronat, grand ou petit — il suffirait de reprendre les dispositions du Parti Socialiste qui prévoyaient de compenser l'augmentation du SMIC en accordant des subventions aux dirigeants d'entreprises. Mais ce serait, politiquement et psychologiquement laisser croire que le pouvoir s'aligne sur le programme de l'opposition. Et cela, Giscard ne peut le faire sans indisposer l'électorat de droite.

Mais pour rendre crédible son « ouverture », il n'a nullement besoin d'aller si loin. Et sans doute ses experts sont-ils en ce moment en train de calculer ce qui, sur ce point, sera considéré comme un geste auprès de l'opinion de gauche, sans que cela apparaisse comme une capitulation auprès de l'électorat de droite. Là encore, les dirigeants syndicaux lui laissent toute latitude. Bergeron n'a-t-il pas déclaré que cette question n'était pas pour lui essentielle. Quant à Maire, qui s'est montré fort explicite ces derniers jours, n'a-t-il pas déclaré qu'il accordait deux ans au maximum au gouvernement pour que soit atteint le SMIC à 2 400 F. Le SMIC à 2 400 F en 1980, c'est exactement ce que proposait Barre dans les discours électoraux, il y a trois semaines.

Pour le reste, les dirigeants syndicaux montrent sans pudeur les limites de leurs exigences. Bergeron reste fidèle à la politique contractuelle. Quant à Maire, il renoue aujourd'hui avec cette pratique, qui n'est d'ailleurs pas nouvelle de la part de cette confédération qui avait été une des signataires des contrats de progrès institués par Chaban-Delmas. Séguy pour sa part ne demande rien d'autre.

C'est une manière de dire au gouvernement et aux patrons que les directions syndicales sont prêtes à accepter de discuter paritairement des mesures qui permettront de faire assumer la crise aux travailleurs et aux petites gens. Pas de discussions, ni d'accords globaux, mais des conventions élaborées cas par cas, permettant d'obtenir ici quelques menus avantages, dans les secteurs qui vont bien mais permettant de les refuser dans d'autres secteurs.

Les militants syndicaux, les travailleurs accepteront-ils sans réagir cette politique ? Accepteront-ils que leurs dirigeants abandonnent aussi cyniquement leur programme, les revendications qui y figuraient ? Rien n'est moins sûr. En tout cas, le pouvoir en a si peu la certitude qu'il se sent obligé de faire semblant de faire des gestes de peu d'importance, mais des gestes tout de même, en direction des travailleurs.

Jean-Pierre VIAL.

Air connu : la politique contractuelle

Jacques Delors, ancien conseiller de Chaban-Delmas lorsque celui-ci était Premier ministre et brandissait **« la nouvelle société »** en 1970, est depuis passé au Parti Socialiste. Interviewé à propos de la politique d'ouverture de Giscard, Jacques Delors ne renie en rien son passé. Passant pour le père de la politique contractuelle sous Chaban, il est prêt à reprendre du service sous Giscard. Il affirme que la nouvelle politique d'ouverture de Giscard ne peut être qu'avantageuse pour les travailleurs : **« Il faut qu'il y ait quand même quelques biscuits au garde-manger pour lancer une nouvelle politique sociale et essayer de dégeler les rapports sociaux »** a-t-il déclaré.

Sous l'inélégance du propos, ce monsieur propose cependant aux travailleurs de se contenter de bien maigres biscuits. Il préconise des négociations salariales au niveau des branches industrielles, voire des usines de façon que **« le salaire minimum dans chaque secteur soit ajusté à la situation économique »**. Il faudrait, toujours selon Jacques Delors, que la section syndicale d'entreprise redevienne l'interlocuteur privilégié. En clair qu'on lui redonne quelque chose à se mettre sous la dent en guise de négociation.

C'est donc quelque chose de très analogue aux fameux **contrats de progrès** de Chaban qu'il essaie de nous ressortir de son garde-manger.

La **« nouvelle société »** de Chaban, on s'en souvient, a été lancée après le départ de de Gaulle, à la fin de l'année 1969, dans une période où les travailleurs payaient l'inflation et les suites de la dévaluation et où de nombreuses grèves éclataient. Chaban essaya par ce moyen de gagner une relative paix sociale en proposant aux syndicats les contrats de progrès dans la Fonction publique, l'actionnariat à Renault et le projet de mensualisation.

Le premier contrat de progrès fut proposé à l'EDF en janvier 1970, quinze jours seulement après une journée de grève des électriciens. Cette grève avait été interrompue au bout de quelques heures à la suite d'une campagne de presse effreinée contre les grévistes qui osaient réduire au froid la population en plein hiver. Dès que cette grève fut suspendue après avoir été condamnée par le gouvernement comme étant politique, Chaban s'empressa de proposer au syndicat un contrat accordant une sorte d'échelle mobile des salaires assez obscure et incertaine, indexée sur l'acroissement des ventes et inversement proportionnelle aux effectifs. Rien, de toute façon, de supérieur à l'augmentation du coût de la vie. En échange, il demandait aux syndicats de signer une clause anti-grève établissant l'obligation d'un préavis de 3 mois avant toute grève sur les salaires. CFTC, FO, Syndicat des cadres et... la CFDT s'empressèrent de signer. La CGT contre qui l'opération était en partie montée, dans le but de la mettre au pied du mur ou de l'isoler, réserva sa réponse et organisa un référendum parmi les électriciens.

Peu après de semblables contrats étaient proposés chez Berliet et à Renault. Ce dernier ne comportait pas de clause anti-grève écrite. Mais il témoignait de la même politique gouvernementale et du même chantage de la direction : **« Si vous ne signez pas, je retire toutes mes propositions »**. Le gouvernement savait ce qu'il faisait en exigeant une signature des syndicats au bas de tels accords.

Si la CGT refusa pendant la 1re année d'apposer sa signature, les autres syndicats s'empressèrent de répondre présents et cela suffisait à valider ces contrats de progrès.

En fin de compte, c'est à la SNCF, en janvier 1971 que la CGT, elle aussi, en vint à donner sa signature à l'accord proposé par la direction et cela malgré le fort mécontentement des cheminots.

Bien sûr, il n'y avait pas dans ce cas non plus de clause anti-grève ouverte, mais la CGT reconnaissait se contenter de 6 % d'augmentation pour 1971 alors que les prix avaient progressé de 10 %. Aucun des problèmes de compression du personnel auxquels tenaient tant les cheminots n'étaient abordés.

Et c'est bien ce que cherchait à obtenir le gouvernement : éviter que les vrais problèmes soient posés, obtenir la caution publique des grandes organisations syndicales sur des broutilles, amener celles-ci sur la voie de la collaboration de classe.

C'est ce genre de politique que Giscard, en bon élève de Chaban, dont il était à l'époque le ministre des Finances, peut reprendre aujourd'hui à son compte. Une politique qui peut laisser davantage de place à l'opposition et aux syndicats sur le devant de la scène, mais dont les travailleurs n'ont pas grand chose à attendre hormis des trahisons. L'opposition, battue électoralement, est-elle prête à jouer le jeu ? En tout cas des hommes comme Jacques Delors semblent prêts à se contenter de peu pour le faire.

Dominique LEGER.

L'ouverture de Giscard... ou comment la bourgeoisie française prépare l'avenir

Le processus de l' « ouverture » annoncé par Giscard d'Estaing, au lendemain du second tour des élections législatives, est en marche. Les dirigeants des partis de gauche et des organisations syndicales ont, les uns après les autres, défilé à l'Elysée.

En se rendant à l'Elysée, Mitterrand accepte de jouer le jeu de Giscard qui consiste à lanterner les travailleurs. (AFP)

En réalité, peu importe ce que, au cours de ces entretiens, se sont dit les leaders de la gauche et le président de la République. L'important est qu'ils se rencontrent, et qu'on en parle. Et le fait est suffisamment inhabituel, depuis 1958 en tout cas, pour qu'il fasse sensation.

Car, pour l'instant, Giscard d'Estaing l'a d'ailleurs dit explicitement, il ne s'agit pas tant de parvenir à d'importants résultats, comme par exemple l'intégration du Parti Socialiste à la majorité gouvernementale. Il s'agit d'accréditer l'idée que, si la majorité a gagné les élections, elle tient malgré tout compte de l'avis des élus de gauche, et, à travers eux, de l'avis des 50 % d'électeurs qui ont voté pour eux.

Car, à l'issue de ces élections, les dirigeants de la majorité, en tant qu'hommes politiques de la bourgeoisie, ont sans doute des raisons d'être satisfaits, mais aussi des raisons d'être inquiets. Ils ne peuvent ignorer que leur victoire a été courte et que 50 % du corps électotal les a désavoués, et a témoigné d'un mécontentement réel et d'un important désir de changement. Ils ne peuvent ignorer que tous ceux-là, principalement des travailleurs, des petites gens, sont déçus, et peuvent même être révoltés par le fait que l'injuste loi électorale transforme un léger avantage au profit de la gauche en un large avantage en sièges de députés pour la majorité.

Alors ils essaient de prendre leurs précautions en cherchant à associer à leur politique, sous une forme ou sous une autre, les dirigeants politiques et syndicaux qui prétendent parler au nom des classes laborieuses.

Il s'agit en particulier de donner, aux dirigeants de la gauche et des organisations syndicales, une place d'avocats patentés de la classe ouvrière, que l'on reçoit et que l'on fait semblant d'écouter. Il s'agit d'accréditer l'idée que la lutte est inutile puisque l'on tient compte de l'opposition parlementaire, et, à travers elle, du mécontentement de ceux qu'elle représente.

Même si, dans la situation économique actuelle, la bourgeoisie française n'est prête à céder que bien peu de choses aux travailleurs, il s'agit au moins de laisser croire que l'on va céder quelque chose, et dans une certaine mesure tenir compte du mécontentement. Et cela, le simple fait de recevoir les dirigeants de l'opposition et des syndicats le permet.

Car eux aussi, de leur côté, sont prêts à jouer le jeu. C'est ce que vient de montrer leur réponse affirmative — et empressée — à l'invitation à l'Elysée. Côté syndical, les trois confédérations montrent qu'elles sont d'accord pour s'asseoir autour du tapis vert pour peu qu'on les y appelle, et même si les résultats prévisibles sont dérisoires, et qu'en tout cas, elles n'envisagent nullement d'engager un « troisième tour » social en appelant les travailleurs à la lutte.

Côté politique, de Fabre à Marchais en passant par Mitterrand, les leaders de la gauche, même s'ils déclarent, à la sortie de leur entrevue avec le président de la République, qu'ils gardent leurs convictions politiques et ne se sont nullement ralliés, se seront en tout cas prêtés au jeu de Giscard d'Estaing.

C'est que les dirigeants de la gauche, et en premier lieu son principal leader Mitterrand, sont eux aussi des hommes politiques responsables de la bourgeoisie, qui se préoccupent de conjurer tout risque d'explosion sociale. Pour eux aussi, les échéances électorales sont trop lointaines pour qu'ils puissent promettre que tout changera aux prochaines élections. Aussi doivent-ils jouer, eux aussi, ce jeu d'opposition respectueuse, et écoutée, contribuer à donner vie ainsi à ce théâtre d'ombres parlementaire dont les dirigeants politiques de droite et de gauche doivent s'évertuer à faire croire qu'il est fait pour discuter des problèmes de la population et pour les résoudre en tenant compte de ses avis.

Bien sûr, l'intérêt des dirigeants de la gauche est aussi de préserver leurs intérêts de parti et d'obtenir quelques contreparties : la présidence de certaines commissions parlementaires, par exemple, ou un peu plus de temps d'antenne à la télévision. Mitterrand a même renouvelé sa demande d'un retour au système proportionnel dans les élections ; celui-ci permettrait en effet au PS de n'être plus contraint à l'alliance électorale avec le PCF, et il pourrait alors se prêter à différentes combinaisons parlementaires, avec, par exemple, une partie de la droite.

Mais dans l'immédiat, ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Et pour le PS, la meilleure façon de préserver ses intérêts de parti à long terme, c'est de se prêter au jeu, et de rester l'opposition respectueuse, le recours ou l'alternative possible lors des prochaines échéances électorales, ou peut-être même avant, en essayant d'obtenir sans trop d'illusions quelques contreparties.

Quant au PCF, il n'a guère d'autre choix que de mener la même politique que le PS. Il peut craindre, en effet que l' « ouverture » ne s'arrête au Parti Socialiste. C'est pourquoi Marchais se devait de profiter du fait que l'invitation de Giscard d'Estaing s'adresse aussi à lui, et répondre aussi présent. Entre les dirigeants de la gauche, c'est donc un véritable concours à qui sera le plus « responsable », qui est d'ores et déjà ouvert, de peur que les contreparties, s'il y en a, ne soient données, par exemple, qu'à l'un et pas à l'autre !

A gauche et à droite, chacun s'est comporté de façon responsable. Par leur attitude, les dirigeants de la gauche montrent qu'ils sont prêts à venir à la rescousse, à aider la majorité, et surtout la bourgeoisie française, à sortir sans dommage d'une situation qui peut être dangereuse.

Ils laissent même ouverte la possibilité pour Giscard de faire appel à eux, indépendamment des échéances électorales, pour assumer des responsabilités gouvernementales si la situation économique et les réactions de la classe ouvrière le nécessitaient.

En acceptant les invitations de Giscard, ils disent d'avance qu'ils répondront présent quand il aura besoin d'eux.

Et les Fabre, les Mitterrand et les Marchais ont, en tout cas, montré à quelle vitesse ils sont prêts à faire passer sous la table les intérêts des travailleurs dont ils se réclamaient si fort hier...

André FRYS

Aménagement (patronal) du temps de travail (des ouvriers)

Dans les mesures attendues du gouvernement après les élections, il y en aurait concernant le temps de travail et les congés.

On voit effectivement poindre l'oreille du patronat et du gouvernement et germer un projet d'aménagement du temps de travail. Pendant qu'Yvan Charpentié, le secrétaire de la confédération des cadres, expliquait qu'il réclamait la réduction du temps de travail à 1 800 heures par an en laissant une « **grande diversité de choix aux intéressés** », le patronat faisait savoir qu'il était éventuellement partisan d'une solution de ce genre. Mais d'une solution qui se situerait autour de 2 000 heures par an, avec possiblité de regrouper les heures de travail et les congés, ce qui permettrait de prendre une cinquième voire une sixième semaine de vacances... Sans que ça coûte un sou aux patrons. Bien au contraire puisque dès aujourd'hui, un travailleur qui fait 40 h par semaine effectue un total de 1 840 heures par an, si l'on déduit quatre semaines de congés payés et dix jours fériés en moyenne dans l'année.

Après la journée de travail à la carte, serait-ce donc la semaine de travail à la carte ? Voilà enfin une mesure pas chère qui pourrait peut-être arranger quelques travailleurs, mais qui a surtout toutes les chances de séduire les patrons.

Sans compter que l'on peut faire confiance au patronat pour comptabiliser les heures ou les semaines de chômage partiel qui sont actuellement le lot d'un grand nombre d'entreprises, dans le total annuel, et par la même occasion d'empocher la partie de l'indemnisation à 50 % à laquelle ils sont tenus jusqu'à présent.

Comme pour la culture des betteraves, l'industrie deviendrait saisonnière sans qu'il en coûte quoi que ce soit aux patrons, au contraire.

Sous couvert d'améliorer le sort des travailleurs, encore des mesures qui ne pourront que se retourner contre eux !

Louis GUILBERT

Giscard poursuit l'ouverture... des coffres de l'État au profit des barons de l'acier

15 000 manifestants à Thionville en avril 1977 contre la fermeture d'Usinor. (AFP)

Un nouveau « plan acier » prévoyant de 10.000 à 15.000 suppressions d'emplois supplémentaires durant les cinq années à venir est actuellement en préparation. Parallèlement, l'Etat s'apprête à diminuer la dette des barons de l'acier en renonçant à récupérer une partie des 9 milliards de « prêts » accordés aux grandes sociétés sidérurgistes depuis une douzaine d'années.

C'est ainsi que l'année dernière ces mêmes grands trusts avaient déjà annoncé la suppression de 16.000 emplois et reçu 1,3 milliard de francs. Ce n'était, paraît-il, pas suffisant et seule la proximité des élections avait, dit-on, conduit les sidérurgistes à modérer leurs exigences à la demande du gouvernement. Les élections sont passées et Usinor, Sacilor et De Wendel s'apprêtent donc à repasser à la caisse comme ils le font depuis dix ans. Car le scénario dure depuis dix ans à raison d'un cadeau d'un milliard par an en moyenne ! Et un milliard, cela représente de quoi payer 100.000 smicards à 2.400 F...

Et ces gens-là ne manquent pas d'audace. A en croire la presse économique qui reprend complaisamment leurs arguments, la sidérurgie serait au bord de la faillite. Et les dirigeants de De Wendel, Usinor et Sacilor d'affirmer à l'appui de leurs dires que leur endettement dépasse aujourd'hui 120 % de leur chiffre d'affaires annuel. Mais ce qu'ils se gardent bien de dire, c'est qu'une bonne partie de cet endettement est constitué par des prêts de banques qui précisément contrôlent ces grandes sociétés sidérurgistes ou leur sont liées. Autrement dit, les magnats de l'acier et de la finance s'estiment ruinés d'avoir à débourser leur argent pour effectuer des investissements et une modernisation qui ne leur rapporteront gros que demain ! Ils préfèrent de beaucoup investir avec l'argent des contribuables que l'Etat leur accorde généreusement sous forme de prêts à bas taux d'intérêt qu'ils ne rembourseront jamais ou à des dates si éloignées que l'inflation aura réduit à néant l'importance des sommes remboursées.

Alors non, Usinor et Sacilor ne sont nullement au bord de la faillite ! Derrière Usinor il y a Denain-Nord-Est-Longwy et encore derrière, Paribas, le premier groupe financier privé de France. Et derrière Sacilor, il y a Saint-Gobain Pont-à-Mousson, c'est-à-dire la Banque de Suez, le second groupe financier privé. Ce sont ces groupes qui d'une main empochent les commandes de l'Etat dans les domaines qui rapportent gros comme le nucléaire et le téléphone, et tendent l'autre en criant misère parce que, paraît-il, la sidérurgie serait en crise. Qu'ils prélèvent donc des fonds dans les secteurs les plus prospères pour renflouer ceux qui marchent moins bien. Ce ne serait que justice. Tout comme ce ne serait que justice que pas un travailleur ne fasse les frais de la modernisation et de la transformation de leurs usines. Mais pour imposer ces mesures de salubrité, il faudra que la main des travailleurs les y contraigne. Car Giscard et son gouvernement s'apprêtent, eux, une fois de plus à leur ouvrir les coffres de l'Etat et à leur faire cadeau de l'argent des contribuables ou tout simplement de celui que la Banque de France va fabriquer sur ses planches à billets.

Pierre VERNANT.

DES DÉPUTÉS RADICALEMENT SEMBLABLES

A force de compter et recompter sur ses dix doigts, JJSS a fini par se trouver 12 députés radicaux contre 8 que lui accordait le ministère de l'Intérieur.

Parmi les 12, Edgar Faure. Bien sûr, celui-ci est au RPR mais peut-être JJSS a-t-il fait ses comptes le jour où ce cher Edgar avait l'âme radicale ?

Aussi bien aurait-il pu dégotter un 13e compère : Chaban, concurrent d'Edgar pour le perchoir de l'Assemblée nationale et qui ne dédaigne pas non plus à l'occasion de picorer la graine radicale.

JJSS a également comptabilisé un député que revendique le Parti Socialiste : Roche Pidjot, député de la Nouvelle-Calédonie. Le député de Lorraine est vraiment un gagne-petit. Sans parler des Radicaux... de Gauche (pour combien de temps ?), il ne manque pas, pour se les attribuer, de députés socialistes au passé quelque peu centriste... et à l'avenir incertain, à commencer par Mitterrand lui-même.

En tout cas JJSS aurait tort de relâcher ses efforts. Tous les espoirs lui sont permis puisque aux dernières nouvelles sur neuf députés du Centre National des Indépendants et Paysans, l'un s'est apparenté au RPR, quatre louchent vers l'UDF et les cinq autres n'ont pas encore choisi.

De toute façon l'ambitieux Jean-Jacques a au moins raison sur un point : tout ce beau monde appartient bien à la même grande famille: celle des politiciens professionnels.

G.D.

JEUNE LOUP ET VIEILLE POLITIQUE

Le nouveau député du 11e arrondissement, Alain Devaquet, est aujourd'hui secrétaire général du RPR.

Belle carrière en si peu de temps, et surtout à quelle vitesse ! Cela donnera sûrement, à de jeunes loups sortis des hautes écoles, des idées. Venu l'an dernier à la politique, Devaquet adhère en janvier 1977 au RPR et est nommé conseiller auprès de Jacques Chirac pour les problèmes de l'énergie. En mars, il est présenté comme député... et la suite, on la connaît !

Il se trouvera peut-être des mauvaises langues pour critiquer le choix de Chirac qui préfère s'entourer d'hommes jeunes, inexpérimentés, plutôt que de vieux routiers de la politique qui s'étaient peut-être mis sur la liste. Il faut dire que, jeunes ou vieux, ils restent des politiciens professionnels pour qui monter une affaire ou se fabriquer des convictions politiques, c'est du pareil au même, du moment qu'il s'agit de faire carrière.

M.C.S.

CHIRAC N'AIME PAS LES AFFICHES... DES AUTRES

Décidément Chirac n'aime pas les affiches. Tout au moins certaines d'entre elles. Après avoir prestement fait disparaître entre les deux tours de scrutin tous les panneaux électoraux des candidats absents du second tour, il vient de pondre au bulletin officiel une circulaire incitant les propriétaires et gardiens d'immeubles à appeler la police en cas d'affichage illicite, tout en soulignant qu'une loi est en préparation afin de faciliter la poursuite des personnes et associations au profit desquelles a lieu l'affichage effectué hors des panneaux payants.

Une façon comme une autre d'essayer d'interdire à l'opposition de s'exprimer dans la capitale. Monsieur le maire, quant à lui, a pris ses précautions : les hideux panneaux de plastique dont son ami Jean-Claude Decaux a parsemé les rues et les carrefours lui permettent de faire apposer ses affiches. C'est ainsi que l'on a pu lire ces derniers temps un peu partout dans la capitale un vibrant appel à la solidarité avec la Bretagne signé Chirac. Si ce n'est pas de la démocratie tout ça !

P.V.

Chirac se découvre contre l'affichage sauvage... au nom d'une propreté bien tardive. (CRAMER)

Le chantage de la S.N.I.M.

Les six techniciens français de la SNIM (Société Nationale Industrielle et Minière) qui avaient, on s'en souvient, servi pendant plusieurs mois d'alibi à Giscard pour l'intervention de l'armée française au Sahara, sont victimes d'un scandaleux chantage de la part de leur employeur.

Le 23 février dernier, ils s'étaient retournés contre la SNIM en lui réclamant des dommages et intérêts pour les huit mois qu'ils avaient passés en détention.

Pour toute réponse, cette société a commencé par licencier pour rupture de contrat, c'est-à-dire sans indemnités, une technicienne qui avait déjà refusé de regagner Zouérate (le centre minier mauritanien où elle avait été employée). Puis elle a enjoint aux cinq autres de regagner d'urgence — avant le 28 mars — leur poste à Zouérate, bien que le Front Polisario ait plusieurs fois averti que cette région faisait partie de la zone de guerre en Mauritanie : d'ailleurs depuis ces derniers mois, plusieurs attaques ont eu lieu et samedi 25 mars, un train transportant le minerai de Zouérate déraillait, provoquant la mort de six personnes.

Si les ex-otages refusent de revenir à Zouérate, ils seront licenciés pour rupture de contrat, eux aussi.

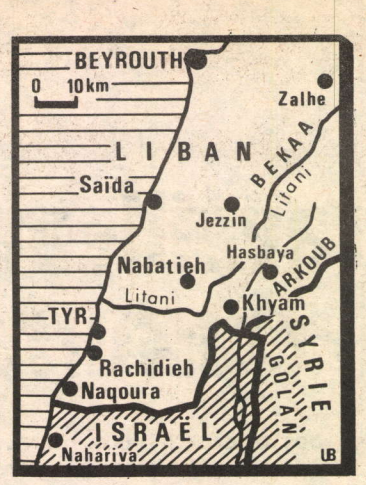
Ainsi donc, la société minière de Zouérate, non contente d'avoir mis en péril la vie de ses employés de façon consciente et pour ses propres intérêts, en les faisant travailler dans une zone de guerre sans même les avertir à l'époque des dangers qu'ils couraient, cette compagnie a le culot de leur faire un odieux chantage pour ne pas leur payer les dommages et intérêts qu'elle leur doit et, pour toute reconnaissance d'avoir risqué leur vie pour ses profits, les accuse de rupture de contrat, ce qui lui permet de les licencier sans même leur verser d'indemnités.

Avis à ceux que la SNIM continue d'employer à Zouérate.

Pierre MIGENNES

Proche-Orient

Carter Begin fâchés... mais complices pour massacrer les Palestiniens



Avec la condamnation publique, par Carter, de l'invasion du Sud-Liban par les troupes israéliennes, toute la presse a souligné la tension marquant la fin des discussions Carter-Begin, certains commentateurs allant même jusqu'à y voir l'amorce d'une rupture sans précédent entre Israël et les Etats-Unis.

Pourtant, les troupes israéliennes n'ont pu envahir le Sud-Liban sans que cette intervention ait reçu par avance l'accord au moins tacite de Carter. Et le froid qui marque aujourd'hui les relations entre les deux gouvernements prouve tout au plus que les Etats-Unis n'avaient pas prévu qu'Israël irait aussi loin et ne se contenterait pas d'une opération-éclair. Autant une intervention militaire contre les Palestiniens et la population sud-libanaise, menée sous prétexte de riposte et de lutte contre le terrorisme, ne présentait rien qui puisse gêner les Etats-Unis, autant l'ampleur prise par l'opération pouvait perturber le jeu diplomatique poursuivi, à l'heure actuelle, par Carter au Proche-Orient. La recherche de solutions négociées du type de celle que Sadate entreprenait il y a quelques mois, semble en effet avoir le consentement des Etats-Unis, tandis que les initiatives militaires prolongées d'Israël allaient à l'encontre d'une telle politique. C'est d'ailleurs cela qui peut expliquer le rappel à l'ordre de Carter à Begin.

Quant à l'attitude de Begin, elle montre tout au plus que les intérêts de l'Etat d'Israël et la manière dont il entend les défendre ne coïncident pas forcément avec le jeu politique que l'impérialisme américain a choisi. Et pourtant celui-ci n'a pas même été jusqu'à taper franchement du poing sur la table, alors qu'il aurait évidemment tous les moyens de contraindre à l'obéissance Israël qui dépend entièrement de lui sur le plan militaire comme sur le plan politique, puisqu'elle n'a pas d'allié de rechange possible. Mais le soutien des Etats-Unis à Israël qui est au Proche-Orient leur pion le plus fiable et somme toute irremplaçable — les Etats arabes réactionnaires sur lesquels les Etats-Unis s'appuient n'offrent pas les mêmes garanties à terme, ne serait-ce que parce que ce sont des dictatures féroces qui ont bien du mal à se maintenir en selle — ce soutien implique même de laisser à Israël une certaine liberté d'action et d'accepter avec plus ou moins de bonne humeur ces incartades. C'est dire que le froid qui s'établit aujourd'hui dans les relations entre les deux gouvernements est d'autant plus hypocrite de la part de Carter que les Etats-Unis portent eux aussi la responsabilité de la sanglante intervention menée au Sud-Liban par l'armée israélienne, à laquelle il reproche seulement, et en termes ô combien mesurés, de s'être en quelque sorte trop attardée.

Lucienne PLAIN

Char israélien lors des combats dans la région de Tyr. Carter a attendu qu'il ait fait son œuvre pour se démarquer de Begin.

La Syrie et les Palestiniens:

entre l'opinion publique arabe et l'impérialisme US

Les déclarations syriennes se suivent et ne se ressemblent pas. Après avoir fait savoir le 25 mars par la voix de son gouvernement, qu'elle allait permettre le transit sur son territoire de toute aide à la Résistance palestinienne — ce qui devait permettre, entre autres, aux commandos irakiens de porter secours aux fedayins du Sud-Liban — Damas lançait 48 heures après un avertissement aux Palestiniens, leur enjoignant de respecter le cessez-le-feu et de se plier aux décisions de l'ONU. Il est évident pour tout le monde que c'est la Résistance palestinienne qui va pâtir le plus de l'application du plan de l'ONU, car celui-ci, en remplaçant les troupes israéliennes par les casques bleus au Sud-Liban, ne fait qu'entériner le recul de la Résistance palestinienne devant l'invasion militaire d'Israël au sud du fleuve Litani.

Les chars syriens eux aussi ont servi l'an dernier contre les Palestiniens. C'est dire que les intérêts de ces derniers ne pèsent pas lourd dans le jeu politique de la Syrie, comme, d'ailleurs, des autres Etats arabes. (UPI)

La politique syrienne face à la Résistance palestinienne apparaît sous deux aspects contradictoires. L'un consiste à faire croire à l'opinion publique arabe qu'elle défend la cause des Palestiniens, l'autre à montrer à l'impérialisme US que la Syrie peut être un bon garant de l'ordre et de la stabilité au Moyen-Orient, qu'elle est un gendarme fiable sur lequel il peut s'appuyer.

Mais dans tous les cas ce ne sont pas les intérêts de la Résistance palestinienne qui lui dicte sa politique. Et que celui-ci reçoive des coups n'est pas pour lui déplaire. Car pour l'Etat syrien, comme pour les autres Etats arabes, les « bons Palestiniens » sont ceux qui, pour échapper à leurs assassins, sont contraints de leur demander aide et assistance, mais pas ceux qui luttent les armes à la main pour leur dignité et leur droit à l'existence.

La Syrie n'a d'ailleurs pas hésité à intervenir elle-même au Liban contre les Palestiniens, avant Israël. Ses troupes, qui occupent toujours les trois quarts du territoire libanais, y ont fait au moins autant de victimes parmi la population palestinienne que la récente intervention de l'armée israélienne, intervention qui n'a d'ailleurs pu se faire qu'avec le consentement de la Syrie.

Louis GUILBERT

Iran

COMMUNIQUE

« 150 prisonniers politiques iraniens poursuivent depuis le 11 mars une grève de la faim pour protester contre les conditions inhumaines de leur détention.

Pendant ce temps, le gouvernement iranien annonce à cor et à cri des mesures d'amnistie générale et cache soigneusement la nouvelle grève de la faim au peuple de l'Iran et à l'opinion mondiale.

Nous, Comité de défense des prisonniers politiques en Iran, appelons tous les démocrates à s'élever contre ces mensonges et cette hypocrisie, à protester contre la terrible situation de la vie infernale en Iran.

Il y va de la vie de 150 êtres humains, coupables de penser autrement que les tenants du régime en Iran. »

9, rue Delambre 75014 Paris.

. **Signé :** Wladimir JANKELEVITCH, J-J-. MAYOUX, Boris TASLITZKY, Raph. FEIGELSON, André HASS, Alain GUERIN, J-P. SARTRE, Simone DE BEAUVOIR, Laurent SCHWARTZ, André PUIG.

Grèce

La démocratie à la Caramanlis se précise

Sous prétexte de lutte contre le terrorisme, le gouvernement de Caramanlis vient de déposer un projet de loi qui, d'après Harilaos Florakis, le dirigeant du Parti Communiste Grec, n'est pas sans rappeler la législation du régime de guerre civile. Et à juste titre le Parti Communiste Grec comme les organisations de gauche y voient un projet de loi dirigé contre elles, et s'en inquiètent.

Mais il fallait s'être fait bien des illusions sur la démocratie à la Caramanlis pour s'étonner de ses projets aujourd'hui.

Les illusions dont les partis de gauche ont entouré la chute du régime de colonels en juillet 1974 et la venue de Caramanlis au pouvoir ne doivent pas faire oublier que Caramanlis, ce vieux politicien réactionnaire, n'a repris du service que parce que l'armée l'a rappelé au pouvoir. Et si par la suite les officiers et les fonctionnaires les plus compromis avec la dictature ont été déplacés, l'essentiel de l'appareil d'Etat en place sous le régime des colonels demeure.

Bien sûr, il fallait bien prendre quelques mesures pour faire croire au changement. Caramanlis a permis la légalisation des partis politiques d'opposition et a préparé des élections. Mais derrière cette façade parlementaire, l'Etat est resté toujours le même : un appareil de répression, anti-ouvrier, servi par des hommes profondément anti-communistes.

Alors, aujourd'hui, le Parti Communiste Grec proteste contre les nouvelles mesures dont il risque d'être une des victimes. Fort bien.

Mais c'est tout de même le PC et les autres partis réformistes qui avaient en son temps cautionné ce tour de passe-passe de prestidigitateur qui, de la Grèce des colonels, a fait un Etat dit démocratique. Oh ! sans doute, les colonels — à part quelques-uns condamnés comme boucs émissaires — sont retournés dans les casernes, au lieu d'occuper les devants de la scène politique. Mais justement, ils y sont, dans les casernes. Ils dirigent l'armée, la même armée, la même police, les mêmes forces de répression. L'Etat, c'est toujours eux, et pas les hommes politiques qui font leur numéro devant l'opinion publique. Il en est ainsi, pas seulement en Grèce, mais dans toutes les démocraties parlementaires.

Et il n'y a pas de réelle garantie pour les libertés démocratiques, pas plus en Grèce qu'ailleurs, tant que ce sont les colonels, les généraux, la hiérarchie militaire et policière qui sont censés en être les derniers garants.

Car la Grèce l'a montré, comme le Chili : l'armée et la police de l'Etat bourgeois ne sont pas les garants des libertés démocratiques, mais leurs fossoyeurs, dès que les intérêts des privilégiés l'exigent.

Patricia MULLAN.

Japon

Les travailleurs victimes de la concurrence internationale

Les négociations commerciales qui duraient depuis plusieurs mois, entre les pays européens du Marché commun et le Japon, se sont terminées vendredi 24 mars sur des résultats bien maigres. De l'avis général, les représentants des capitalistes japonais n'ont pas fait les concessions espérées par ceux des pays européens. Les négociateurs du gouvernement japonais se sont bien engagés à réduire d'un tiers, en principe, l'excédent de leur balance des paiements. Par ailleurs aucun engagement précis n'a été pris.

De telles négociations ne peuvent en fait suffire à régler les problèmes commerciaux entre pays capitalistes. Dans la guerre commerciale permanente que se livrent les différentes bourgeoisies, le but poursuivi par chacune d'entre elles est de vendre le maximum, d'acheter le minimum et d'exporter la crise chez le voisin. Les capitalistes japonais n'ont aucune raison de faire des cadeaux à leurs congénères français ou anglais. C'est le règne du chacun pour soi et la concurrence ne peut que devenir plus impitoyable en cette période de crise économique.

Dans cette guerre, les capitalistes japonais paraissent aujourd'hui un peu mieux armés que leurs concurrents européens. Mais de quoi sont donc faits cette fameuse compétitivité, ce prétendu miracle japonais, tant vantés ?

La bourgeoisie japonaise a en fait réussi à s'assurer une part non négligeable du marché mondial en imposant à la classe ouvrière des conditions de travail et de vie dignes d'un pays semi sous-développé. La population laborieuse est encadrée de façon quasi-militaire. Les salaires y sont bien plus bas que dans les pays européens et les droits sociaux y sont aussi plus réduits. C'est ainsi par exemple que la généralisation du système de retraite ne date que de 1959, si bien que la plupart des vieux travailleurs japonais ne perçoivent aujourd'hui que des pensions dérisoires. C'est cette surexploitation de la main-d'œuvre qui explique la compétitivité de l'industrie japonaise.

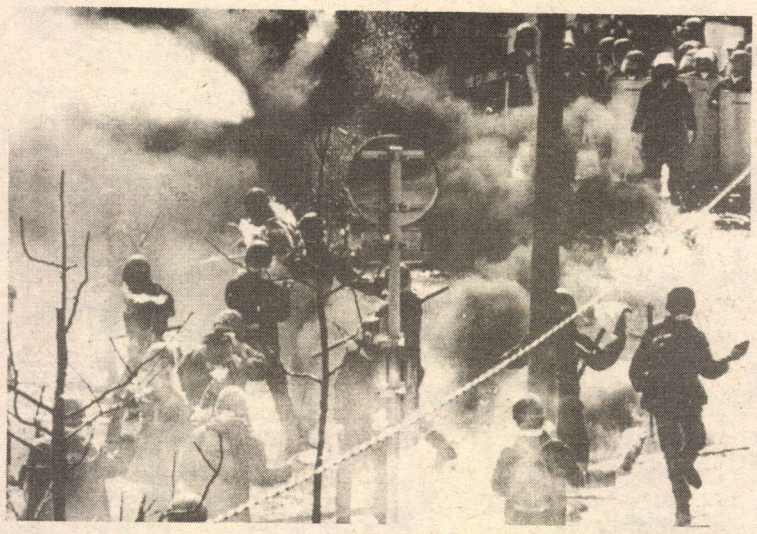
Contrairement aux fables patronales sur les avantages que peuvent retirer en matière de sécurité de l'emploi les travailleurs d'un pays où les entreprises sont prospères, la classe ouvrière japonaise est aussi durement touchée par le chômage. Le mythe de l'emploi à vie, de l'entreprise japonaise gardant ses ouvriers jusqu'à leur retraite n'est qu'une invention. Il y aurait officiellement 1.100.000 chômeurs. Mais il faudrait en compter 4 ou 5 fois plus selon les syndicats si l'on tient compte des femmes à la recherche d'un emploi et des travailleurs saisonniers. Une part importante de la classe ouvrière japonaise est en effet formée d'ouvriers saisonniers ou de travailleurs employés dans de petites entreprises de sous-traitance où les bas salaires s'accompagnent d'horaires fluctuants. Bon nombre de ces petites entreprises ont fermé durant ces dernières années sur décision des grands groupes financiers qui, dans la plupart des cas, les contrôlent en sous-main.

A l'heure actuelle, dans les régions de Tokyo et d'Osaka, environ 80 entreprises métallurgiques et presque autant du secteur textile sont occupées, parfois depuis des mois, par des travailleurs protestant contre la décision du patron de mettre la clé sous la porte, bien souvent sans même payer les salaires dus.

La classe ouvrière japonaise souffre donc durement de la crise économique, plus durement que celle des pays du Marché commun. Et tous les discours des gens qui nous présentent le Japon comme un concurrent sur lequel il faut prendre modèle ont en fait derrière la tête une idée bien précise: faire accepter aux travailleurs de ce pays une aggravation de leurs conditions de travail et une baisse de leur niveau de vie. De quoi nous enlever l'envie d'être « compétitifs » !

Jean HAINAUT.

Narita : les avions ne se poseront pas de sitôt sur les terres des paysans



Les manifestants forcent l'entrée de l'aéroport à coups de projectiles incendiaires. (AFP)

Dimanche 26 mars, 20 000 personnes ont manifesté à Narita, au Japon, contre l'ouverture du nouvel aéroport qui devait entrer en service au début du mois prochain.

A coups de pierres, de bâtons, et de bambous, des hommes, des femmes, paysans et étudiants ont affronté les 14 000 policiers armés et casqués qui gardaient l'aéroport, et après les avoir fait reculer, un groupe de manifestants a envahi la tour de contrôle, où ils ont systématiquement détruit les équipements, pour empêcher ainsi l'aéroport d'ouvrir officiellement dès cette semaine comme prévu.

Une telle manifestation à Narita n'est pas nouvelle ; voilà maintenant 12 ans que le gouvernement japonais a pris la décision d'exproprier les paysans de Narita, pour construire en plein champs, un nouvel aéroport de façon à relayer celui de Tokyo débordé par un trafic de plus en plus intense.

Et voilà douze ans, depuis qu'ont eu lieu les premières expropriations, que les paysans se battent : leur résistance passive au début, pétitions et manifestations devant la préfecture, s'est muée en colère devant la détermination des pouvoirs publics de ne tenir aucun compte de leurs revendications. Leur mouvement et leurs protestations ont trouvé un écho de plus en plus favorable dans la population, et gagné une sympathie et un soutien chez les étudiants et notamment parmi les organisations étudiantes d'extrême-gauche. Déjà en 1971, des manifestations de 20 000 personnes s'étaient affronté aux policiers sur le terrain de Narita. Et depuis sept ans, les paysans ont par leur mobilisation réussi à faire reculer l'ouverture de l'aéroport, qu'ils refusent.

Le gouvernement japonais ne connaît d'autre réponse que la répression policière aux revendications des paysans de Narita. Mais il vient d'être mis en échec par la détermination des paysans et la solidarité de la population à leur égard.

Cécile BERNIER

NAMIBIE

Les Blancs s'accrochent à la colonie de l'Afrique du Sud

Le lundi 27 mars a été assassiné Clemens Kapuuo, un des dirigeants noirs modérés, le plus en vue de la Namibie.

La Namibie, c'est un pays africain voisin de l'Afrique du Sud, immense par l'étendue, peu peuplé et surtout au sous-sol particulièrement riche. Ce pays est le deuxième producteur mondial de diamants. Son sous-sol renferme des métaux recherchés : vanadium, wolfram, argent, zinc. A Rösing, se situe l'un des gisements d'uranium les plus importants du monde. Ancienne colonie allemande avant la Première Guerre mondiale, elle a été mise sous la tutelle de l'Afrique du Sud après, pour devenir une véritable colonie de l'Afrique du Sud, pillée de ses richesses, opprimée, victime de l'ignominie de l'Apartheid. Depuis quelque quinze ans, une véritable guerre de guérilla est engagée contre la domination de l'Afrique du Sud et pour l'indépendance de la Namibie, dirigée par l'organisation nationaliste SWAPO.

Incapable de vaincre l'insurrection nationaliste, le gouvernement d'Afrique du Sud sous l'égide des grandes puissances impérialistes, intéressées au bon déroulement de l'exploitation des richesses minières du pays, avait engagé des pourparlers pour accorder éventuellement l'indépendance à la Namibie, mais sous la direction des dirigeants modérés.

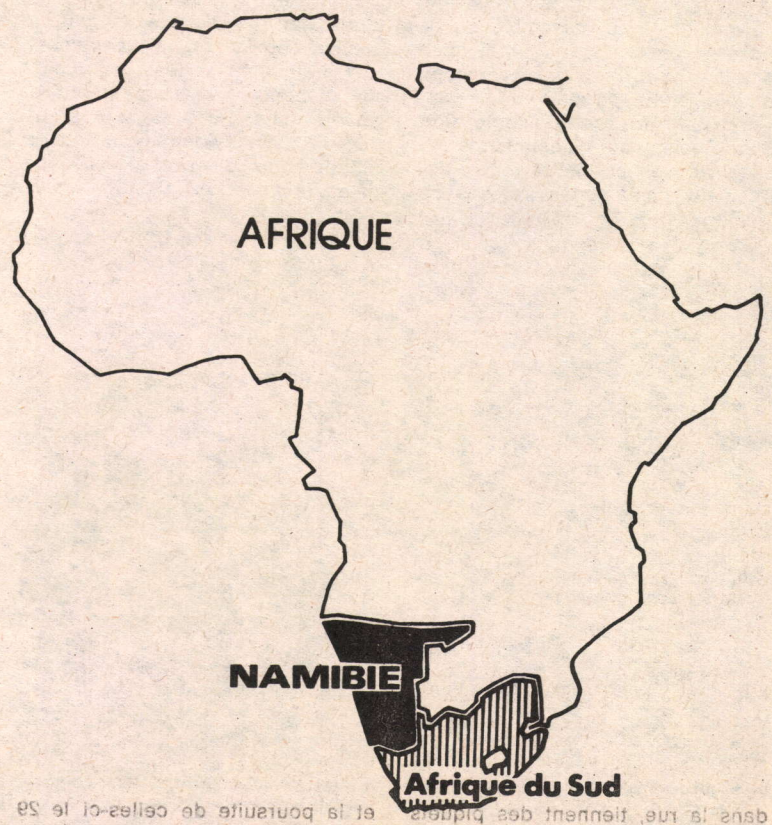
Clemens Kapuuo était le pivot central des combinaisons échafaudées par le régime de Prétoria pour aboutir à l'indépendance surveillée de la Namibie. Il semblait être le seul nationaliste reconnu par l'Afrique du Sud, bénéficiant d'un minimum de popularité pour pouvoir cautionner une indépendance octroyée. En tous les cas, c'est autour de lui qu'étaient engagées les négociations entre le gouvernement sud-africain et les nationalistes radicaux du SWAPO.

Sa mort ruine les combinaisons élaborées.

Le gouvernement sud-africain de Vorster refuse d'accorder à la Namibie l'indépendance si elle doit se réaliser sous l'égide du SWAPO. Il cherchera à dénicher quelques personnalités encore plus modérées et former avec leur complicité un gouvernement à sa botte mais formellement indépendant. Mais cette « solution » à la rhodésienne lui sera plus difficile sans Kapuuo.

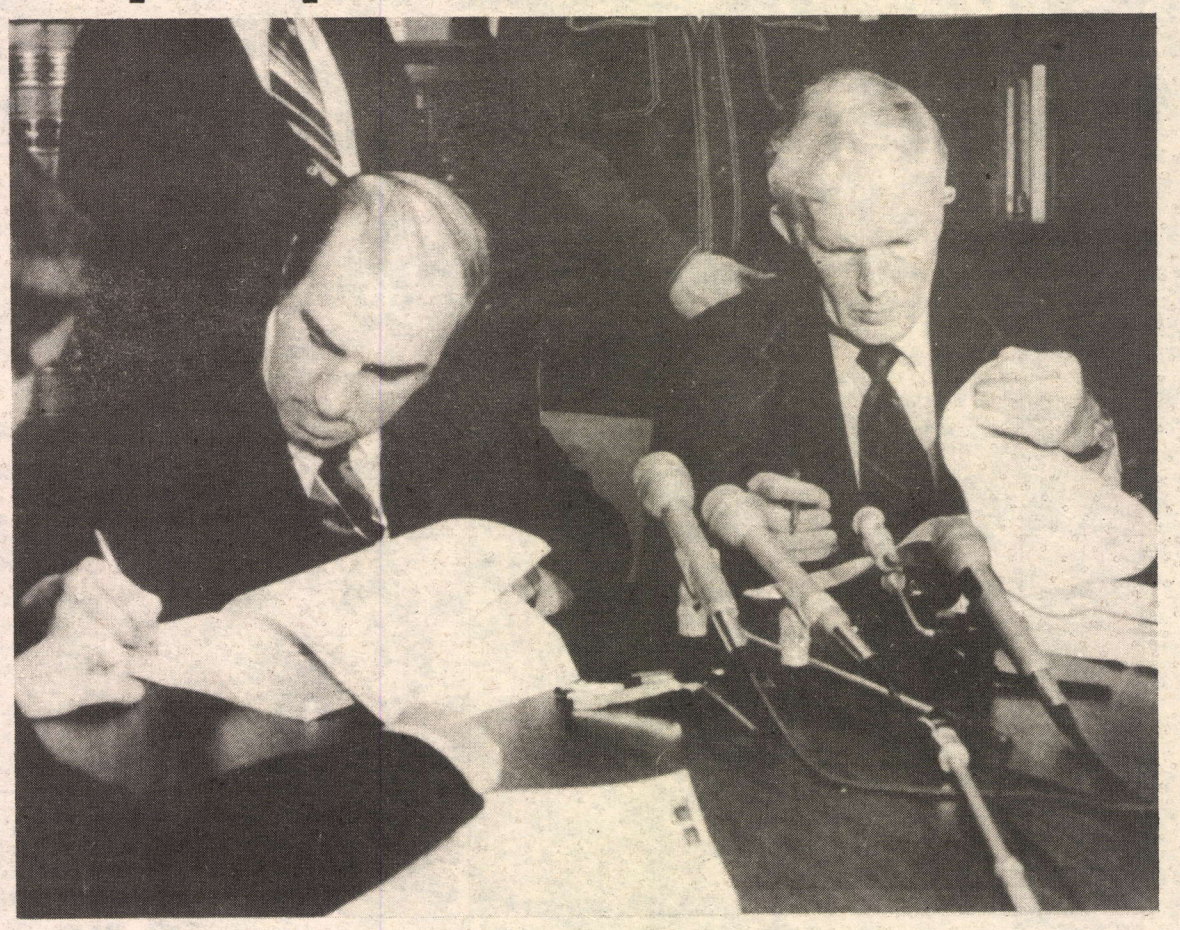
Le maintien de la Namibie à l'état de colonie n'est plus possible, et Vorster l'a reconnu en négociant avec le SWAPO. Kapuuo a pu être aussi bien assassiné par les « ultras » d'Afrique du Sud, qui ne veulent pas entendre parler de négociation, que par les radicaux du SWAPO, qui ne veulent pas d'une indépendance contrôlée. Mais de toutes façons, la « solution Kapuuo » était une façon de retarder les échéances. Mais la haine de la population de la Namibie contre l'oppression nationale raciale est trop forte — et la lutte armée semble trop engagée — pour que le régime de Prétoria puisse trouver des subterfuges susceptibles d'éviter d'accorder l'indépendance à ce pays.

Gaston DEVAU



États-Unis

Un mouvement qui peut renforcer toute la classe ouvrière américaine



A gauche, le président de l'Association des Houillères ; à droite, Arnold Miller, dirigeant du syndicat, un champion du stylo. Il a signé à 3 reprises la fin de la grève (AFP-UPI).

La grève des mineurs américains, qui vient de se terminer au bout de 110 jours de conflit, aura marqué bien plus que tout autre mouvement.

Les mineurs ont en effet tenu tête pendant trois longs mois à la fois à leurs patrons, aux bureaucrates syndicaux de l'UMW et au gouvernement lui-même. Autant que sur les revendications salariales, les avantages sociaux, les mineurs se sont battus pour défendre leur liberté de grève, pour défendre leur dignité. Et s'ils n'ont pas obtenu satisfaction sur toutes les revendications, il en est une, celle qui touche à la liberté de faire grève, y compris sans l'accord du syndicat, qu'ils ont fini par faire triompher. C'est là une victoire morale considérable, susceptible d'être un encouragement pour l'ensemble de la classe ouvrière américaine, depuis trop longtemps emprisonnée dans le carcan d'appareils syndicaux plus prompts à négocier des accords avec le patronat qu'à défendre véritablement les droits des travailleurs.

Le conflit a éclaté le 6 décembre 1977, à propos du renouvellement du contrat préparé entre le syndicat des mineurs, l'UMW, et l'association des exploitants des mines. Deux points essentiellement étaient en litige : tout d'abord une clause punissant d'amendes ou de licenciement les mineurs qui feraient des grèves sauvages ; le deuxième point concernait la gratuité des soins médicaux, remise en cause par les patrons qui envisageaient de faire payer une franchise de 500 dollars (2.500 F) aux familles de mineurs avant de bénéficier du remboursement.

La grève a éclaté sans consigne du syndicat et s'est étendue rapidement à l'ensemble des mines syndiquées à l'UMW, soit environ la moitié d'entre elles. A plusieurs reprises le dirigeant de l'UMW, Arnold Miller, a tenté de mettre fin au conflit, mais en vain. C'était sur le droit de grève surtout que les mineurs ne voulaient pas céder d'un pouce. Et, bien entendu, c'est sur ce point précis que le patronat avait décidé de faire un exemple, un avertissement aux mineurs — et à l'ensemble de la classe ouvrière.

Devant la ténacité des mineurs, toutes les armes ont été employées. Le gouvernement, qui d'habitude se garde d'intervenir dans les conflits sociaux, a utilisé toutes sortes de menaces, lançant tout d'abord une campagne d'intoxication en prétendant que les stocks de charbon diminuaient dangereusement et que la prolongation de la grève risquait d'entraîner des fermetures d'usines, des coupures de courant. Il a parlé d'envoyer les troupes fédérales contre les mineurs. Enfin, il a tenté d'utiliser la loi Taft-Hartley contre les mineurs, le 6 mars dernier. En vain. Les grévistes ont ouvertement tourné en dérision la mesure présidentielle et sont restés chez eux dans leur grande majorité.

Carter a dû finalement s'avouer vaincu, les exploitants de mines aussi, et les dirigeants de l'UMW se sont vus contraints de négocier selon les termes dictés par les mineurs.

Le contrat qui vient donc d'être signé et approuvé par 56 % des mineurs en grève ne comporte plus aucune mention de sanctions pour grève sauvage, et c'est là la principale victoire remportée par les mineurs. Les augmentations de salaires sont prévues pour les trois années que dure le contrat au rythme de 10 % par an, ce qui est considéré comme honorable, bien que ces augmentations ne pourront jamais compenser les pertes de salaire dues à la grève.

Par contre les patrons ont réussi à maintenir certaines de leurs exigences sur les avantages sociaux, en imposant une franchise de 200 dollars (1 000 F) pour le remboursement des frais médicaux et en limitant le plafond des retraites à 275 dollars au lieu des 500 réclamés par le syndicat.

Ce dernier point a suscité la colère de bon nombre de mineurs, qui ont refusé de voter pour l'accord. Il n'est donc pas dit que les mineurs américains ne reprennent pas la lutte bientôt, forts de l'expérience qu'ils viennent de vivre.

Hélène DURY

Allemagne fédérale

Après les imprimeurs, les métallos en lutte

Le 19 mars dernier, s'achevait en Allemagne de l'Ouest une grève nationale de quinze jours des travailleurs de la presse, au terme de laquelle des garanties étaient obtenues : malgré les modernisations techniques dans l'imprimerie, les ouvriers étaient assurés de ne subir ni baisse de salaire au cours des prochaines années, ni mauvais coup contre leurs conditions de travail.

Et ce succès remporté par les travailleurs de la presse en a encouragé d'autres, en particulier les métallos, engagés eux aussi dans un conflit que certains grands quotidiens évoquent comme une des plus grandes grèves que la République fédérale allemande ait connues depuis la fin de la dernière guerre.

Pour l'instant, le mouvement concerne surtout la grande concentration industrielle du Bade-Wurtemberg. Dans cette région de Stuttgart, c'est la troisième semaine de grève pour près de 100 000 métallos qui manifestent dans la rue, tiennent des piquets de grève. Soixante-trois entreprises sont touchées, parmi lesquelles les plus importantes : Bosch, Daimler-Benz, Porsche, Siemens, Standard-Elektrik-Lorenz, SFR.

Le patronat a réagi, bien sûr, en procédant au lock-out, qui toucherait près de 200 000 travailleurs, ceux des usines déjà en grève comme ceux de 78 autres entreprises.

C'est au début du mois de janvier que remontent les premiers signes du conflit : au moment de l'ouverture des négociations annuelles entre patronat et syndicats pour le renouvellement des contrats. Les métallos réclament des augmentations de 8 % des salaires, tandis que le patronat ne se déclare pas prêt à céder plus de 4 %. Et surtout, la discussion est totalement bloquée sur le problème — qui était aussi celui de l'imprimerie — de la garantie du salaire, quelles que soient les mesures dites de « restructuration » imposées par le patronat.

Sur ce chapitre d'ailleurs, après trente heures de négociations les jeudi et vendredi 23 et 24 mars et la poursuite de celles-ci le 29 mars, les choses sont toujours au point mort.

Jusqu'à ce jour, les responsables syndicaux nationaux et régionaux de la grande confédération DGB ne semblent pas prêts à céder. Il faut dire que la détermination est grande. Selon l'hebdomadaire d'extrême-gauche **Arbeiterkampf (Combat Ouvrier),** 90 % des travailleurs de la métallurgie du Bade-Wurtemberg viennent de se prononcer pour la prolongation de la grève. Cela dit, en Rhénanie-Westphalie, la combativité est grande aussi puisque, selon le même journal, 86 % des métallurgistes de la Ruhr se sont également déclarés partisans de la poursuite du conflit, dont 93,5 % des travailleurs de l'usine Opel de Bochum et 96 % à l'usine Ford de Cologne.

Ainsi, une fraction importante de la classe ouvrière allemande semble bien décidée à refuser de faire les frais de la crise.

Les travailleurs disent « non » à l'austérité que les magnats industriels voudraient leur imposer, avec la complicité du gouvernement social-démocrate de Schmidt. Et ils ont raison !

Monique THOMAS.

Des avions américains livrés à l'Afrique du Sud :

L'hypocrisie des dirigeants US

La radio sud-africaine a annoncé le jeudi 23 mars que les autorités américaines ont décidé d'autoriser la vente à l'Afrique du Sud d'environ 80 avions légers, à condition que ces appareils ne soient pas utilisés à des fins militaires ou policières. Le gouvernement tourne ainsi dans les faits ses engagement de ne pas livrer d'armes à l'Afrique du Sud.

En effet on ne voit pas très bien ce qui enpêchera, après coup, le gouvernement sud-africain d'utiliser ces avions pour la lutte anti-guérilla ou contre les manifestations d'opposition, s'il en a besin. Il ne restera plus qu'à équiper ces avions légers du matériel militaire nécessaire pour ce genre d'opérations.

L'impérialisme américain a ainsi deux langages par rapport à l'Afrique du Sud.

D'un côté, les USA ont à plusieurs reprises condamné en paroles la politique ouvertement raciste des dirigeants de l'Afrique du Sud ; cela en particulier pour ménager leurs relations avec une grande partie des Etats africains.

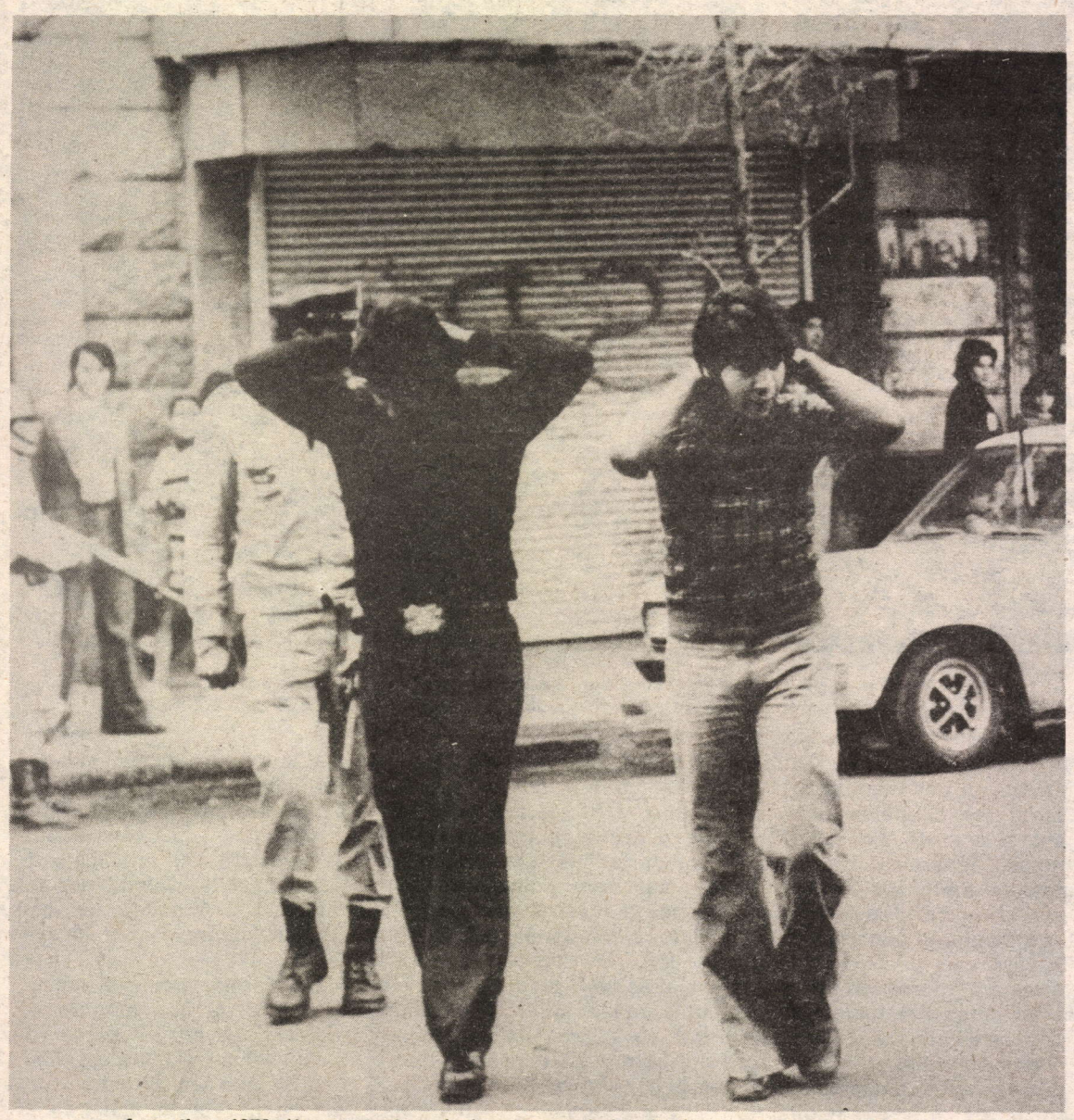
Mais, d'un autre côté, les affaires restent les affaires et l'industrie aéronautique américaine ne veut pas laisser passer le marché de 3 millions de dollars que représente la vente de ces 80 avions.

Les diplomates américains ont pudiquement fait rajouter quelques clauses restrictives au bas du contrat de vente. Elles n'ont que la valeur du papier sur lequel elles sont écrites et elles ne font que démontrer l'hypocrisie de la politique du gouvernement des USA.

Claude CHARVET

Argentine

Deux ans sous la botte des généraux



Argentine, 1976. Un spectacle qui n'a pas cessé depuis deux ans.

La junte argentine célèbre le deuxième anniversaire du putsch en se vantant d'avoir réalisé un miracle économique et d'avoir rétabli « l'ordre » en écrasant la « subversion ». Elle précise toutefois qu'elle ne se déclare prête à restaurer « la démocratie dans le pays qu'après avoir extirpé les dernières racines de la subversion » **et que... ce sera long.**

Le 24 mars 1976, les militaires renversaient le gouvernement d'Isabel Peron et s'emparaient du pouvoir en Argentine. En choisissant de revenir à une dictature militaire, la bourgeoisie de ce pays voulait se donner les moyens d'en finir avec l'agitation politique.

En effet, le retour au pouvoir de Peron en 1973 puis, après sa mort, la succession à la présidence de sa seconde femme, Isabel Peron, n'avaient pas réussi à faire accepter à la classe ouvrière de faire les frais de la détérioration de la situation économique. Certes, les espoirs suscités par le retour de Peron étaient grands parmi les travailleurs. Car son premier passage au pouvoir, de 1945 à 1955, avait été marqué par une période de prospérité économique qui avait permis à Peron de mener avec ostentation une politique sociale qui garantit pour un temps la paix sociale à la bourgeoisie argentine, en améliorant le niveau de vie des travailleurs et en développant une bureaucratie syndicale et politique pour encadrer la classe ouvrière.

Lors de son retour au pouvoir, cette fois dans un contexte de difficultés économiques, Peron a tenté d'utiliser sa popularité pour faire accepter en silence les sacrifices aux travailleurs. Il est mort sans avoir pu remplir sa tâche.

Et c'est pour tenter de briser cette résistance ouvrière que la junte a pris le pouvoir. La classe ouvrière, qui avait acclamé Peron lors de son retour, paye depuis chèrement ses illusions.

Pour les militaires, il s'agit d'imposer par la violence et la répression des sacrifices à toute la population laborieuse, en particulier à la classe ouvrière, afin de sauvegarder les intérêts des capitalistes argentins et de l'impérialisme américain, dans la crise économique qui sévit depuis des années dans ce pays.

Quel est le bilan de ces deux années de pouvoir ? La junte a effectivement démantelé la plupart des commandos de guérilleros de l'ERP (Armée révolutionnaire du peuple) et des Montoneros. Mais pour ce qui est de « reconstruire le pays », comme elle se vante de l'avoir fait, c'est une autre affaire.

Les militaires ont peut-être réussi à faire baisser le taux d'inflation. Il fut à un moment de 1.000 %. Mais il reste tout de même voisin de 200 % actuellement et, s'ils ont rétabli l'équilibre de la balance commerciale, il faut voir à quel prix ces résultats ont été obtenus.

L'immense majorité de la population a vu son pouvoir d'achat réduit de moitié, les militaires jugeant que « le peuple vivait au-dessus de ses moyens ». **Les licenciements massifs ont amené un chômage considérable.**

En deux ans, la concentration du capital a provoqué la faillite de nombreuses petites entreprises qui n'ont pas pu supporter la brutale chute de leurs ventes et la réduction des crédits.

Alors, le « miracle économique » dont parlent les généraux ou que vantent David Rockfeller, Ford ou Coca Cola, c'est surtout la concentration des privilèges entre quelques mains et les prérogatives accordées aux sociétés américaines, comme l'extension jusqu'à la fin du siècle des concessions pétrolières.

C'est avant tout l'entreprise de mise au pas de la classe ouvrière par une terreur qui ne recule devant aucune atrocité, une répression aveugle contre quiconque — syndicalistes, ouvriers, journalistes, personnalités libérales — osant critiquer les méthodes de la junte.

Michèle DUCHENE

Sur les traces de Pinochet

La torture est devenue systématique en Argentine. Elle est pratiquée partout : dans les casernes, dans les prisons officielles, mais aussi dans les maisons particulières transformées en centres d'interrogatoire.

Les tortionnaires sont des militaires, des policiers, des agents officiels ou parallèles. Bon nombre, à l'instar des « escadrons de la mort » brésiliens, sont organisés en sociétés secrètes comme « Los Halcones » ou les « Fous de Collinos », qui ont leurs propres centres de torture, dotés d'instruments perfectionnés.

Le régime nie l'existence de ces camps de concentration. Pourtant, plusieurs sont connus de tous. Le plus grand, d'après de nombreux témoigages, est le « Campo de Mayo », une garnison proche de Buenos Aires. Il contient au moins 2.500 détenus, hommes et femmes. Il y a aussi le « Campo de la Atomica », tout proche de l'aéroport international, l'Ecole de mécanique de la Marine à deux pas du stade de River Plate où se joueront les plus grandes matches de la coupe du monde.

Amnesty International dénonce la pratique de la torture et cite celles qui sont utilisées en Argentine : la torture électrique sur toutes les parties du corps, le supplice de la baignoire, les coups de fouet ou de crosse, les brûlures, les privations de sommeil et de nourriture, l'isolement complet, la suspension par les pieds ou les mains, l'arrachage des dents ou des ongles, le viol, les tortures pharmaceutiques et psychologiques. Les tortionnaires argentins se sont notamment spécialisés dans le rapt d'enfants, qu'ils obligent à assister aux supplices de leurs parents. L'enlèvement et la détention d'enfants et même de nourrissons sont en effet courants. Certains affirment qu'il y en aurait plus de 1 000 actuellement. Il y a ceux qui sont relâchés au bout d'un moment et déposés dans la rue avec une pancarte, et il y a ceux qui disparaissent sans laisser de traces.

Adultes et enfants réunis, on estime à 15.000 le nombre de disparus depuis l'arrivée au pouvoir de la junte. On parle de 5 000 fusillés en secret ou sous prétexte de mutinerie, comme ce vient d'être le cas à la prison de Villa Devoto.

On a fait disparaître des corps en les faisant brûler dans des raffineries de canne à sucre. Des centaines de personnes enlevées ont été retrouvées mortes.

Chaque jour des queues se forment devant le ministère de l'Intérieur. Des parents, des femmes, viennent demander l'autorisation d'aller à la morgue pour tenter de retrouver le corps de l'un des leurs.

La barbarie s'est ainsi élevée au rang d'une institution. Mais tous ces crimes, la junte devra bien les payer un jour.

M.D.

La dictature et l'antisémitisme

Selon l'écrivain et peintre Marek Halter, **« on estime qu'entre quatre-vingt mille et cent mille Juifs auraient quitté l'Argentine depuis la prise du pouvoir par la junte militaire ».** Une campagne d'antisémitisme accompagne le régime argentin et frappe une communauté de près d'un demi-million de Juifs, c'est-à-dire une des plus importantes du monde.

Des publications antisémites reparaissent cependant que des ouvrages du style **Les protocoles des sages de Sion et les crimes rituels juifs,** ou encore **Mein Kampf** ou d'autres écrits nazis, sont remis en vente. Des bombes éclatent dans les synagogues et le centre culturel juif « Hebraïca ».

Des cas de disparition et de tortures ayant entraîné la mort sont signalés également contre des Juifs accusés de soutenir les Montoneros. En avril 1977 éclate l'affaire Graiver : un banquier juif est accusé d'avoir accepté de gérer et d'investir l'argent de rançons obtenues par les Montoneros et il est en même temps accusé d'être mêlé avec l'ancien ministre de l'Economie de Peron, José Ber Gelbard, juif également, à une affaire de corruption. Les noms d'un industriel et du directeur du journal **La Opinion,** deux autres Juifs, émergent également de ce scandale auquel trois cents personnes auraient été mêlées. Une des personnes arrêtées, dans le cadre de cette affaire, un homme d'affaires juif, meurt d'une crise cardiaque pendant son interrogatoire.

D'autres personnes sont également torturées. Des journaux aux Etats-Unis s'inquiètent de ce qui prend la tournure d'une « affaire Dreyfus ».

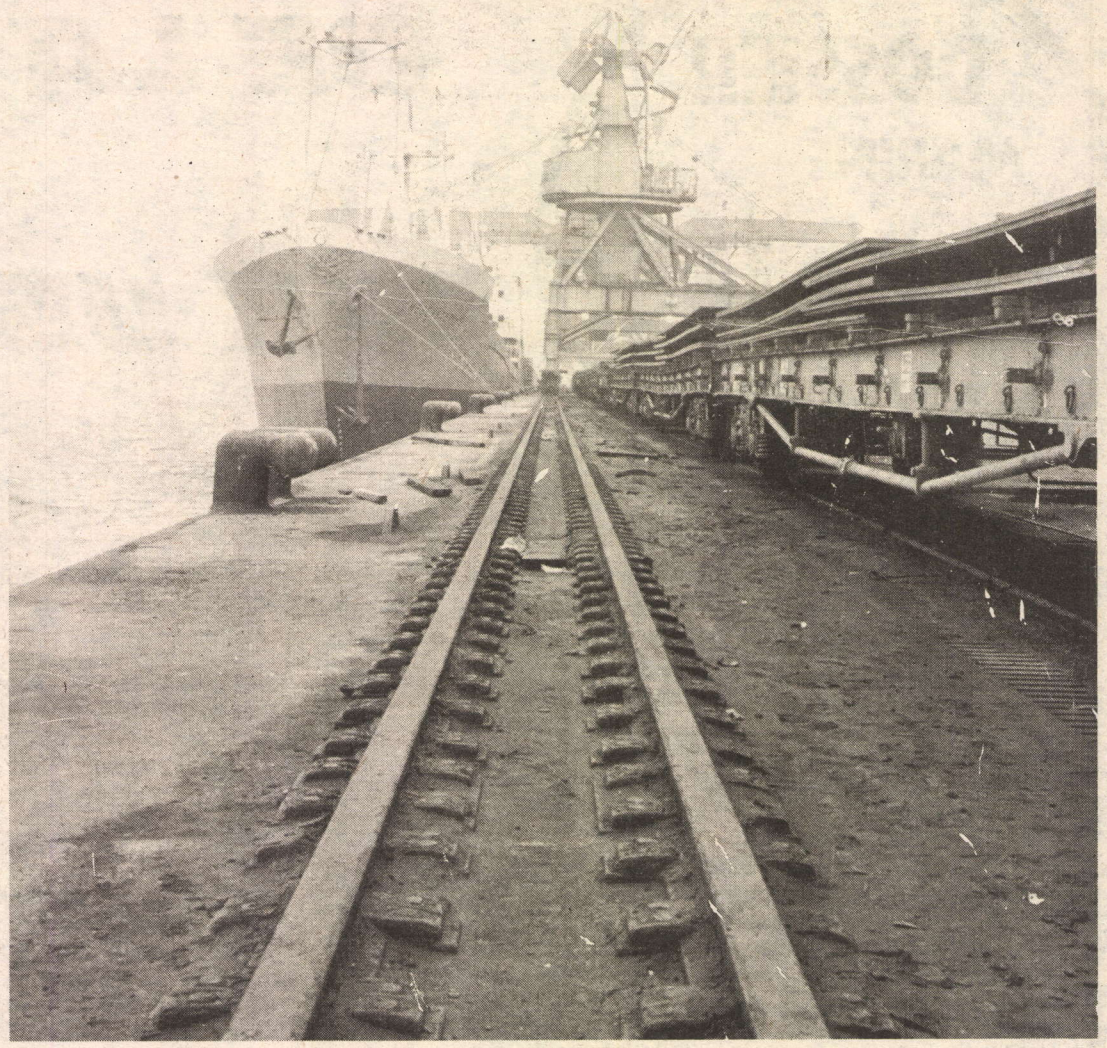
Pour mettre la classe ouvrière au pas, la dictature de Videla a fait appel à la lie de la société pour exercer sa terreur. Même si l'antisémitisme n'est pas son but premier, les troupes sur lesquelles son régime s'appuie ne peuvent qu'être porteuses des pires préjugés. Et l'antisémitisme repousse tout seul dès l'apparition et l'intensification de la répression, surtout lorsqu'il s'agit de détourner le mécontentement des masses contre des boucs émissaires. Quand la bourgeoisie allemande avait aidé Hitler à se mettre en selle, elle ne l'avait pas fait à cause de sa haine des Juifs, mais pour mettre au pas la classe ouvrière et détruire ses organisations. La folie antisémite du nazisme était une prime dont elle n'a pas pu se passer.

Ce qui se passe aujourd'hui en Argentine doit nous rappeler qu'il n'est pas possible de compter sur la disparition du racisme dans un monde où l'oppression et la répression contre la classe ouvrière se perpétuent.

Louis GUILBERT

DOSSIER MARINE MARCHANDE

LES TRUSTS DE LA MER



Les conditions de l'échouage de l'**Amoco Cadiz** ont mis en évidence un aspect souvent méconnu de la marine : les navires marchands ne sont rien d'autres que des usines de la mer et les compagnies maritimes qui les possèdent et les dirigent se comportent, tant à l'égard de leur personnel que de l'environnement, exactement comme le font les patrons de l'industrie.

Sur mer, comme à terre, c'est la même absence de scrupules, la même soif de profits qui expliquent les agissements des trusts. C'est aussi la même insouciance du bien public, et parfois la même incurie, qui sont à l'origine des catastrophes.

Ce qui est scandaleux et révélateur aussi, c'est avec quel cynisme les capitalistes qui sont responsables de cette affaire utilisent les paravents juridiques pour prétendre qu'ils n'y sont pour rien.

Ainsi la Shell, qui a affrété le navire, prétend que le « chargeur » qui demande à une compagnie de navigation d'effectuer un transport pour son compte ne saurait être tenu pour responsable d'un naufrage, Bien au contraire, la Shell se pose en victime, puisqu'elle a perdu sa précieuse cargaison !

L'armateur — la Cie Amoco — tente également de dégager sa responsabilité. Après tout, l'armateur n'était pas sur les lieux et, s'il a donné des consignes par téléphone, en mer c'est le commandant du navire qui est réputé être « maître après dieu ». Et l'armateur également se pose en victime qui a perdu son navire !

Les seuls responsables seront-ils donc en fin de compte le capitaine... et la tempête ?

Voilà comment les vrais responsables, trusts du pétrole et trusts de l'armement qui leur sont liés, renvoient la balle aux sous-fifres.

Mais n'est-ce pas exactement la même chose dans les usines, à terre ? Lorsqu'une raffinerie de pétrole brûle, lorsqu'une poudrerie explose, les patrons ne nous expliquent-ils pas également qu'ils n'y sont pour rien et que toute la faute en incombe aux exécutants ?

Mais le cas de l'Amoco Cadiz **n'est qu'un exemple. C'est l'ensemble de la flotte marchande qui fonctionne dans de telles conditions car elle est entre les mains des capitalistes. Depuis déjà de longues années, avec l'augmentation de la taille des navires, on peut dire que les catastrophes maritimes ont été exceptionnellement dues à des tempêtes, mais presque toujours à des causes humaines, qui s'expliquent par le manque de respect de la sécurité, la volonté d'aller toujours plus vite, de gagner du temps et de l'argent.**

Pourquoi, si ce n'est pour les profits capitalistes, voit-on des navires pétroliers nettoyer leurs citernes en mer « dégazer » comme on dit, et répandre chaque année dans les océans bien plus de pétrole que le naufrage de l'Amoco Cadiz **? Pourquoi, si ce n'est pour les profits, voit-on de richissimes armateurs faire passer leurs navires sous « pavillon de complaisance », exactement comme les industriels des pays riches exportent leurs capitaux dans les pays sous-développés pour y trouver des conditions légales et salariales plus favorables ? Pourquoi, si ce n'est pour leurs profits, les compagnies de navigation se livrent-elles à une concurrence féroce qui a abouti à une anarchie rarement égalée dans l'histoire du capitalisme : alors que la crise économique sévit depuis cinq ans, que le trafic stagne et que des centaines de super-tankers sont désarmés et restent inemployés en attente, la flotte mondiale n'a pourtant pas cessé de progresser !**

Sur mer comme sur terre, ce qui crée le risque, ce qui crée la pollution, ce qui crée la crise, ce ne sont ni les éléments, ni la fatalité, c'est uniquement le capitalisme.

Plus de trois milliards de tonnes

Depuis 1972, on évalue le tonnage des marchandises transportées par l'ensemble des flottes de commerce du monde entier à plus de trois milliards de tonnes.

Et plus de la moitié de cette masse énorme est constituée par des produits pétroliers.

Rien que pour la France, c'est plus de 250 millions de tonnes de marchandises qui sont embarquées ou débarquées chaque année dans les ports, soit une quantité sensiblement équivalente à tout ce que transporte la SNCF.

Pour les Etats-Unis ou le Japon, le volume du commerce extérieur maritime dépasse 650 millions de tonnes par an.

Le rôle du commerce maritime est tellement important que, s'il venait à s'arrêter, l'économie mondiale se trouverait aussitôt paralysée.

Pour ne prendre que l'exemple français, la quasi-totalité du pétrole (qui fournit plus de la moitié de l'énergie consommée) et une part non négligeable du gaz naturel viennent d'outre-mer.

De même, une très grande partie du minerais de fer, pour lequel on a d'ailleurs construit les aciéries « sur l'eau » de Dunkerque et de Fos. Ainsi que la plupart des autres minerais ou métaux, les produits alimentaires et textiles tropicaux, et enfin une part non négligeable des produits manufacturés (machines, vêtements, etc.) importés.

D'autre part, la France exporte par la voie maritime une partie importante des produits de son industrie et de son agriculture. Sans le commerce maritime, la plupart des activités économiques du pays devraient s'arrêter.

Et dans le monde, la France représente un cas moyen. D'autres pays, soit insulaires, comme la Grande-Bretagne ou le Japon, soit moins riches en matières premières, comme l'Italie, sont encore beaucoup plus dépendants du commerce par mer.

Quant aux pays sous-développés fournisseurs de matières premières (pétrole, minerais, produits tropicaux), leurs économies dépendent évidemment des possibilités d'exportation, qui ne peuvent être le plus souvent, pour des raisons géographiques, que maritimes.

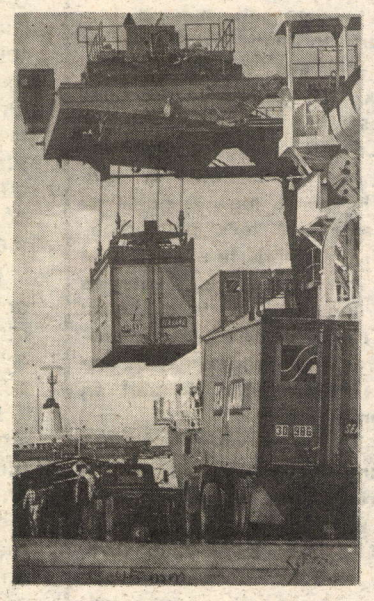
Quelques définitions

Armateur : **Armer un navire marchand, c'est l'équiper pour qu'il puisse prendre la mer. Le désarmer, c'est le retirer du trafic commercial. L'armateur est le propriétaire et l'exploitant du navire. Le plus souvent, on a affaire à de grosses sociétés d'armement.**

Navires porte-conteneurs : **Les conteneurs sont de gros parallélépipèdes métalliques que l'on voit se répandre de plus en plus. Ils peuvent contenir des marchandises très diverses. La manutention des conteneurs, moyennant des équipements spéciaux, est bien plus économique que ne serait la manutention de leur contenu. Les navires porte-conteneurs sont spécialement équipés pour les recevoir. Ce modèle de navire est en pleine expansion, mais ne représentait encore, en 1976, que 1,80 % de la flotte mondiale.**

Navires vraquiers, **ou transporteurs de vrac : Autrefois on les désignait plus précisément sous les noms de charbonniers, minéraliers, céréaliers, etc. Il s'agit de navires destinés à recevoir, non pas des marchandises à l'unité (machines, véhicules), ou des marchandises emballées (caisses, colis), mais des marchandises en vrac : minerais, charbon, blé, sucre, etc. Chargement et déchargement s'effectuent par des moyens mécaniques puissants, parfois par des pompes aspirantes. Certains vraquiers sont mixtes : ils peuvent se convertir au transport des liquides, du pétrole par exemple. Les vraquiers « secs » représentent (1976) 18 % de la flotte mondiale et les « mixtes » 7 %. Ensemble, ils constituent le quart de la marine marchande et ce type de navire est en accroissement.**

Roll on roll off : **Les cargos classiques se chargent verticalement au moyen de grues. Dans le système** roll on roll off, **l'avant ou l'arrière du navire s'ouvre ou s'écarte, et on charge les ponts horizontalement. Des camions peuvent pénétrer au cœur du navire et y déposer leurs remorques, qui seront reprises au port de destination par d'autres camions. Les** car-ferries **qui transportent des touristes et leurs voitures sont une variante de ce type de navire.**



Les conteneurs arrivent à quai sur des camions et sont chargés au moyen d'un portique sur le navire.

DOSSIER MARINE MARCHANDE

DE LA MARINE EN

AUX USINES FLOTTA

Autrefois, de la fin du Moyen Age jusqu'au début du XIX° siècle, c'est la marine marchande, instrument de commerce et bien souvent de pillage et de colonisation, qui a constitué le moyen principal par lequel la grande bourgeoisie naissante s'est développée et enrichie.

Avant la révolution industrielle, en effet, il existait déjà une bourgeoisie prospère, constituée essentiellement de gros négociants et d'armateurs, qui vivaient du grand commerce maritime. Les principales villes bourgeoises étaient le plus souvent les ports de commerce, Venise, Anvers, Amsterdam, Londres, Bordeaux, Nantes, etc. Des fortunes gigantesques se sont constituées à partir du commerce des épices de l'Inde, de la traite des Noirs d'Afrique, du sucre, du rhum, du tabac, du coton des Antilles et d'Amérique.

Et les flottes de commerce, ainsi que les flottes de guerre qui les protégeaient et les encadraient, ont permis à certains Etats européens de se tailler à cette époque d'immenses empires coloniaux.

Mais si la marine marchande a servi en quelque sorte de berceau à la grande bourgeoisie naissante, les choses ont complètement changé avec l'apparition de l'industrie au début du XIX° siècle. Depuis lors, en effet, c'est l'usine, et non plus le navire, qui est devenu le moyen privilégié de l'exploitation des travailleurs et de l'enrichissement des capitalistes.

Et d'autre part, la grande industrie a façonné à sa manière la marine elle-même. Les flottes en bois et à voile ont disparu. Elles ont cédé la place aux vaisseaux à coque de métal et propulsés au charbon et à la vapeur.

C'était une révolution. Jusqu'alors on n'avait jamais la certitude que les marchandises et les personnes qui s'embarquaient parviendraient à destination, tant les naufrages étaient fréquents. Et, dans le meilleur des cas, on ne savait jamais à quel moment elles arriveraient. Avec les navires à vapeur, plus gros et plus solides, on était cette fois quasi certain d'arriver à bon port, et même avec une relative régularité.

Le grand commerce pouvait donc se développer sur des bases nouvelles. Et le volume des échanges progressa donc rapidement, ainsi que la taille, le nombre et la vitesse des navires.

En même temps les bateaux de commerce se sont alors transformés en véritables usines flottantes, où les conditions de travail, en particulier dans les salles des machines, s'apparentaient à celles des entreprises à terre.

Au début du XX° siècle, les flottes marchandes étaient constituées de deux types principaux de navires : les cargos, qui transportaient les marchandises, et les paquebots pour les passagers.

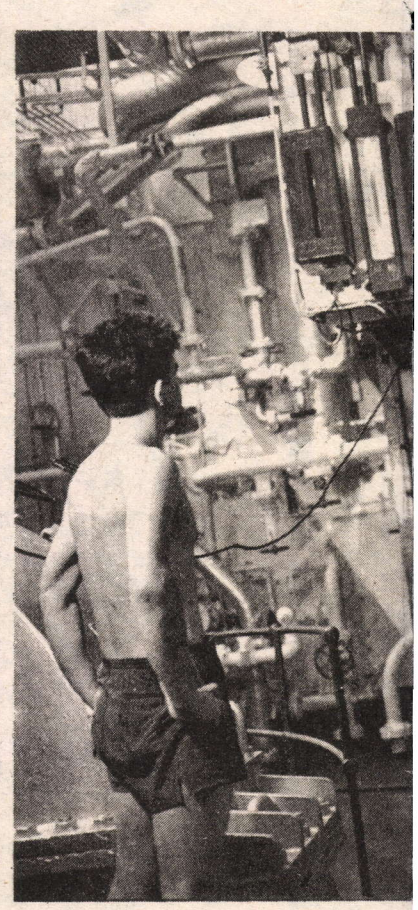
Mais en un demi-siècle, et surtout depuis la fin de la dernière guerre mondiale, la situation de la marine marchande s'est une nouvelle fois radicalement transformée. Tout d'abord la propulsion au charbon a disparu et a été remplacée par la propulsion au mazout.

D'autre part, les modèles de navires ont presque complètement changé. Avec la concurrence de l'aviation, les paquebots sont tombés en désuétude et ont parfois complètement disparu de certaines lignes.

Quant aux cargos « à tout faire », ils ne représentent aujourd'hui qu'une faible partie de la flotte mondiale. Ils ont été de plus en plus remplacés par des navires spécialisés nouveaux : pétroliers, vraquiers, porte-conteneurs, etc.

Parallèlement, le volume du commerce mondial a continué à s'accroître dans d'énormes proportions, tandis que la flotte mondiale et la taille des navires se sont prodigieusement développées.

A l'heure actuelle, les marines marchandes des différents pays constituent des auxiliaires puissants et indispensables de l'économie mondiale. Elles sont le plus souvent entre les mains de grosses sociétés de transport maritime et parfois intégrées aux trusts du pétrole ou de la sidérurgie par exemple.



Jauge et port en lourd

On mesure un navire de plusieurs façons. Il y a bien sûr, tout d'abord, ses dimensions exprimées en mètres longueur, largeur, hauteur, tirant d'eau (profondeur sous l'eau).

Mais les unités les plus utilisées sont la jauge et le port en lourd.

La jauge brute est une mesure de capacité de tous les espaces internes du navire. D'origine britannique, elle s'évalue en tonneaux de 100 pieds-cube, qui représentent chacun 2,83 m3. Par exemple un navire de 7 000 tonneaux de jauge brute (tjb) a un volume intérieur de 19.811 m3.

La jauge nette mesure, toujours en tonneaux, le volume réservé aux marchandises ou aux passagers. Elle est donc plus faible que la jauge brute.

Le port en lourd représente, non pas le poids du navire lui-même, mais le poids du chargement qu'il peut recevoir, y compris le mazout pour les moteurs et les provisions de l'équipage — ce qui, dans le cas d'un grand navire moderne, ne représente qu'une très faible partie du port en lourd.

Ainsi un pétrolier de 270 000 tonnes de port en lourd transporte à peu de chose près ce poids en pétrole.

Au milieu de l'année 1976, on évaluait l'ensemble des flottes mondiales à 368 millions de tonneaux de jauge brute et à 603 millions de tonnes de port en lourd.

La flotte sous pavillon français représentait à la même date 11,2 millions de tjb et 19,2 millions de tpl.

Trente ans de développement r

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, une trentaine d'années se sont écoulées, durant lesquelles la flotte marchande s'est développée plus que jamais auparavant. A la veille de la guerre, en 1939, la flotte mondiale représentait 68 millions de tonneaux de jauge brute. Malgré les destructions considérables de la guerre, en 1950, cinq ans après la fin des hostilités, elle avait largement dépassé ce niveau, avec 84 millions de tjb. La demande de navires dans l'économie d'après-guerre qui redémarrait, était telle que certains armateurs indépendants (les Niarchos, Onassis en Grèce, Pao en Extrême-Orient) ont pu se constituer à cette époque d'énormes flottes personnelles à côté des compagnies d'armements établies.

En 1976, un quart de siècle après, la flotte mondiale avait quintuplé par rapport à 1939, et quadruplé par rapport à 1950.

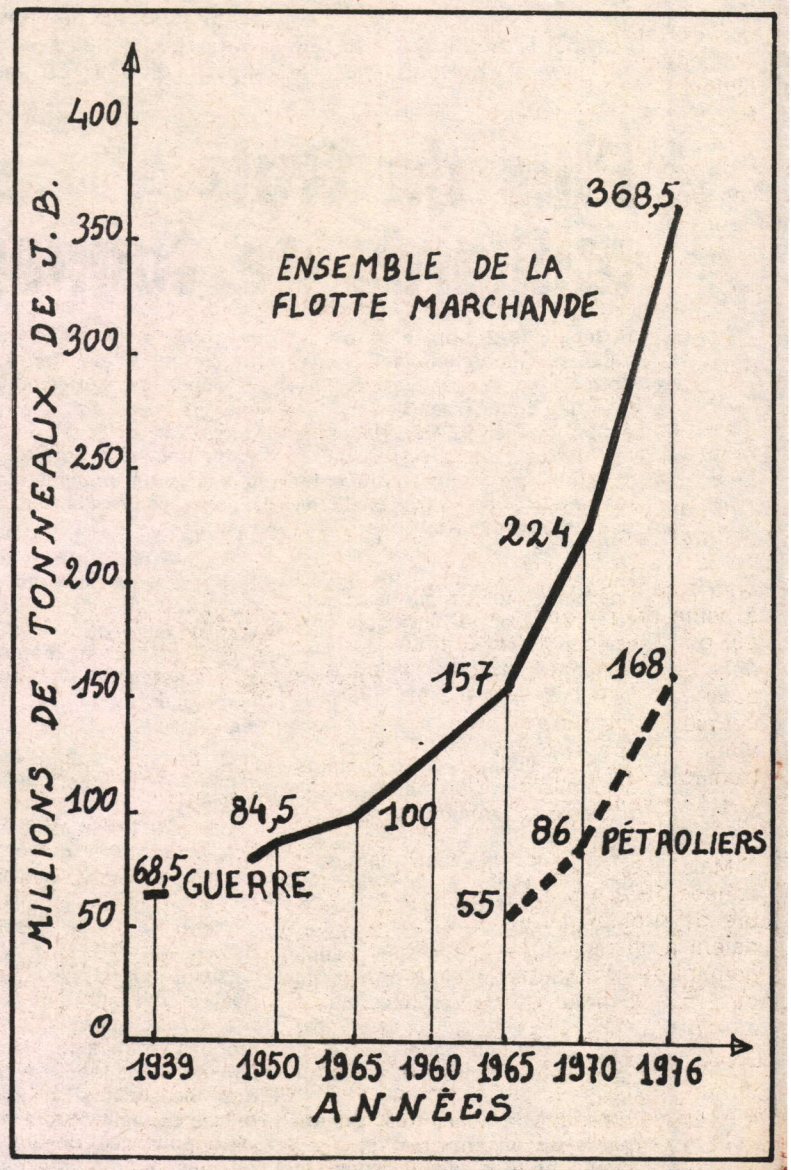
Et le taux d'accroissement s'est accéléré durant les dernières années. Ainsi en dix ans, de 1966 à 1976, la flotte mondiale a purement et simplement doublé. Certaines années — entre 1974 et 1975, ou entre 1975 et 1976 — l'accroissement de la marine marchande mondiale était tel (30 millions de tjb) qu'il équivalait au triple à peu près de la flotte sous pavillon français !

Qu'est-ce qui a permis un développement aussi prodigieux ? Bien sûr, l'économie mondiale a considérablement progressé durant ces trois décennies, et la marine marchande n'a fait que s'adapter à l'expansion du commerce mondial. Mais lorsqu'on y regarde de plus près, on distingue trois raisons principales à cette évolution.

Tout d'abord ces trente dernières années ont vu l'essor extraordinaire de la production et de la consommation du pétrole. Et l'accroissement de la flotte marchande a d'abord été le fait de l'accroissement des pétroliers. Leur part dans le total des navires augmente constamment. En 1966, ils représentaient 36 % du tonnage de la flotte, et dix ans plus tard, en 1976, 46 %. Et les pétroliers transportent plus de la moitié (53 %) en poids du commerce mondial : 1 705 millions de tonnes, en 1976, sur un total de 3 208 millions.

Le second facteur est lié à l'essor de la sidérurgie. Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, les aciéries se procuraient rarement leurs matières premières dans un rayon de plus de quelques centaines de kilomètres.

L'après-guerre a vu le développement des « aciéries sur l'eau », installées près des ports et loin du charbon et du minerai de fer qu'on allait chercher cette fois à des milliers de kilomètres de là. Une



Evolution de la Flotte mondiale entre 1939 et 1976. On voit nettement l'accélération de ces dernières années.

BOIS

NTES

La machinerie, c'est l'usine.

Capitaux privés et aides de l'État

Le paquebot France de la Transat au Havre, en 1974. C'est la décision du gouvernement de supprimer sa subvention de fonctionnement qui a conduit au désarmement du navire.

Dans la marine marchande, comme dans la plupart des secteurs de l'industrie, les Etats capitalistes ne se font pas faute d'aider leur compagnies maritimes, leurs chantiers navals, soit dans des périodes difficiles de crise, soit dans des périodes d'expansion économique, pour mieux affronter la concurrence. Cette aide prend des formes multiples : subventions, crédits, dégrèvements d'impôts, obligation pour les pays sous-développés qui reçoivent une « aide » d'un pays industriel de faire construire leurs navires dans les chantiers du pays qui « aide ». Parfois les Etats imposent d'autorité une part du trafic de leur port aux bateaux battant leur propre pavillon national. Parfois l'aide de l'Etat aboutit à la nationalisation avec rachat des sociétés privées qui sont chroniquement déficitaires.

Pour ne prendre que quelques exemples récents : en 1977, les chantiers navals britanniques ont été nationalisés. Les principaux chantiers suédois le sont également. Ils ont reçu de l'Etat une subvention de 14 milliards de couronnes suédoises. En Norvège également les chantiers ont reçu des subventions sous forme « d'aide aux pays en voie de développement ».

Aux Pays-Bas, à partir de 1976, les armateurs ont bénéficié de facilités fiscales « pour investissements » de 40 %.

En Italie, le plan d'aide gouvernemental comprend des subventions pouvant aller pusqu'à 30 % des investissements et des crédits d'un montant global de 15 milliards de lires par an durant cinq ans.

Aux Etats-Unis, en plus des subventions, le président Carter a pris l'an dernier une décision importante. Il a approuvé des mesures légales réservant au pavillon US 9,5 % des importations de pétrole, alors que ce pavillon couvre seulement 3 % de ce trafic (mais une part bien plus importante est constituée de navires américains sous pavillon de complaisance). Cette mesure est destinée à relancer l'activité des chantiers navals US, de leur permettre de fabriquer de nouveaux pétroliers, au moment même où la flotte mondiale de pétroliers est en état de surcapacité !

En France, l'aide aux chantiers navals est aussi une vieille tradition. L'aide aux armateurs également. Parmi les sociétés nationalisées, il y a des entreprises de navigation. Ainsi, en 1948, la Compagnie Générale Transatlantique et celle des Messageries Maritimes sont devenues des sociétés mixtes, où l'Etat participait environ pour les deux-tiers, associé aux capitaux privés.

A l'époque, il est vrai, l'Etat justifiait cette politique par le fait qu'il voulait imposer à ces compagnies le maintien de lignes pas toujours rentables, desservant tous les recoins de l'empire colonial français. Depuis, avec la décolonisation et l'effondrement du trafic par paquebot, ces compagnies se sont adaptées et elles ont d'ailleurs fusionné pour constituer la Cie Générale Maritime.

Et en ce qui concerne l'aide aux chantiers navals, Barre a d'ores et déjà annoncé, l'an dernier, que des mesures de soutien seraient prises, analogues à celles qui l'ont été en faveur des patrons de la sidérurgie.

Alors les contribuables, qui ont déjà « soutenu » les chantiers navals et les armateurs, vont une fois de plus être appelés à payer pour les capitalistes de la marine marchande.

apide...

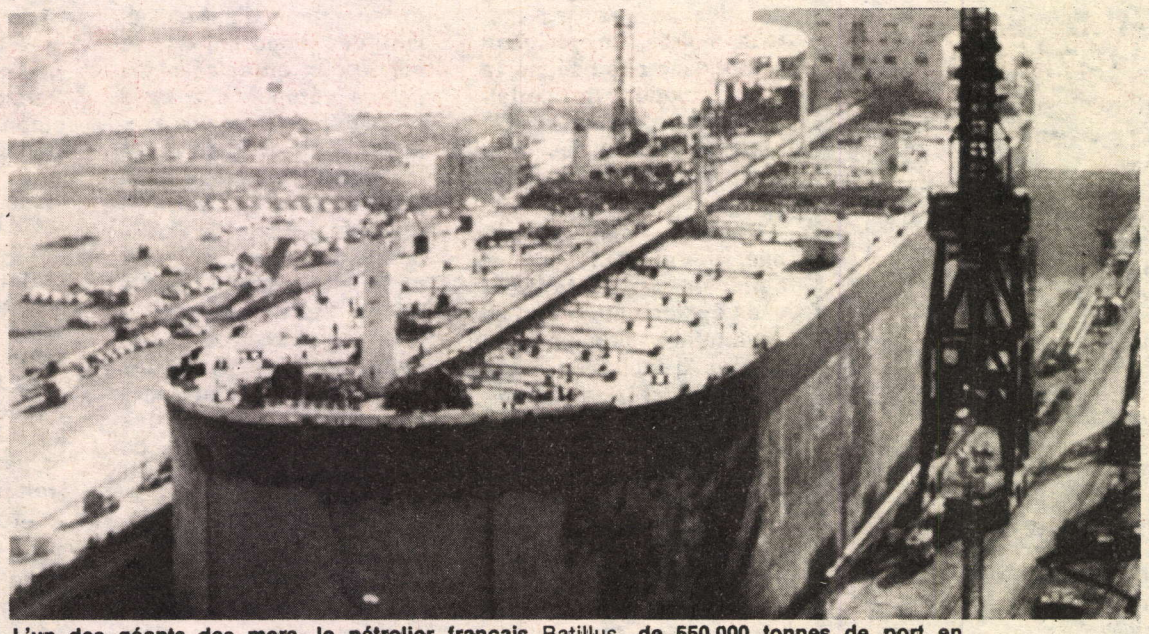
grande partie de la sidérurgie européenne se procure son minerai en Mauritanie, au Brésil, etc. La sidérurgie japonaise, bien plus encore que l'Europe, est dépendante de ses approvisionnements extérieurs.

Les transporteurs « en vrac » se sont donc énormément accrus et, parmi eux, les transporteurs de minerai de fer ont pris la part du lion, la moitié environ.

Le dernier élément tient aux progrès dans la construction navale. Alors qu'il fallait il y a 20 ans, une année à un chantier naval pour construire un cargo de 15 000 tonneaux, il faut aujourd'hui un trimestre à peine pour « sortir » un super-pétrolier de 100 000 tonneaux. Les progrès techniques dans les chantiers navals, la course au gigantisme des navires ont permis aux constructeurs de bateaux de suivre le rythme du développement de la flotte.

Mais cependant, dès les années 1972, un certain nombre de professionnels s'attendaient à un risque de suréquipement de la marine marchande, tout particulièrement en pétroliers.

Les armements concurrents commandaient en effet trop de navires, tablant sur une expansion sans cesse accrue, espérant se rafler les marchés les uns aux autres. Et c'est alors que la crise mondiale a commencé.



L'un des géants des mers, le pétrolier français Batillus, de 550 000 tonnes de port en lourd (environ le double de l'Amoco Cadiz). On le voit ici hors de l'eau, en révision dans une forme de radoub.

...puis la crise

Alors qu'à la fin de 1973 et au début de 1974 les prix du pétrole ont brutalement augmenté, entraînant dans les pays industrialisés des « économies d'énergie » et une stabilisation, voire une régression de la consommation du pétrole, qui s'est poursuivie avec la crise économique, les carnets de commandes des chantiers navals au 1er janvier 1974 étaient presque égaux, en ce qui concerne les pétroliers, à la flotte existante !

Ainsi, au début de 1976, on pouvait estimer l'excédent de la flotte pétrolière mondiale, par rapport aux besoins, au tiers du tonnage (100 millions de tonnes de port en lourd).

Bien entendu, les armateurs ont annulé, lorsque c'était possible, une grande partie de leurs commandes aux chantiers navals (60 millions de tonnes pl d'annulation) mais, malgré tout, beaucoup de navires commandés ont dû être achevés et l'accroissement de la flotte s'est donc poursuivi — en dépit des annulations — à un rythme frénétique en 1974, 1975 et 1976. En 1977, la construction navale a diminué sa production de 20 %. Mais on estime que c'est dans le courant de l'année 1978 que les chantiers navals vont devoir cesser une grande partie de leurs activités.

Par ailleurs, 50 millions de tonnes de navires ont dû être désarmées. Comme il n'est pas question que les compagnies versent pour ces navires inutilisés des droits de quai, on les mène attendre sagement des temps meilleur au fond de certains fjords norvégiens, ou au fond de certains golfes grecs.

C'est ainsi qu'on a pu voir des navires fraîchement sortis des chantiers, parce qu'ils avaient été commandés avant la crise, prendre directement la route des fjords. Ce fut le cas, en particulier, du tristement célèbre **Olympic Bravery** qui s'échoua sur les récifs d'Ouessant, qu'il pollua.

Les armateurs ont pris d'autres mesures pour tenter de pallier la crise. Ils ont fait leurs comptes : avec l'augmentation des prix du mazout, il est devenu plus avantageux d'imposer aux pétroliers un ralentissement de leur vitesse de croisière, afin de consommer moins de carburant. Si ces ralentissements volontaires n'existaient pas, on estime qu'il faudrait désarmer 50 autres millions de tonnes de navire (port en lourd).

Pour tenter de restreindre la flotte pétrolière en sacrifiant les plus petites et plus anciennes unités, les grandes compagnies sont en train de mener une offensive au nom — il faut le faire — de la lutte anti-pollution !

Chacun sait que les pétroliers nettoient leurs citernes en pleine mer et qu'ils y rejettent les résidus. Mais certains pétroliers modernes sont pourvus de citernes particulières, destinées justement à recevoir ces résidus, ce qui est évidemment plus propre.

Un certain nombre de grosses cmpagnies, qui ont équipé leurs navires de ces citernes, voudraient imposer ce système à l'ensemble des tankers. On estime que cela entraînerait le retrait de 20 % environ de la capacité de transport des bateaux...

En attendant, la gabegie capitaliste provoque l'immobilisation, rien que pour la flotte pétrolière, de 10 milliards de dollars d'investissements qui demeurent inutilisés...

DOSSIER MARINE MARCHANDE

PAVILLONS NATIONAUX ET PAVILLONS DE COMPLAISANCE

Jusqu'au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, ce qu'on appelle les pavillons de complaisance étaient assez rarement utilisés. Les armateurs d'un pays donné faisaient naviguer leurs navires sous le pavillon du pays en question et appliquaient les lois et règlements de ce pays.

Mais, après la guerre, les USA se sont trouvés à la tête de la première flotte marchande du monde grâce à l'énorme effort de leurs chantiers navals durant la guerre. La marine marchande US atteignait alors 25 millions de tonneaux (contre moins de 15 millions à l'heure actuelle !). Les armateurs des Etats-Unis ont voulu éviter de payer à leurs marins les salaires pratiqués aux USA et, comme la flotte américaine n'embauche pas d'étrangers, ils ont fait immatriculer leur flotte dans d'autres pays, des petits pays juridiquement indépendants, mais en fait sous la coupe de l'impérialisme américain. A l'époque, les armateurs américains parlaient pudiquement de « pavillons de nécessité ». L'avantage, pour les compagnies de navigation, était de pouvoir embaucher des équipages sous-payés et aussi d'éviter les impôts des USA.

Ce système s'est rapidement étendu et bien d'autres grandes puissances maritimes ont fait passer une partie de leur flotte sous des pavillons étrangers : l'Allemagne de l'Ouest, les Pays-Bas, etc. La France est relativement peu touchée par ce système, mais ont compterait cependant 39 navires appartenant à des capitaux français et immatriculés sous de tels pavillons. Aux Pays-Bas, en 1972, une partie de la marine marchande s'est fait immatriculer provisoirement à Curaçao !

Les pavillons de complaisance ont ainsi rapidement progressé. Ils sont passés, entre 1964 et 1976, de 13 % à 27 % du tonnage mondial, et des pays minuscules comme le Libéria, Panama, Chypre, la Somalie, etc., ont des marines gigantesques. Le petit Libéria aurait ainsi autant de navires que le Japon et la Grande-Bretagne réunis, et Panama en aurait davantage que les USA, etc.

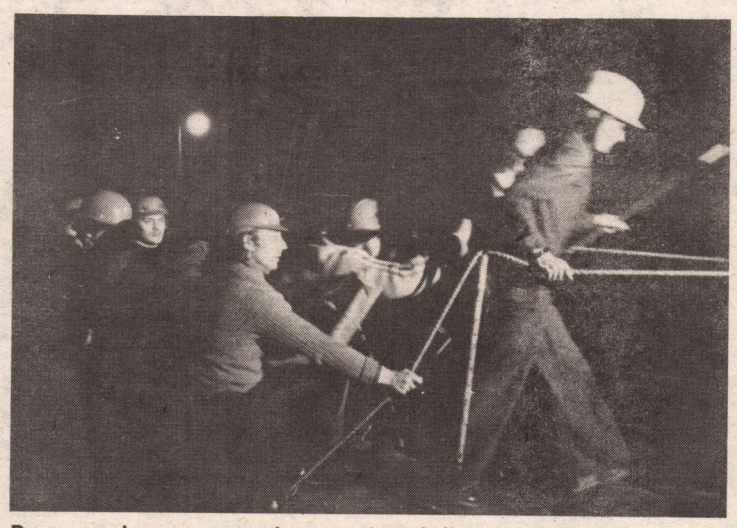
Aujourd'hui les flottes de complaisance sont composées de deux catégories de navires bien différents. Il y a d'une part des vieux raffiots hors d'âge, qui ont été depuis longtemps amortis et que des armateurs véreux continuent de faire naviguer avec des équipages sous-payés et au mépris des conditions de sécurité, que les pays de complaisance ne vérifient évidemment pas.

Mais il y a aussi de gros navires modernes, dont beaucoup de pétroliers, pour lesquels les compagnies embauchent des équipages expérimentés, et parfois même mieux payés que sous pavillon national (de nombreux pétroliers libériens pratiquent des salaires supérieurs de 40 % à ceux des marins britanniques par exemple). Dans ce cas l'armateur s'y retrouve tout de même grâce aux avantages fiscaux.

Mais pour bien des armateurs, l'avantage de ces pavillons c'est surtout d'avoir les mains absolument libres de faire ce qu'ils veulent sans dépendre d'une législation nationale plus ou moins contraignante. Ils peuvent acheter ou vendre leurs navires comme bon leur semble, changer de pavillon à leur gré, passer des commandes aux chantiers navals de leur choix, etc.

Certes, les législations nationales ne sont pas très contraignantes à l'égard des capitalistes mais, dans les pays de complaisance, elles sont complètement absentes.

Il faut ajouter bien entendu que l'armateur, même dans le cas d'un équipage expérimenté, a les mains libres pour le licencier quand il veut. Il est relativement difficile à un armateur français de renvoyer un commandant de navire. C'est infiniment plus simple dans le cas d'un armement libérien. Et on comprend mieux dans ce cas l'attitude de certains capitaines, naviguant sous pavillon de complaisance, et qui obéissent absolument aux ordres de leurs compagnies, même en cas de danger grave...



Des « marins » mercenaires montant à l'assaut du pétrolier Globtik Vénus **dans le port du Havre en mars 1977, pour en déloger l'équipage philippin en grève qui occupait le navire. Pour les armateurs, ni le pavillon ni la nationalité n'ont d'importance, et toutes les méthodes sont bonnes pour défendre leurs profits.** (AFP)

LA FLOTTE MONDIALE PAR PAVILLON EN 1976

(en millions de tonneaux de jauge brute)

LIBERIA	73,5	ETATS - UNIS	15
JAPON	41,5	FRANCE	11
GDE - BRETAGNE..	33	ITALIE	11
NORVEGE	28	ALL. DE L'OUEST ..	9
GRECE	25	SUEDE	8
URSS	20,5	ESPAGNE	6
PANAMA	15,5	PAYS - BAS	6

LA MARINE FRANÇAISE

La flotte marchande sous pavillon français compte près de 500 navires et emploie environ 25.000 personnes (personnel navigant), dont environ 7.500 officiers.

Les compagnies de navigation sont près d'une cinquantaine, la plus grosse étant la Société Maritime Shell. D'ailleurs l'ensemble des sociétés de navigation, filiales des sociétés pétrolières, Shell, BP, Esso, Mobil Oil, Fina, représentent des flottes qui totalisent environ 36 % de la marine marchande sous pavillon français. (Dans le monde entier les compagnies pétrolières possèdent 16 % de la flotte mondiale.)

Et on ne compte plus que deux paquebots en service (Renaissance et Mermoz), *si l'on excepte les navires à passagers qui font le trafic de la Corse ou de la Grande-Bretagne.*

Le système des conférences

Sur toutes les lignes de navigation, les tarifs ainsi que les parts du trafic réservées aux diverses compagnies ne sont pas libres. Ils sont régis par des organismes baptisés « Conférences maritimes », et qui réunissent, en de véritables monopoles, les compagnies intéressées par telle ou telle ligne de navigation. De gros chargeurs (clients) peuvent en faire partie. La concurrence n'en disparaît pas pour autant. Il arrive qu'une compagnie d'armement quitte brutalement une conférence pour tenter sa chance toute seule. Il arrive qu'un chargeur, pour protester contre des tarifs trop élevés, fasse appel à une compagnie ne faisant pas partie de la conférence. Comme ce fut le cas par exemple de la Ford Britannique l'an dernier. Les Etats, en particulier ceux des pays sous-développés, qui cherchent à se constituer des marines nationales essaient de lutter contre la toute-puissance des conférences. Mais il n'en demeure pas moins que pour le moment ce sont elles qui font la loi et qui imposent leurs tarifs, leur partage du trafic entre des compagnies.

La marine marchande en question

La flotte marchande est un auxiliaire du commerce mondial. Son expansion récente a suivi le développement du commerce général. Mais peut-on dire, sans y regarder de plus près, qu'il s'agisse-là d'un progrès ? Que le gigantisme des navires, les marées noires, la pollution généralisée des océans, la transformation de certaines mers en boulevards de bateaux, soient les rançons inévitables du progrès ?

Certes, les matières premières industrielles et agricoles ne se trouvent pas également réparties dans toutes les régions du monde. Il faut bien, dans l'état actuel des techniques, réunir le minerai de fer au charbon pour fabriquer de l'acier, pour ne prendre que cet exemple.

Mais la façon dont le capitalisme résoud ces problèmes n'obéit qu'à la loi du profit, jamais à l'intérêt général. Elle est malsaine.

Notons tout d'abord qu'une bonne partie des produits industriels ne servent à rien, qu'ils sont nuisibles, qu'ils constituent un gaspillage : armements, productions de prestige, gadgets - camelotes, etc, contribuent cependant pour une part non négligeable au commerce mondial.

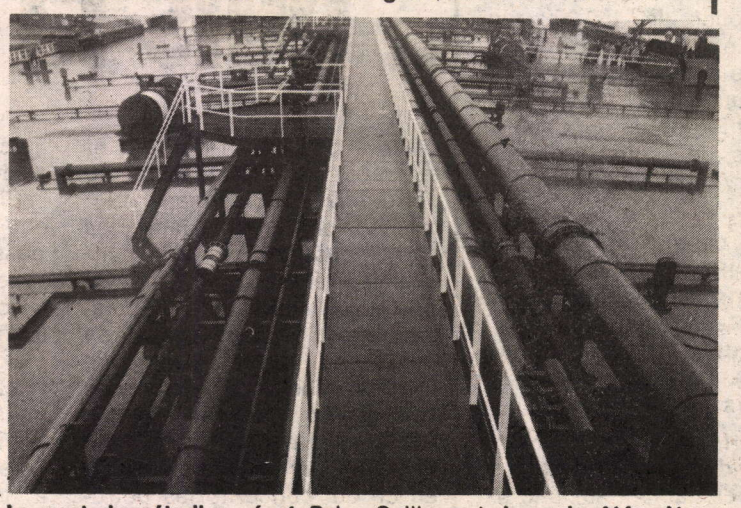
Mais par-delà le gaspillage manifeste, l'ensemble du commerce international repose sur des choix économiques qui sont faits avant tout en fonction de la rentabilité capitaliste et qui sont souvent en contradiction avec les intérêts de l'humanité. Par exemple, la moitié du commerce international porte sur le pétrole. Mais l'utilisation systématique de celui-ci comme forme presque unique d'énergie au détriment de toutes les autres est lié uniquement au fait que pendant des années son prix était peu élevé. Et cela n'est bien sûr qu'un exemple. Mais on pourrait en citer bien d'autres, allant des importations de soja pour engraisser les bovins européens à celle de multiples produits exotiques dont on a su créer le besoin parce que c'est un commerce lucratif.

En fait, bien des éléments du commerce international actuel mériteraient d'être tout bonnement supprimés si l'économie et les échanges étaient organisés en fonction de la satisfaction des besoins des gens et du bien - être de l'humanité tout entière.

De même que les fondements mêmes du commerce international sont bien souvent socialement aberrants, son organisation est anarchique et dictée elle aussi par des considérations complètement étrangères aux intérêts de la société humaine. Pour reprendre l'exemple du pétrole, les USA en importent du Moyen-Orient pour ne pas trop puiser dans leurs propres réserves qu'ils tiennent à conserver pour des raisons stratégiques. L'Europe, elle, est dépourvue de pétrole. Mais qu'est-ce qui s'oppose à la construction de pipe-lines depuis le golfe Persique jusqu'à l'Europe, sinon des considérations nationalistes des Etats ?

Ce qui est certain, c'est que le capitalisme règle les problèmes de la pire façon qui soit. Et dans une société débarrassée des tares du capitalisme, on pourra bénéficier des progrès techniques et économiques sans en supporter les inconvénients, cette fameuse « rançon » qui devrait paraît-il accompagner le progrès.

Et nous sommes certains qu'on peut fort bien transporter les produits nécessaires aux êtres humains sans transformer les mers en décharges ou en autoroutes et sans risquer la vie des marins ni l'intégrité de la nature.



Le pont du pétrolier géant Paire Guillaumat, **long de 414 mètres, large de 63 mètres et d'un port en lourd de 554 000 tonnes. Un tel gigantisme constitue-t-il vraiment un progrès ?** (AFP)

Clérieux (Valence)

Le procès de l'usine de la peur

Après l'explosion du 9-4-76, les sauveteurs sur les lieux (AFP)

Les travailleurs de l'usine de Clérieux manifestent après la mort de leurs camarades. (AFP).

En ce moment a lieu le procès des responsables de la MGM, Manufacture Générale des Munitions, pour les accidents qui se sont produits dans les usines des Basses-Crozettes et surtout dans celle de Clérieux.

Le 14 janvier 1975 à l'usine MGM des Basses-Crozettes, dans les environs de Valence, une explosion a blessé trois ouvrières et en a tué une autre. Il n'y a pas eu d'enquête de police. Le procureur a révélé que le dossier a disparu du Palais de justice. Cherchant à le reconstituer, il a découvert que la victime fut enterrée sans qu'un permis ait été délivré.

Le 9 avril 1976, à l'usine de Clérieux, une explosion dans un atelier de conditionnement tuait six ouvrières.

Deux jours avant cette explosion mortelle, les ouvriers de cette usine avaient fait grève pour protester contre les cadences infernales et les conditions de travail dangereuses, à la suite de l'explosion d'un mélangeur qui avait soufflé la toiture. A Clérieux, l'épicentre de la déflagration était le stockage des amorces. Quel fut le détonateur, on ne le sait pas. Mais ce que l'on sait, par contre, c'est qu'il suffisait du heurt d'un chariot pour provoquer une explosion et que la direction de Clérieux faisait faire des travaux de maçonnerie de l'autre côté de cet atelier où le produit manipulé, le tricinate, est sensible aux moindres trépidations.

Tous ces faits, l'extrême danger des produits manipulés accru par le travail au rendement, les cadences infernales, la direction les connaissait. C'est en connaissance de cause qu'elle faisait courir des risques mortels aux ouvrières, malgré les protestations et les mouvements de grève de celles-ci.

Quelques jours après le drame du 9 avril, le 25 mai, deux ouvrières furent « soufflées » par une déflagration en déblayant les décombres de Clérieux.

C'est pour cette triple série d'accidents mortels que sont jugés les responsables de la MGM.

Mais la liste serait longue, s'il fallait récapituler tous les accidents corporels et mortels dus à l'incurie du groupe Gévelot-MGM et à sa soif de profit.

L'usine de Clérieux était, paraît-il, une usine moderne, construite en 1972.

Mais qu'une usine soit moderne, en quoi cela donne-t-il des garanties de sécurité aux travailleurs si l'on y manipule des produits ultra-sensibles, extrêmement dangereux, et de plus en travaillant au rendement.

Depuis ce terrible accident, l'usine ne trouvait personne désirant y travailler. Elle a tourné la difficulté en embauchant à Valence sous contrat temporaire de trois mois et, à expiration, elle renouvelle le contrat... à condition que la personne accepte d'aller travailler à Clérieux.

Mais si l'usine de Clérieux était moderne, par contre, les autres usines du groupe sont très vieilles. Celle d'Issy-les-Moulineaux est une antiquité, les normes de sécurité n'y sont pas appliquées: pour donner un exemple, une bonne partie de l'usine est construite en bois et le feu peut s'y propager à une vitesse vertigineuse. Ce qui s'est passé d'ailleurs, lors de l'incendie de 1973, où il y a eu un mort et plusieurs blessés graves.

A l'usine de Sèvres, en 1975, un ouvrier est mort en manipulant des amorces qui ont explosé.

Dans toutes les usines du groupe Gévelot, les mutilations graves sont très fréquentes : mains ou doigts coupés, yeux crevés...

Ceux qui sont jugés aujourd'hui ne sont pas les plus hauts placés dans le groupe Gévelot. Quant au procès, il faudra attendre jusqu'au 28 avril prochain pour connaître son résultat. Mais, quel qu'il soit — et le procureur ne réclame d'ailleurs pas des sentences sévères contre les responsables jugés aujourd'hui — le problème de l'insécurité dans toutes les usines du groupe Gévelot reste entier car, depuis ces terribles explosions, rien n'a été fait pour éviter que de telles catastrophes se reproduisent.

Correspondant LO.

Peugeot-Sochaux

Baisse de la CGT et de la CFDT aux élections de délégués

Le 23 mars, aux usines Peugeot à Sochaux, les résultats des élections des délégués du personnel étaient particulièrement attendus. Confirmeraient-ils ou pas la stagnation de l'électorat de gauche ? En tout cas, trois jours après le deuxième tour des législatives, ces élections professionnelles auxquelles ont participé 27.000 ouvriers témoignent à leur façon de l'état d'esprit d'une importante concentration de travailleurs.

Si un pourcentage d'ouvriers plus grand que l'année précédente ont tenu à s'exprimer, ce sont en tout cas les trois syndicats qui prônent ouvertement la concertation, le dialogue et la collaboration avec la direction qui progressent de 2 ou 3 % des suffrages exprimés. Les deux syndicats liés aux partis de gauche, ceux aussi qui apparaissent généralement le plus revendicatifs, la CGT et la CFDT, perdent tous deux. La CGT, avec une baisse de 6 % et trois sièges en moins, est le syndicat qui recule le plus.

« **C'est pas possible** » disent les travailleurs qui espéraient au moins que, dans une élection où il n'y a que des ouvriers qui participent au vote, ils ne verraient pas encore une progression des organisations les plus ouvertement conservatrices. Et ce n'est pas l'explication officielle donnée par la CFDT ou la CGT qui les satisfait. Pour ces deux syndicats, leur recul est dû aux « **attaques** » dont ils seraient victimes, au « **matraquage politique de la direction** », ou encore à l'échec de la gauche.

Certes, tout cela existe. Mais le fait est qu'au lieu de voir les travailleurs se tourner en plus grand nombre vers les syndicats liés aux partis de gauche, on voit se détourner d'eux une petite fraction de travailleurs.

Il faut dire que Maire et Séguy suivent les traces de Bergeron à l'Elysée. Tous parlent de négociation et, quand les syndicats préconisent tous la concertation, faut-il s'étonner que des travailleurs accordent alors plus de confiance à ceux qui sont le plus ouvertement, le plus nettement partisans et partie prenante de cette politique.

Stéphane LAROCHE.

A l'Emboutissage :

les travailleurs votent pour un candidat éliminé par les bureaucrates

350 voix et un siège, c'est ce que la CGT a perdu en décidant de ne pas représenter dans ses listes un camarade de Lutte Ouvrière, délégué du personnel depuis dix ans dans son secteur et connu de longue date comme militant révolutionnaire.

Les petits bureaucrates de la CGT escomptaient une victoire de la gauche et pensaient que leur mauvais coup passerait dans l'euphorie de leur victoire électorale. Ils ont chanté victoire trop tôt car les travailleurs du secteur veulent avoir, élections législatives ou pas, un délégué qu'ils connaissent et estiment ; et, avant les élections de délégués, ils se sont organisés en conséquence.

Ils ont fabriqué près de 400 bulletins manuscrits au nom de notre camarade et se sont partagé leur distribution parmi les quelque 1.200 travailleurs que compte ce secteur. Plusieurs dizaines d'ouvriers ont ainsi convaincu leurs camarades de travail d'utiliser ce bulletin pour manifester leur désaccord avec les méthodes de petits dictateurs des dirigeants du syndicat. Outre les appréhensions sur leur «droit» à utiliser un tel bulletin, il y avait aussi chez les travailleurs la crainte de favoriser ainsi l'implantation de la CFT (débaptisée, c'est maintenant la CSL). Finalement, au dépouillement, c'est près de 350 bulletins que les travailleurs ont pu voir avec le nom de notre camarade.

Evidemment, aux yeux de la loi électorale acceptée par le patron et les syndicats, ces votes ne sont pas enregistrés. Mais quand on sait qu'un délégué CGT est élu dans ces élections avec une moyenne de 320 voix, les travailleurs de ce secteur peuvent à juste titre considérer qu'ils ont un délégué, aussi bien sinon mieux élu que les autres. Notre camarade n'aura évidemment ni heures de fonctionnement, ni protection spéciale de la part de la direction. Il partagera en cela le sort de tous les travailleurs. Mais l'expérience que les travailleurs de son secteur viennent de faire en s'organisant pour faire entendre leur volonté les a renforcés. Ils en ont conscience et c'est bien malgré les bureaucrates que la perte de ces 350 voix (sur les 1.112 perdues en tout) ne signifie pas un affaiblissement de l'organisation et de la conscience des travailleurs.

Correspondant LO.

MAREE NOIRE

LIBERTÉ D'ENTREPRENDRE LIBERTÉ DE NUIRE

Les autorités maritimes étaient au courant ! Car c'est bien par l'intermédiaire de Radio-Conquet que le pétrolier se décida, dix heures avant d'échouer, à faire appel au remorqueur Pacific. **Car elles ne pouvaient pas non plus manquer de savoir qu'un pétrolier de cette importance ne fait appel à un remorqueur, dont le coût est considérable, qu'en cas d'avarie très grave. Et elles n'ont rien fait ! Rien, sinon attendre de voir ce qu'allaient devenir ces 220.000 tonnes de pétrole brut, ballotées par la tempête à quelques kilomètres de la côte !**

Conscientes du danger, les autorités maritimes françaises se sont arrêtées au seuil de la sacro-sainte propriété privée, avouant après coup leur impuissance face à la liberté de décision du pétrolier, de son armateur et du remorqueur. Tout simplement parce que, liberté d'entreprise oblige, le propriétaire d'un navire est maître de ses décisions et n'a de comptes à rendre à personne !

Mais bon sang, lorsqu'un automobiliste en panne sur une autoroute représente un danger pour les autres usagers, on ne lui permet pas de discuter du coût du dépannage, on ne lui permet pas de palabrer pour savoir s'il acceptera ou non de dégager la route. On lui envoie la dépanneuse, et après... la facture ! Il ne devrait pas en être autrement en mer. A plus forte raison encore en ce cas-là, le dépannage devrait obéir aux mêmes règles et être obligatoire, sans que personne, ni propriétaire, ni capitaine, puisse s'opposer ou ralentir l'opération, et sans que les grosses sociétés pétrolières ou de transport puissent refuser d'en couvrir les frais. A elles, qui circulent pour leurs propres affaires, de faire face aux risques et de payer sans discussion les frais d'un éventuel dépannage !

Ce serait là la première et la moindre des mesures de sécurité que de donner aux autorités maritimes le droit (le devoir même) et les moyens d'intervention en cas de nécessité, sans autre considération que les risques encourus.

Aujourd'hui, le gouvernement multiplie les déclarations, parle de nouveaux règlements, prend des décrets devant obliger les pétroliers à circuler plus au large des côtes et à signaler leurs avaries. Mais il se garde de se donner les moyens d'intervention autoritaire qui seraient indispensables. Car nous vivons dans une société où ce sont des entreprises de la taille de Shell qui font la loi. Et l'Etat français, s'il peut bien nommer quelques fonctionnaires qui s'agitent vainement le long du littoral breton, reste timoré voire paralysé lorsqu'il s'agit de prendre des mesures qui limiteraient tant soit peu la liberté d'exploiter, de polluer, de détruire des trusts pétroliers pour leurs sacro-saints profits.

Pour lutter radicalement contre la pollution, celle d'aujourd'hui, comme celle à venir, il faudra bien mettre fin à cette politique criminelle qui, au nom de la liberté d'entreprise, porte atteinte à la liberté de la population de vivre dans un monde habitable.

des pêcheurs racontent

Chaque jour, en apportant une nouvelle vague de mazout vers le rivage, accentue un peu plus le désarroi de la population du littoral qui assiste au saccage de ses moyens de vivre. Des pêcheurs de la région de Paimpol, à Pors Even, nous ont raconté :

« Nous ne sommes pas encore touchés par la marée noire. Mais si nous le sommes, qui va nous dédommager ? Il y a trois ans, un bateau avait répandu du fuel domestique dans la baie de Saint-Brieuc, et nous attendons toujours les indemnisations. Nous avons des parcs à moules dans la baie et, si nous sommes touchés, ce sera une perte à cent pour cent. Il y a par ici 85.000 personnes qui vivent de l'élevage des moules. Or dès que l'écorce du bois des pieux est touchée, c'est fini. J'en ai mis justement des neufs, pour un million au moins. Si le pétrole arrive, il faudra d'autres pieux. Or le bois, il faut le tronçonner, et ce n'est plus possible car la sève monte. Il faudrait donc attendre jusqu'à l'hiver prochain. Pour les autres pêcheurs, la saison aussi est foutue. Les araignées arrivent en mai. Les maquereaux début avril. Et tous deux viennent du côté de la marée noire !

Et à supposer que la marée noire n'arrive pas jusqu'ici, qui voudra de nos produits, des moules bretonnes ? Nos ventes ont déjà baissé. La meilleure façon pour les Parisiens de nous soutenir, c'est d'acheter nos produits qui, s'ils sont vendus, ont subi le contrôle sanitaire et sont consommables.

— C'est une honte ! On prend la Bretagne pour une poubelle, d'autant plus que d'autres en profitent pour dégazer, par dessus le marché !

— Je crois que tout le monde en a ras-le-bol. Shell, avec ses milliards, pourrait quand même bien nous dédommager. Et Barre ? Qu'est-ce qu'il attend ? Il pourrait laisser un mois de sa paie, et chaque grosse tête aussi. Vous savez, il y en a qui ont beaucoup plus d'argent que nous dehors : nous, nous avons une trentaine de millions de matériel. C'est le fruit de dizaines d'années de travail qui partirait si la marée noire arrivait. »

Tous les pêcheurs que nous avons rencontrés ont peur que des produits soient utilisés pour couler le pétrole, parce que, dans ce cas, ils en ramassent des boules dans les dragues et que, d'autre part, l'odeur du pétrole imprègne fortement leurs casiers et les rend inutilisables.

« C'est du profit énorme, *nous déclare un pêcheur*, pour une minorité. On retourne au temps des seigneurs. Ils ont été remplacés par des sociétés multinationales. Ce qui se passe aujourd'hui recommencera. Et pourtant, c'est à eux de tout payer, les dégâts qui existent et tous ceux qui sont à venir. »

Un couple d'agriculteurs enfin, qui habite à cinq kilomètres de Paimpol, nous a dit que « depuis huit jours, ça sent le pétrole. Les choux-fleurs ont drôlement pris le goût et nous commençons à nous poser le problème des pâtures et des bêtes qui sont incommodées dans la région de Portsall et en direction de Lannion. »

UNE SINISTRE HISTOIRE DE GROS SOUS

Des dégâts effroyables, des familles ruinées, toute une région ravagée, cette catastrophe sans nom n'est pourtant, dans le fond, qu'une sinistre histoire de gros sous.

Affaire de gros sous, d'abord, les trajets des pétroliers géants, qui serrent au plus près des côtes pour gagner quelques jours de traversée. Affaire de gros sous, le fait qu'un monstre de plus de 300 mètres de long, transportant 230 000 tonnes de pétrole, poursuive sa route avec une avarie de gouvernail pour ne pas perdre de temps en réparation.

Affaire de gros sous toujours, ces tractations entre le pétrolier en difficulté et le remorqueur **Pacific** : délibérément, ce sont des heures précieuses qui ont été perdues en marchandages entre le remorqueur et l'armateur, à propos du coût du dépannage à déduire des profits de la société pétrolière !

Affaire de gros sous encore, qui a fait que le remorqueur a tenté seul — et finalement raté — le dépannage, afin d'être le seul à empocher la prime qui, en cas de réussite, peut s'élever jusqu'à 50 % de la valeur du bâtiment et de sa cargaison !

Quant à la négligence des pouvoirs publics, elle s'accompagne elle aussi de sordides considérations d'économies. Il suffit de remarquer que le **Pacific** était le seul remorqueur de cette puissance existant en rade de Brest. Quant aux explications données par les autorités pour justifier cette carence, elles consistent à souligner le fait que de tels accidents sont rares et que le maintien en état d'un remorqueur de cette taille, doté d'un équipage compétent, « ne serait pas rentable ». Pas rentable, une mesure de sécurité aussi élémentaire ? Alors que chaque jour, à 15 kilomètres environ des côtes du Finistère, passent une vingtaine de pétroliers de gros tonnage, ce qui représente un trafic de plus de 400 millions de tonnes de pétrole par an circulant sur cette autoroute de la mer !

Mais par contre, quand il s'agit d'indemniser les victimes des dégâts et de payer pour les dépenses de nettoyage, tout est calculé au plus juste et, pour plus de sûreté, les assurances ont prévu des plafonds de remboursement, quelle que soit l'étendue de la catastrophe.

"IL Y A SUREMENT QUELQUE CHOSE A FAIRE"... MAIS QUE FAIT L'ÉTAT ?

« Il y a sûrement quelque chose à faire pour la Bretagne », tel était le SOS lancé par Pierre Bellemare sur les antennes d'Europe 1, une semaine après la catastrophe de l'**Amoco Cadiz.** Et cet appel à la solidarité a été entendu puisque dès le dimanche 26 mars, 500 tonnes de petit matériel, des bottes, des cirés, des rateaux, des truelles, des poubelles, étaient acheminées vers Brest. Le succès de l'opération a suscité d'autres initiatives. Antenne 2 et FR3 ont fait appel aux jeunes, pour fournir des bras pour la Bretagne. Dès lundi soir, de multiples bonnes volontés se sont fait connaître pour nettoyer la côte.

La marée noire, ses conséquences écologiques et économiques, ont ému beaucoup de petites gens qui ont répondu « présent » aux appels de la radio et de la télévision pour venir en aide à la population de la région. Certes, Europe 1 comme certaines entreprises ou grands magasins en ont profité pour se faire de la publicité, mais une foule d'anonymes pour lesquels la solidarité n'est pas un vain mot, a fait un simple geste désintéressé.

Et cela donne toute la mesure de la désinvolture odieuse dont, pendant ce temps-là, l'Etat faisait et fait encore preuve. Car lui, dispose de moyens considérables qui, mis en œuvre, pourraient non seulement accélérer les travaux mais les rendre autrement plus efficaces. Lui, dispose d'une armée de 300 000 hommes, dont il n'a mobilisé que quelques milliers de soldats pour faire front à la marée noire sur 200 kilomètres de côtes ! Les régiments du génie possèdent des engins lourds tels des bulldozers, mais les municipalités ont dû se débrouiller pour protéger tant bien que mal le sable avant que le mazout n'atteigne les plages. L'Etat a également la possibilité de mettre à la disposition des sinistrés des camions citernes, des pompes, des fonds pour en acquérir plus encore si nécessaire, de même qu'il aurait les moyens de contraindre les sociétés pétrolières à conjuguer leurs efforts pour lutter contre les dégâts qu'elles ont créés. Mais il a laissé la population se débrouiller avec des citernes à purin !

Nos gouvernants ont les moyens modernes de secourir les sinistrés, mais ils refusent délibérément de les mettre en œuvre.

Alors Pierre Bellemare pouvait bien clamer à la radio que ce qui manquait aux Bretons c'était surtout **« du petit matériel »,** des seaux, des gants et des chiffons : cela n'était qu'une honteuse tentative de couvrir l'incurie de l'Etat.

Les paysans sont venus avec leurs tracteurs. L'armée ne dispose-t-elle pas de véhicules en tous genres que l'on sort lors des grandes manœuvres ? (Berlant- Cramer)

Gagnants à tous les coups

Parmi les moyens de lutte contre la marée noire figure l'emploi de produits dispersants dont les effets sont d'ailleurs dénoncés par certains, comme plus néfastes que ceux du pétrole. Parmi ceux actuellement employés en Bretagne on trouve le BP 1100 et le Shell-LT fabriqués par les compagnies pétrolières du même nom. Comme quoi ce sont les mêmes qui polluent et qui ensuite se remplissent les poches en vendant des produits dispersants à prix d'or (de 800 F à 1.200 F la tonne).

Il est vrai que les stocks étant trop faibles, seules quelques dizaines de tonnes de ces produits ont été utilisées cette fois. Mais il y a tout lieu de penser que d'ici la prochaine marée noire les sociétés pétrolières auront accumulé des stocks de détergents !

La sécurité est notre affaire !

Un cargo arborant pavillon de complaisance chypriote, qui n'était pas en parfaite condition de navigation a été bloqué dans le port de Saint-Nazaire par les travailleurs du syndicat des marins CGT. Ceux-ci ne l'autoriseront à reprendre la mer que lorsque la remise en état de sa signalisation lumineuse et de son système de radio, entre autres avaries, aura été effectuée.

Puisque ni les autorités, ni les compagnies maritimes, ni les sociétés qui affrètent ce type de bâtiment, ne se soucient d'en garantir le conditions satisfaisantes de navigation, les travailleurs ont pris les choses en main. Et ils ont bien raison. Car c'est là leur meilleure — sinon leur seule — garantie que la sécurité ne sera pas seulement un vain mot !

La légitime colère des Bretons

Aux 15 000 personnes qui, lundi dernier à Brest, ont manifesté leur colère contre les responsables de la marée noire, contre l'incurie gouvernementale chaque jour plus évidente, contre les sociétés pétrolières intouchables et irresponsables, le gouvernement a répondu, une fois de plus, à coups de grenades lacrymogènes, en envoyant ses flics. Et il a fallu que Marc Bécam, député RPR du Finistère, bombardé depuis peu responsable aux opérations de lutte contre la pollution en Bretagne, vienne ajouter aux exactions de la police, ses commentaires indécents. Il a eu le culot de reprocher aux syndicats et aux partis de gauche, leur soi-disant « récupération politique d'un tel sinistre ».

Alors que c'est justement à l'Etat qu'il faut s'en prendre. A cet Etat qui refuse d'affronter les sociétés pétrolières pour empêcher de tels accidents. A cet Etat qui maintenant refusera de faire payer les responsables. Car d'ores et déjà le gouvernement prétend qu'il n'aurait pas les moyens juridiques lui permettant d'obtenir des indemnisations supérieures aux plafonds fixés par les conventions et assurances. Mais il ne s'agit pas là d'une simple question juridique ! Si le gouvernement n'a pas les moyens de faire payer les sociétés responsables de la catastrophe, c'est bien parce qu'il ne veut pas se les donner ! Telle est la vérité !

Et il s'agit là d'un choix politique de sa part, d'un choix conforme à ce qu'il est, à savoir un Etat au service des grandes sociétés capitalistes, au service des trusts industriels, pétroliers, comme le sont la Shell et la Standard Oil, respectivement propriétaires de la cargaison et de l'Amoco Cadiz **lui-même. Car si l'Etat est expert pour exercer sa contrainte et peser de tout son poids, il l'est seulement lorsqu'il**

A Brest, lundi 27 mars, la population manifeste. (AFP)

s'agit de faire payer les petites gens. Il sait alors soutirer de l'argent par tous les moyens. Il sait saisir les salaires, traquer les contribuables, faire condamner par sa justice celui qui fait un chèque sans provisions. Ah non ! Il ne manque pas de moyens pour faire payer de mille et une façons la population laborieuse. Et face à Shell et Standard Oil, soudain, le voilà désarmé ? Allons donc, ces deux sociétés possèdent des biens en France, possèdent des comptes en banque bien garnis, continuent en ce moment même à se livrer à de fructueuses affaires financières en toute liberté ! Alors les moyens bien réels de les contraindre à faire face à leurs responsabilités, bien sûr qu'ils existent !

Que l'Etat saisisse leurs biens, qu'il bloque leurs comptes en banque, exactement comme il le fait pour obliger n'importe lequel d'entre nous à honorer une dette, à assumer une responsabilité civile !

Mais de ces deux sociétés multimilliardaires qui sont parmi les plus grosses firmes pétrolières mondiales, l'Etat français n'entend rien exiger de plus que ce qu'elles sont, elles-mêmes, décidées à céder. Il ne leur fera pas payer le prix fort, il ne les contraindra pas à indemniser intégralement et rapidement les victimes de la marée noire, tous ceux qui vont supporter les conséquences d'une catastrophe dont les seuls responsables sont les sociétés pétrolières.

Déjà, on fait appel à la solidarité financière, à la générosité de tous ceux qui ont été émus par la catastrophe. Mais il n'est pas question de faire rendre gorge aux compagnies pétrolières, de les obliger à payer leur dû.

Alors, la population bretonne a bien de quoi manifester sa colère et son indignation. Et c'est d'ailleurs le seul moyen d'obliger l'Etat à indemniser les victimes de la marée, autrement que par des sommes symboliques !

1200 travailleurs en grève dans la réparation navale à Dunkerque

A Dunkerque, depuis plus de quatre semaines, les 1 200 travailleurs des quatre principales entreprises de réparation navale sont en grève.

A Flandre-Industrie, la grève avec occupation a commencé dès le 24 février à la suite de l'annonce de 114 licenciements ((sur les 470 salariés), survenant alors que cette entreprise vient d'être rachetée par les Chantiers de France-Dunkerque et Béliard, dans le cadre de la restructuration des chantiers navals. Les travailleurs de Béliard avaient alors fait grève deux jours par solidarité.

A partir du 7 mars, Béliard suivi par Zeigler et Electronord cessaient à nouveau le travail, et des piquets de grève étaient formés.

En fait, depuis plusieurs mois, dans toutes ces entreprises de la réparation navale dunkerquoise des menaces de licenciements planent et des mesures de chômage partiel ont été prises. La principale revendicatiton des travailleurs est en effet l'indemnisation des « heures de creux ».

Il s'agit des périodes, fréquentes en réparation navale, où, faute de travaux à effectuer, les travailleurs sont renvoyés chez eux. Jusqu'à maintenant ces heures étaient indemnisées à 100 % — ce qui était une manière de compenser le fait qu'au moment des périodes de travail intensif, les travailleurs étaient amenés à faire des heures supplémentaires la nuit ou le week-end. Or, depuis le début de l'année ces heures n'étaient plus indemnisées qu'à 60 %.

A plusieurs reprises, des pourparlers ont eu lieu entre les organisations syndicales — en particulier la CGT qui est largement majoritaire dans la réparation navale — et la direction des entreprises, mais sans résultat. Seule la direction de Béliard a semblé faire quelques concessions en proposant, en particulier, l'indemnisation à 85 % des « heures de creux ». Mais les organisations syndicales ont refusé et la grève continue.

Plusieurs manifestations ont eu lieu à Dunkerque. La dernière, jeudi 23 mars, a réuni plus de 1 000 travailleurs. Des tracts ont été distribués à la population sur le marché et des collectes effectuées à la porte des entreprises.

Les travailleurs n'entendent pas céder facilement et, surtout, veulent rester solidaires les uns des autres. L'un d'eux déclarait au début de la semaine à la porte d'une entreprise dunkerquoise où il était venu, avec ses camarades, demander le soutien financier des travailleurs : « Oui, nous avons le moral ! ce sont les patrons qui ne l'ont pas ».

Correspondant LO

Deux mois de lutte C.A.F.R.P.

A l'heure où nous écrivons, voilà presque deux mois que les techniciens de la Caisse d'allocations familiales de la région parisienne sont en grève.

Grève pour une reclassification (passage au niveau 6) des techniciens, qui a démarré par un sentiment de ras-le-bol au moment de la mise en place du « complément familial », nouvelle prestation ; ras-le-bol des conditions de travail, de la législation complexe, du retard qui s'accumule et des salaires toujours aussi bas (2 100 F en début de carrière et 2 900 F en fin).

Depuis deux mois, la direction, et avec elle l'UCANSS (organisme qui s'occupe du personnel de la Sécurité sociale) et le ministère de la Santé font le barrage à la revendication des techniciens. Ils ont longuement refusé de négocier et ont ensuite proposé le niveau 6 pour certains seulement, ce qu'ont unanimement refusé les grévistes.

Un conseil d'administration de la Caisse d'allocations familiales se réunit le 29 mars mais, selon les dires du directeur, rien de nouveau ne sera proposé par les représentants patronaux.

Du côté des grévistes, c'est toujours la mobilisation : depuis deux mois ils se retrouvent chaque matin à l'assemblée générale pour reconduire la grève. L'ordinateur est toujours occupé et les grévistes font des collectes aux portes des entreprises voisines. Un gala a déjà été organisé, un bal doit l'être bientôt.

La direction est ferme, mais les grévistes aussi, même si une partiel des techniciens ont repris le travail.

L'isolement des techniciens, qui ont empêché toute autre catégorie d'employés de les rejoindre dans la grève, alors qu'ils avaient eux aussi bien des raisons de se battre, pèse lourdement dans la balance.

Quant aux allocataires, eux-mêmes directement intéressés par ce mouvement, leur intervention pourrait aussi peser d'un poids non négligeable. Encore faudrait-il que les grévistes aient le souci de les mettre dans leur camp.

Correspondant LO

Et si on quêtait pour la bombe ?

La Ligue nationale de lutte contre le cancer a organisé cette semaine une campagne d'information auprès du public pour mieux faire connaître les moyens de dépister, de soigner cette maladie, voire de l'éviter.

Des progrès considérables ont été réalisés dans la recherche des causes du cancer et dans son traitement, notamment ces dernières années. Pourtant, beaucoup reste à faire. Car les spécialistes qui se consacrent à cette recherche ne disposent pas, et de loin, des moyens qui leur seraient nécessaires pour faire progresser davantage les découvertes en ce domaine. C'est ainsi que l'association qui a lancé cette campagne d'information organise dimanche 2 avril une quête sur la voie publique pour financer la recherche sur le cancer.

Voilà bien l'aberration de la société dans laquelle nous vivons. Tandis que l'argent de nos impôts est dilapidé par l'Etat pour fabriquer des engins de mort comme la bombe atomique, ceux qui tentent de sauver des vies humaines ne disposent que de leur bonne volonté et en sont réduits à faire appel à la charité publique pour poursuivre leur mission.

Eh bien nous proposons, quant à nous, qu'on inverse les rôles, et que l'argent qu'on nous extorque sous forme d'impôts serve à la recherche médicale en priorité, et à la satisfaction des besoins qui concernent l'ensemble de la population. Il sera toujours temps ensuite, s'il ne reste plus assez d'argent, d'aller quêter sur la voie publique pour financer la bombe atomique.

H.D.

Cuisine méprisable

On connaissait Chirac, le colporteur, grand distributeur de briquets, de tee-shirts, de montres et autres bibelots à son effigie ou à celle du RPR.

Voilà maintenant Chirac, le gâte-sauce, concurrent direct de Jacques Borel.

Vendredi, il régalait gratis au réfectoire du Bas-Meudon. Apéritifs, assiettes anglaises attendaient les invités ne craignant pas de s'empoisonner. Tout cela gratuit bien sûr ; on ne lésine pas sur les moyens, au RPR, pour tenter d'acheter les hommes. La finance suit, Dassault allonge la monnaie. Et puis surtout, s'il faisait payer, personne n'en aurait voulu.

Dommage quand même que quelques travailleurs aient cru devoir profiter de l'aubaine. Car les politiciens à la Chirac ne peuvent que nous préparer des plats épicés, à nous, travailleurs.

Depuis qu'ils sont en place, la note est salée. Ils ne méritent que notre mépris ; c'était d'ailleurs le sentiment de nombreux travailleurs, vendredi dernier, à l'égard de ces polichinelles.

(Extrait du bulletin **Lutte Ouvrière** RNUR - Ile Seguin.)

Du bluff

Sur les quinze stagiaires que la direction a employés, il n'en reste finalement que sept et seulement trois sont embauchés. Pour les quatre autres, la direction refuse de prendre aucun engagement à leur sujet.

Voilà ce qui reste de toute la publicité que Beullac et Chotard ont faite au début de la campagne électorale sur leur prétendu succès du « pacte national pour l'emploi ».

Ce fameux pacte qui avait, selon eux, assuré l'embauche de près de 500 000 jeunes. Cet exemple montre que tous les beaux discours de nos gouvernants ne sont que du bluff, et ne sont destinés qu'à réduire artificiellement le nombre réel de chômeurs en période électorale.

(Extrait du bulletin **Lutte Ouvrière** Norton-La Courneuve.)

Qui veut aller loin...

Chez Chenard, à l'atelier 5, la direction ne reculant devant aucun sacrifice, a décidé de nous faire travailler sur trois machines au lieu de deux.

Pour nous démontrer que c'était possible, elle nous a envoyé son champion...

Il a piqué son sprint d'une machine à l'autre. Les trois machines ont tenu le coup. Mais le lendemain, on ne l'a pas revu. Dommage, il acquérait le rythme et nous étions curieux de savoir combien de temps il tiendrait.

Quoi qu'il en soit, même s'il existe des phénomènes, nous n'en sommes pas, et deux machines, c'est déjà bien.

Si la direction veut plus de pièces, au lieu de sortir son superman, qu'elle embauche des chômeurs...

(Extrait du bulletin **Lutte Ouvrière** Chausson-Gennevilliers.)

SOUSCRIPTION

pour les candidatures de Lutte Ouvrière

Nous continuons à publier les résultats de la souscription que nous avons lancée auprès de tous ceux qui sympathisent avec nos idées. C'est grâce à ce soutien financier de nos camarades et amis que nous avons pu présenter des candidats dans toutes les circonscriptions du pays.

Loiret : Réunion publique Ferrières, 20 - Réunion publique Puiseaux, 12 - Goibeaux G., Neuville, 20 - Boibeaux G., Neuville, 20 - Lorris, Salvai, 40 - Durant, 5 - Cartot, 10 - Lorris, 1,50 - Châteauneuf (artisan), 4,50 - Beaune La Rolande (femme sur le marché), 9,50 - Beaune La Rolande, 0,50 - Neuville-aux-Bois, 6 - Réunion Châteauneuf, 6 - Gardez la monnaie, 3 - Réunion publique Malesherbes, 25,50 - Gardez la monnaie, 1,50 - Anonyme, 2 - Réunion Pithiviers, 65 - Gardez la monnaie, 2 - Amie de Pithiviers, 30 - Pithiviers, 7.

Drôme : Chavin H J.-Pierre, 50 - Soutien, 4 - Soutien, 5 - Cade, 10 - Y. Tourton, 50 - Dame pressée, 3 - Bernet, 5 - Salivet, 5 - Jany-James, 5 - Lombard X., 5 - Rose J., 5 - Travailleur de Dalani, 5 - Travailleur de Dalani, 5 - Travailleur Dalani, 10 - Travailleur Dalani, 10 - Travailleur Dalani, 5 - Travailleur Dalani, 1 - Un sympathisant, 10 - Besançon A., 5 - Une militante mère de famille, 10 - Lafond R., 20 - Baptiste, 10 - Flouret F., 100 - Fayard P., 2 - French Keogh, 50 - Fournier J.-Michel, 20.

Allier : Chassenieux, 20.

Gannat : Estivareilles, un habitant, 13,50 - Anonyme à Treban, 5 - Artisan, M. Buvat, 2.

Habitant, St-Pourçain, 4 - Habitant, Chantelle, 30 - Anonyme, Montluçon, 17 - Marsaud, Montluçon, 26 - Lecteur LO à Montluçon, 50 - Habitant de St-Désiré, 6 - Gardez la monnaie, 5 - Gardez la monnaie, 2 - TD, 10.

Aube : Leclerq S., 20 - C. Chacon, 10 - Tresnard M., 20 - Don d'un inconnu, Aix-en-Othe, 10 - ASH qui aime le bulletin, 20 - Deux terroristes inconnus, 50 - Aide soignant sympathisant, 200 - ASH, 10 - Anonyme, 50 - Parisot, 10 - Audot, 5 - Anonyme, 11 - Anonyme, 10 - Anonyme, 100 - Cougin J., 100 - Aubin A., 100 - Machin L., 10 - Thomas R., 10 - Martinez, 10 - Ballantier, 10 - Pothier, 10 - François, 10 - Oberlen, 10 - Anonyme, 10 - Me Rauche, 10 - M. Rauche, 10 - Rouleau, 100 - Lycéenne de Nancy, 5 - Interne de Pasteur à Troyes, 5 - Françoise, 15 - Une lycéenne, 5 - Cécile (12 ans), 5 - Sympathisant, 150 - Aubert B., 10 - Larribe C., 10 - Robuche H., 10 - Brusa D., 50 - Richard, 10 - Retraité, 10 - Anonyme, 6 - Soutien, 8 - Troyen, 100 - Chaffourt, 10 - J. Tessier,à 40 Trognerrey, 6 - Vaudey, 10 - Sympathisant, 50 - Schultz, 10 - Soutien Mailly-le-Camp, 5 - Soutien Briennelechren, 10 - Soutien Brienne, 10 - Aide-soignante, 50 - Infirmière, 48 - IDE, infirmière, 50 - AS aide-soignante, 50 - IDE, 100 - Sympathisante, 11 - Sympathisante, 50 - Travailleur de chez Petit jean, 10- Anonyme, 6 - Illisible, 10 - Travailleur St-Mards-en-Othe, 7 - Anonyyme de St-Mards-en-Othe, 5 - Retraité, 5 - Anonyme, 5 - Sympathisante, 6 - Sympathisante, 6.

Haute-Vienne : Juglas D., 10 - Faure A., 15 - Rupu R., 10 - Soutien, 1,50 - Travailleur, 11 - Bannaud M., 10 - Cadin, 10 - Reheu, 10 - Berger, 10 - Nadaud, cheminot, 10 - Guy, 5 - Guillou, 30 - Guillou, cheminot, 30 - Dckaye, 50 - Réunion, 60 - Illisible, 5 - Illisible, 5 - Bernadette, 3 - Dureau, 9 - Régis, 10.

Limoges : Sœur de candidate, 200 - Cheminot, 20 - Cheminot, 30 - Lycéenne, 10 - Lycéenne, 10.

Ami du candidat, 10 - Soutien maîtrise SNCF, 6 - Soutien maîtrise SNCF, 6 - Soutien agent de la illisible, 10 - Isabelle, 12 - Soutien étudiant, 50 - Etudiant, 10 - Normalienne, 10 - Elève-maîtresse, 10 - Cheminot, 5 - Nadeau, 5 - Boyer, 5 - Cheminot, 5 - Cheminot, 5 - Darget, 5 - Cheminot, 5 - Delavidelle, 5 - Cheminot, 5 - Cheminot, 10 - Davan, 10 - Ouvrier de la cité des Coutures, usine de Porcelaine, 6 - Chatard B., 5 - Bernadette Tomas, 10 - Glossps, 10 - Anglereaud, 10 - Garrat, 5 - Marie-Thérèse, 10 - André, 50 - Sympathisant, 10 - Soutien, 11,50 - Copine, 40 - Françoise, 20 - Edith Oriale, 100 - Sympathisante (a déjà donné 10), 10 - Copain Bernard, 10 - Momo, 10 - Etudiant, 20 - Fraissex, 11 - Didier R., IUT, 10 - Gauthier R., 100 - Grand-père d'un candidat, 50 - Grand-mère de candidat, 20 - Soutien dans un café, 5 - Soutien dans un café, 10 - Soutien dans un café, 10 - Soutien dans un café, 5 - Bichaud, 10 - Nicolas, 10 - Camarade cheminot, 20 - Camarade cheminot, 10.

Cheminot, 10 - Camarade cheminot, 10 - Joaquim R., 20 - Queyrat, 50 - Guillaumin, 10 - Copain des ateliers SNCF, 10 - Camarade de travail, 20 - Camarade de travail, 10 - Yvon Marchais, 50 - Sœur de candidate, 200 - Un cheminot, 20 - Un cheminot, 20 - Lycéenne, 10 - Lycéenne, 10 - Réunion Vessines, 7 - Réunion Chateauponsac, gars de l'uranium, 11 - Bijoutier, 10 - St-Sulpice, 30,60 - Soutien, 10 - Cheminot, 10 - Zup, 50 - Vente, 2,60 - Sympathisant, 10 - Soutien, 6 - Illisible, 5 - Cheynx, 10 - Pachenie, 5 - Illisible, 5 - Valade R., 10 - Sympathisant d'Oradour-sur-Vayres, 10 - Anonyme, 10 - Anonyme, 10 - Anonyme, 10 - Anonyme, 10 - Anonyme, 10 - Lanneluc, 10 - Peyret-le-Chateau, 10 - Peyret-le-Chateau, 10 - Réunion St-Léonard, 10 - Réunion St-Léonard, 10 - Réunion Neuvic, 10 - Pourade, 5 - Bim Fri, 10 - Soutien, 2,50 - Soutien, 1.

Rhône : Communiste espagnol, 10 - Aide-soignante, 20 - Gorrou d eservice, hôpital Croix-Rousse, 50 - Mme Martin, veilleuse, 15 - Ancien ouvrier de Ause, 10 - Marie, dame de service, 15 - Ouvrière, 10 - M. Beck, 5 - Anonyme, 2 - Ouvrier Bonnet Beligny, 5 - PTT CFDT, 1 - PTT Belleville, 5 - Perreiria, 5 - Neyret, Chatillon-Chalaronne, 10 - Paccard, Belleville, 10 - Marchand forain, 5 - Commerçant tde Bron, 10 - Cambolas, 50 - Soutien, 6,50 - Rampon, 10 - Vincent, 10 - Ecologiste, 10 - Lecteur de « Rouge », 10 - Commerçante, 10 - Employé EDF, 10 - Gars EDF, 20.

Commerçant Villefranche, 10 - Commerçant Villefranche, 10 - Idem, 1 - Pour la démocratie, 50 - Fausto, 5 - B. Guillet, 10 - Rouve, 50 - Militant CFDT, 4 - Sympathisant Oullins, 7 - Professeur, 20 - Anonyme, 5 - Soutien, 6 - Soutien, 6,50 - Baiderand, St-Martin-de-Cornas, Givors, 100 - Soutien, 6 - Soutien meeting Villeurbanne, 280 - Sympathisant TG, Grenoble, 50 - Commerçant Trévoux, 10 - Commerçant, 10 - Commerçant Calados, 2 - Ouvrière Dietal, Villefranche, 28 - Sympathisante de St-Bonnet-les-Bruyères, 50.

Pour le soutien, 8 - Pour le soutien, 8 - Pour le soutien, 2 - Pour le soutien, 5.

Lyon : Anonyme, 23 - Pour arrondir, 1 - Michalet, 50 - Tony, 100 - Retraité, 10 - Hélène, 20 - Pour arrondir, 1.

Villefranche-sur-Saône : G.F., ouvrier CEF-Titan, 100 - I.F., employée Diepak, 100 - Dédé, ouvrier CEF-Titan, 100 - Jean-Louis, ouvrier CEF-Titan, 40 - Jean-Pierre, ouvrier CEF-Titan, 20 - Ouvrier CEF-Titan, 5 - Apprenti CEF-Titan, 15.

Villeurbanne : Pym, 25 - Danièle, 20 - Brunet, 20 - Soutien, 1 - Soutien, 2 - Retraité, 6 - Travailleur Mouchat, 11 - Salariée, 6 - Ouvrier, 6 - Anonyme, 10 - Soutien, 1 - Soutien, 3,50 - Meeting Lyon, 170 - G. Zaragoza, 50 - Commerçant marché Meyzieu, 5 - Angèle, 50 - Ménagère, 10 - Soutien, 13 - Soutien, 1 - Militant CGT, 8 - Travailleur, 8 - Humoriste à temps perdu, 50.

Moselle : Forbach : Raymond, 20 - C. Metzinger, 10 - Un électeur de LO, 10 - A. Aufsatz, 10 - Au café du Bruch, 16 - Electeur enthousiaste, 50 - Anonyme, 100 - Le candidat, 300.

Doubs : Vercel, vieille connaissance, 20 - Instit, Pontarlier, 6 - Alain, Cuisinier, 200 - Soutien meeting Montbéliard du 3-3, 315 - Employé communal, 30 - Soutien meeting Pontarlier, 31 - Anonyme, Les Finy, 10 - Anonyme, Monteau, 10 - Bel E., 10 - Bel P., 10 - Dretat Bergeon, 10 - Anonyme, 10 - Réunion Morteaux, 20 - Vieille dame de 75 ans, 2,60 - Sympathisant PC des mines de potasse d'Alsace, 10 - Dame rencontrée sur le marché, 20 - Anonyme, 10 - Enseignante qui se définit difficilement, 10 - Pour faire l'appoint du journal, 2 - Un employé municipal, 5 - Femme MDPA, 6 - Jeune ouvrier MDPA, 6 - Un mécanicien, 5 - Patron d'un bar, 10 - Carteaux, 30 - Henry, 50 - Hellec, 100 - Mohamed, 30 - Geneviève, 6 - CID L., 20 - Viard, 20 - Jean-Marie, 100 - Meeting Besançon, 36 - Cuzin, 10 - Srycher, 10 - Marie-Claude, 100 - Dole, 10 - Retraitée, 15 - Ménagère, 10 - Chômeuse, 15 - Cretin, 10 - Soutien, 6 - Marie-Dolores, 150 - Vivot Redoutey, 100 - Thérèse, 5 - Mme Morin, 20 - Jung, Belfort, 30 - Femme pour Arlette, 200 - Travailleur espagnol, Colmar, 6 - Ouvrier de Wintzenheim, 6 - Un sympathisant, Colmar, 10 - Sympathisant, Colmar, 10 - Chômeur, Colmar, 5 - Ouvrier, Horborg, 6 - Chômeur, Colmar, 5 - Rapp Michèle Haim-Liepvre, 20 - Maurer, 10 - Scheuer C., éducateur Thann, 20.

Travailleur de Wittelsheim, 2 - Trois travailleurs Cernay, 20 - Travailleur Cernay, 1 - Etudiant Cernay, 2,20.

Mulhouse : Ménagère, 4 - Annie, chômeuse, 10 - Deux sympathisants LO, 5 - Pompier de Peugeot, 10.

Guebwiller : Mère de famille, 5 - Une personne de Pulversheim, 10 - Anonyme de Soultz, 10 - Travailleur de Guebwiller, 2 - Travailleur de Turckheim, 2 - Personne, Wintzenheim, 2 - Baderou M. et D., Wintzenheim, 30 - Robert Louis et Meyer J., Vogelsheim, 20 - Travailleuse, Wintzenheim, 5 - Vieille dame, intzenheim, 10 - Artisan, 2.

Vosges : Martine, Metz, 10 - Fabienne, Charmes, 20 - Refabienne, 1,50 - Militaire, 1 - Mme Pierson, Neufchâteau, 10 - M. Pierson, Neufchâteau, 10 - Mlle Pierson, Neufchâteau, 10 - Mougin, Neufchâteau, 20 - Soutien, 1 - Soutien, 5 - Petit commerçant, Martigny, 10 - Housington, 1 - Camarade PC, 5 - M. Leveque, Pouseux, 1,50 - Anonyme, 5 - Mme Rhonar, 10 - Ménagère Plumerie, 5 - Val d'Ajol, 21 - Soutien, 5,50- Ouvrier Taintrux, 9,50 - Habitant de Saulay, 100 - Anonyme Anould, 10 - Retraité Anould, 10 - Ouvrier St-Dié, 20,50 - Ouvrière, 10 - Employée de banque, 15 - Gremillet, 200 - Christine, Cornimont, 10 - Des parents, Cornimont, 30 - Joseph, Cornimont, 20 - Margnette, Cornimont, 20 - Guy, Cornimont, 10 - Anonyme en lutte, Cornimont, 10 - Cunat Jacques, 9,50 - Soutien, 0,50 - L. Perrin, 5 - Travailleur, 10 - Maman sympa, Cornimont, 20 - Grand-mère de Xoulces, 10 - Gros blair, 20 - Patrick, 20.

Haut-Rhin : Retraitée de Briancourt, 5 - Ouvriers de Bologne, 5 - Femme à la réunion d'Andolsheim, 5,50 - Sympathisant PCF, Bergheim, 4,50 - Habitant de Riedwihr, 5 - Travailleur de Ribeauvillé, 3,50 - Ouvrier Peugeot, 50 - Beryrand Sérahn, retraité Freiland, 10 - Scandelle, 20 - Anonyme, Orbey, 9,50.

Nord : Mme Vidicquin, mère de famille, 30 - Pirchkher A., 100 - Sympathisant Trelon, 4,50 - Denis Lebègue, 100 - Sympathisant Trelon, 43 - 0,50 pour arrondir - Copain de MRS, 10 - Brigitte, 5 - Grand-mère, 10 - Gaby, 10 - Jacques, 5 - Un typo, 5 - Renuard J., 10 - Moucheron, 10 - Dompierre, 30 - Solre, 1 - M. Cornil, 1 - Sympathisant, 10 - Chômeur PC, 1 - Denis, 33 - Divers, 108.

Pas-de-Calais : Un travailleur, Libercourt, 6 - Grand-maman Leno, 10 - Café socialiste, 3,20 - Soutien d'un socialiste, 1 - Soutien d'un copain, 200 - Djadoun, 10 - Molenda S., 10 - Sympathisant, 5 - Koffler A., 5 - Pellerin, 10 - Claudine, 2,50 - Illisible, 5 - Retraité déshérité, 5 - François Jean, 5 - Martine, 5 - Retraité sympathisant, 5 - Sansën Y., 10 - Verbelle G., 10 - Réunion publique, Billy-Montigny, 27 - Vermelle P., 100 - Retraité enseignant de Noyelles, 10 - Collecte au drapeau, réunion publique de Lens, 79 - Sympathisant, Oignies, 50 - Duprat, 50 - Leone, 40 - J. Hucqueliers, 4 - Pour un bout de godasses, 5 - Sympathisant Montreuil, 10 - Prof, 6 - Fruges, 16 - Econome, 20 - Maresquel, 30 - Fruges, 20.

Loire Atlantique : Alleau, 50 - Sympathisant, Serge, 10 - Anonyme, 50 - Habitante de la Bernerie en Retz, 10 - Monnaie d'un journal, 6 - Fonteneau G., 6 - Fonteneau C., 10.

Saint-Nazaire : Prof, 50 - Autre prof, 10 - Autre prof, 10 - Surveillant, 10 - Prof, 10 - Prof, 10 - Autre prof, 10 - Autre prof, 10 - Autre prof, 10 - Prof quelconque, 10 - Autre prof, 10 - Patron pêcheur, 20 - Soudeur Alsthom Atlantique, 10 - Soutien Terre Plein de Penhoët, Alsthom Atlantique, 78.

Morbihan : Francis, 6 - Travailleur, 2,50 - Vieil anarchiste Auray, 10 - Retraité, 1 - Pour arrondir, 0,50 - Le Rock, 25 - Gars de Baud, 10 - Meeting Plumelec, 8 - Meeting Moreac, 10 - Meeting Elnen, 50 - Meeting Noyal-Pontivy, 12,50 - Meeting Pontivy, 47 - Meeting Plescop, 10 - Michel, 20 - Sylvie, 20 - Patrick, 20.

Lorient : Philippe, 10 - Deux sympathisants, 50 - Evelyne, 50 - Patricia, 20 - Deux sympathisants, 11 - Ouvrier retraité B.C., 20 - Annie et Marie-Cécile Ruffiac, 6 - Réunion publique Josselin, 10 - Paysan de Carentoir, 5 - Paysans, 6 - Instituteur Meneac, 5 - Soutien LO, 2.

Côtes-du-Nord : Réunion Paimpol, 31 - Josette, 300 - Colette et Jean, 100 - Mère d'un copain, 100 - Jeanne, 20 - Annick, 20 - Soutien, 2 - Le Gall, St-Nicolas-du-Pelem, 10 - Un Glomel, 10 - Sympa, 16 - Soutien, 8,50.

Ille-et-Vilaine : Ouvrier révolutionnaire, 58 - Taillandier, 1 - Réunion publique Le Sel de Bretagne, 6 - Meeting Six-Aff., 10 - Jacqueline et Michel, 6 - Gérard, 5,50 - Soutien, 1 - Bourees, 1 - Soutien, 6.

Redon : R. Severo, 10 - Jacqueline et Michèle, 5.

Rennes : Lycéenne de Jean Macé, 10 - D. Mérabet, 10 - Sympathisant, 10 - Infirmière, 80 - Petite aide, 30.

Seine-Maritime : Contre le nucléaire, St-Pierre-les-Elbeuf, 500 - Huby, 200 - Naranjo, 10 - Debraize, 10 - LCR, Renault Sandouville, 1 - Fragiacomo, 10 - Employé EDF, 10 - Elève infirmière, 7.

Finistère : Réunion publique Ploudaniel, 30 - Anonyme, 30 - Soutien lycéenne, 1 - Ouvrier Plouescat, 5 - Sept de Plouescat, 5 - M. Moreul, 5 - J.P. Guenegan, 5 - Réunion Plouvorn, 9,50 - Réunion Berven, 21 - Galio, 1 - Soutien, 1 - Breton des abattoirs, 5,50 - Sympathisant, 10 - Landivisien révolté, 10 - F. Lemoigne, 10 - Fleury, 10 - Gautier, 6 - Soutien, 1 - Favreau, 10 - Seviller, 6 - Soutien réunion Coommana, 2,20 - Anonyme, 4 - P. Capitaine, 20 - Kerninon, 10 - Forain, copain d'Arlette, 10 - Soutien vente, 3,70 - Gallic, 20 - Cottereau, 20 - Troadec, 50 - J.L. Salau, 10 - A. Guillaud, 10 - Trigent, 1 - G. Randot, 10 - Le Gall, 10 - Anonyme, 5 - Anonyme, 5 - Un qui n'est d'accord avec personne, 10 - Anonyme, 1 - Herry, 10 - Guermeur, 10 - Masson, PCF, 10.

Seine-Maritime : Anonymes St-Pierre-les-Elbeuf, 50 - Enseignante Bourgtheroulde, 50 - Anonyme, 10 - Elève infirmière Rouen, 25 - Employé SNCF, 100 - Elève infirmière, 30 - Retraitée sympathisante du PC, 5 - Soutien, 15,65.

Cholet (Maine-et-Loire) : Travailleur Michelin, 50 - Ouvrier Michelin, 50 - Ouvrier de la chaussure, 30 - Agent de fabrication Michelin, 10 - C. Bourcier, 5 - A. Tison, 7 - E. Bossard, 10 - F. Bomasseau, 20 - Travailleur, 1 - Merhan, SNCF, 10 - C.B. Cheminot (Anger), 10.

Indre-et-Loire : Travailleuse Savebag, 16 - Employée, 15 - Réunion Descartes, 6,50 - Des acheteurs du journal, 6,50.

Tours : S. Bacher, 1 - Curieuse, 1,50 - Des acheteurs du journal, 8 - Sympathisant, 20 - Cheminot, 50 - Sympathisante, 6 - Autre, 4 - Souscription, 23,50 - Sympathisante de l'extrême-gauche, 50 - Curieux, 10 - D. et L. Barraud, 9 - B. Michallet, 5 - R.M., 10 - Sympathisante, 30 - R. Durraffourt, 10 - M.A., 30 - Prof, 10.

Mayenne : Réunion St-Léger, 110 - Réunion Renazé, 51 - Anonyme, 5 - Réunion Pré-en-Pail, 10 - Réunion St-Pierre-des-Nids, 42 - Pour arrondir, 2.

Lozère : Montelon, boulanger, Presenchères, Montelon M., Ales, 21 - Groupe Bleymardois, 6 personnes, 17,30 - Couderc, 10 - Pignanelli T., 10 - Mme Prat, 5 - Couderc, 5 - Ameilla, 5 - Saisonnier, 10 - Carero, Marvejols, 20 - Leroy, 10 - Ouvrier de Marvejols, 2 - Anonyme, 10 - Anonyme, 10 - Sculpteur sur bois, 2 - Maire lozérien, 3 - Anonyme, 2,50 - Anonyme, 10 - Anonyme, 20 - Bravo sur les femmes, 10 - Anonyme, 5 - Café de St-Germain-de-Calberle, 5 - Ouvrier (30 ans de mine), 2 - Postier de Paris, 5 - Militaire en permission, 3,50 - Ouvrier du Parti Communiste, 26 - Jeune de CET, 2 - Veysseyre, 10 - Rouzovol, 10 - Etudiant, 2 - Etudiant, 4,85 - Petit agriculteur, 10 - Travailleur Creusot-Loire, 10 - Travailleur Creusot-Loire, 10 - Travailleur Creusot-Loire, 10 - Militant PC, SNCF, 20 - Pic R., 10 - Agriculteur d'Aumont, 20 - Travailleur de Seuvenette, 10 - Réunion publique, Massegros, 30 - Anonyme, 6 - Retraité, 2 - Artisan, 20 Soutien anonyme, 2.

Corrèze : Passant, 1 - Passant, 0,50 - 5 personnes réunion Cornil, 40,80 - Cheminot retraité, 10 - Deux personnes, réunion Lubersac, 20 - Maire, 1 - Prof, Uzerche, 7,50 - Réunion publique, Tulle, 20 - Réunion publique, Tulle, 10 - Réunion publique, Soursac, 10,50 - Réunion

SOUSCRIPTION

publique, Neuvic, 10 - Cheroitin, illisible, 10 - Retraitée, 2 - Deux retraités, 10 - Soutien vente Brive, 6 - Soutien 2 - Copain PSU, 6 - Réunion Allassac, 20 - Employée Tulle, 20 - Couple Cornil, 5,50 - Divers Vigeois, 1 - Maire-adjoint St-Fortunade, 6,50 - Retraité, 10 - Cheminot, 20 - Corrézienne, 10 - Habitant de Corrèze, 7 - Réunion Lapleau, 9 - Habitants de Bassignac-de-Haut, 6 - M. et Mme Benazech, Meymac, 20 - Paysan corrézien, 7 - Réunion Saint-Setiers, 23 - Anonyme de Corrèze, 10 - Habitant de St-Exupéry, 20 - Ecologiste, 10 - Soutien, 1 - Belette de Limoges, 1 - Lycéenne, 1 - Nogier Sordeilles, 50 - Réunion Peyrelevade, 28 - Petite commerçante Juillac, 4,50 - Une vraie socialiste, 1,50 - Ouvrier de la Siome, 1,50 - Trois cafés offerts aux militants par une commerçante d'Ussac, 7,50 - 5 participants à la réunion de Voutezac, 33,80 - Participant à la réunion d'Ayen, 5 - Participante à la réunion de Meyssac, 10 - Participant à la réunion de Meyssac, 4,50 - Automobiliste dépanné par le candidat, 30 - Maire de Cublac, 24 - Participants à la réunion de Cublac, 13 - Participants à la réunion de Beynat, 17 - Réunion de Brive, une écolo, un copain, 27 - Copine d'Allassac, 10,50 - Feydel M., 50 - Pourry J., 10 (modestement !) - Gouaux J., 100 - Anonyme, 30 - Anonyme, 20 - Anonyme, 10 - Gardez la monnaie, 1 - Gardez la monnaie, 1 - M. et Mme Robtu, 50.

Bordeaux (Gironde) : R. Lèques, 100 - M. Tregnan, 500 - Collecte meeting Borreaux du 10-03, 172 - Sympathisante active, 100.

Hautes-Alpes : Anonyme, 10 - Anonyme, 5 - Lucien, 2 - Blanc, 6 - René Dacol, 10 - Manuel, 5 - Kohler, 6 - Villermin, 5 - Anonyme, 5 - Anonyme, 2,20 - Martin, 250 - Lycéenne 10 - Marchand, 5 - Tampes, 10 - Marise, 3 - Mieggel, 10 - Rivière, 10 - Anonyme, 10 - Anonyme, 10 - Salamouse, 10 - Anonyme, 15 - Mme Albrand, 2 - Femme, 6 - M. Agullo, 5 - Femme, 3,10 - Couple de travailleurs, 10 - Mme Pourroy, 4 - Pion, 6 - Jeune travailleur, 20 - Coullet, 10 - Vea Ginette, 5 - Fanti, 7,10 - Valentin, 6 - Coiffeur de Gap, 20 - Parthonnaud, 20 - Infirmière de nuit, 10 - Herzer, SNCF, 10 - Anonyme Briançon, 60 - Mère d'un copain, 100 - Sympathisant d'Arlette, 10 - Sourien Guillestre, 5 - Monnaie de journal, 1 - Mme Vugliano, 10 - Mme Piasco, 10 - M. Décima, 10 - Broguel, 2 - B. Droguol, 7 - Pelbout, 5.

Gap : Allamun, 5 - Retraité, 10 - Travailleur, 10 - Travailleuse, 3 - Artisan, 5 - Femme, 5 - Institutrice, 50 - Lange Mallet, 10 - Retraitée, 5 - Femme, 5 - Travailleur, 10 - Dupont, 5 - Girard, 10 - Travailleuse, 10 - Duizidou, 10 - Kohler, 5 - Travailleuse, 25 - Travailleuse, 20 - Agriculteur, 30 - Retraité, 5 - Ouvrier et sa femme, 10 - Mme Barber, 10 - Mme Bianchinotti, 5 - Mère de famille, 10 - Mme Ranguis, 5 - Chauffeur, 10 - Mme Renard, 5 - Mme Bouvet, 5 - Mme Planas, 10 - Jean-Claude Auer, ouvrier boulanger, 5 - Anonyme, 5 - M. Rodenas, 10 - Mme Manuel, 10 - M. Allard, 3 - M et Mme Bernard, 10.

Hautes-Pyrénées : Plabay, Bours, 10 - Réunion Ossun, 21 - Copain, Tarbes, 10 - Pierrefittois, 5 - Dupuy, 5 - Escalle G., Viella, 13,50 - Duzer, agriculteur, 50 - Un militant de la LCR, 11 - Ingénieur au chômage (PS), 30 - Réunion Capvers, soutien, 30 - Réunion Sarrancolin, soutien, 43 - Ouvrier de l'Arsenal de Tarbes, 20 - Soutien, 5 - Camarade communiste, 100 - « Ancien » de LO, 200.

Vaucluse : Lecteur Avignon, 2,50 - Delarieu M., 2 - Emmanuel Michèle, 2 - Travailleur de Marcoule, 20 - Vieux trotskyste de Vaison-le-Momar, 20 - Lecteur de raison, 5,50 - Touriste allemand, 2 - Guesné J., 10 - Anonyme, 30 - Ouvrier de la LBC, 10 - Autre ouvrier de la LBC, 10 - Lecteur de Bollero, 6 - Lectrice de Sorgues, 41 - Retraité de Sorgues, 10 - Sympathisant de Valréas, 6 - Membre de (illisible) de Beaune, 1 - Militant PTT sympathisant ext.-gauche, 10 - Sympathisant à Mme Thor, 6 - Sympathisant Hemi, 50 - Louise, 20 - Marie-Laure, 10.

Paris : Militant « Chausson », 100 - Monique Janin, 100 - Militant LO, 200 - Bidasse, 30 - Wakin K., 100 - Diharse Pagona, 10 - Place des fêtes, 1,50 et 6 - Maire de l'Oise, 10 - M. et Mme Audinet, Compiègne, 100 - Sympathisant PC, Plessis-Brion, 10 - Agriculteurs, Tracy (Oise), 20 - Soutien divers 2e circonscription de l'Oise, 5,50 - Anonyme Pont Lévêque (Oise), 10 - Monnaie marché Compiègne, 1 - Ouvrier Chausson, 30 - Sympathisante mécanographe BNP, 10 - Sympathisant programmeur WCR, 50 - Hermitte, 6 - Sympathisant, 3 - Gaspard, 15 - Thomas, 10 - Mme Font, 10 - A., 10 - A., 10 - Mrel, 10 - Homme de gauche, 20 - N.B. Massy, 27 - Appelé 501e R.C.C. Rambouillet, 10 - Lectrice LO et LDC, Gennevilliers, 100 - Pour arrondir, 3 - Employé informatique 9e arrdt., 14,50 - Employée à la BRED, 50 - Candidat du PS, 6 - Anonyme 12e, 1 - Anonyme 5e, 6 - Militante déçue de la rupture de la gauche, 5 - Enseignant SNETP-CGT, 10 - Ronds avec sympathie, 1 - Dupont, 10 - Journaliste, 20 - Reste d'un pot, 2 - Le Chtimi, 10 - Bidasse, 3 - Mécanicien-ajusteur Citroën, 10 - Michel Raguet, en soutien fraternel à une organisation du mouvement ouvrier. Malgré mon désaccord sur les aspects populistes et sectaires de la campagne, 10 - Mme Maréchal, agent hospitalier Beaujon, 2 - Restant du restau, 4 - Sympathisant, 10 - Sympathisant, 6 - Bruno (Paris), 5 - Travailleur de la presse Ivry, 10 - Mourad, 10 - Meunier, 50 - Guidez Simone, 2 000 - P. Illtion, 46 - M. et Mme Frin Joël, 6 - Employée, 6 - Anonyme Martigué, 46 - Martin représentant, 10 - Delatre Robert, 20 - Dactylo secrétaire, 100 - Sympathisante, 250 et 250 - A., Paris 11e, 10 - Yolande et Christian, Ermont, 100 - G. Rage, Aubervilliers, 10 - Jacques, Eaubonne, 30 - S. et G., Custines, 50 - Alain et Claudine, Baunoy, 20 - Anonyme, 100 - Anonyme, 100 - Vigier T., 50 - M. Michel, Th.-CSF, 100 - Dieudonné, 10 - Restant d'un réveillon, 60 - J. Potriquet, 20 - Retraitée, 10 - Militant du Parti Socialiste, 10.

Essonne : Femme, marché de Montgeron, 5 - Retraité Brétigny, 20 - Retraité Brétigny, 10 - Un Anglais du SWP, 10 - Etudiant du Tiers-Monde, 4,50 - Daiens, 10 - Surveillant, 7 - Tonnelier, 10 - Lamber, 6 - Philippe, 10 - Cheminot de Masséna, 50 - Vincent, 100 - Alain, Masséna, 30 - Gilles, Masséna, 9 - Papa d'un copain, 100 - Le frère, 200 - Patrick, cheminot, 10 - Cheveau, cheminot, 100 - Cheminot, 10 - Curé, 11 - Susu, cheminot, 50 - Manger, cheminot, 10 - Raymond, cheminot, 10 - Jean-Claude, cheminot 20 - Chrisment, cheminot, 50 - Pujol, cheminot, 30 - Benevol, 10 - Techenet, 5 - Deni, 50 - Jouan, 10 - Cheminot, 10 - Jean F., 20 - Jocelyne, 3 - Elisabeth, 20 - Matra, 10 - Bastian, 20 - Janine, 10 - Jean G., 10 - X., 2 - Soutien, 5 - G.S., enseignant, 50 - Richard, serrurier, 10 - Rigal, 30 - Guillemenot, 50 - Lintignat, 50 - Le Pennec, 50 - Bailleuil, 10 - Mattei, 50 - Porcher, 10 - Berthy, 20 - Technicien, 40 - Justin D., 5 - Max la menace « des Mours », 10 - Christine et Gérard, 50 - Marc, RATP, 400 - Bernard, SNCF, 10 - F. cheminot, 15 - Escavi, SNCF, 10 - Travailleur, 15 - Louis, SNCF, 20 - Mirale, SNCF, 30 - Pierre, SNCF, 15 - P. Beauger, 50 - Moreau, 20 - M. Moreau, 26 - Sympathisant, 6.

Val-de-Marne : Anonyme, 20 - Couturière, 20 - Mère d'un sympathisant, 50 - Sympathisante Maisons-Alfort, 30 - Sympathisante Maisons-Alfort, 20 - O. Chabre, 100 - Infirmière, 12 - Etudiant marocain, 10 - Bock, 5 - Sympathisant, 2 - Soutien travailleur immigré, 2 - Bonino, 2 - Dupeyre, 10 - Sympathisante, 5 - Gabet, 5,50 - Aranda, 10 - Saignal, 2 - Sympathisant, 6 - Retraitée sympathisante, 10 - Travailleur Ivry, 10 - Retraitée qui serait avec nous si elle avait 20 ans, 10.

Haut-de-Seine : D. Curtenelle, 200 - S. Kessler Y., 50 - Technicien Th. CSF, Issy-les-Moulineaux, 50 - A.M. fraiseur Th. CSF, Issy-les-Moulineaux, 20 - Laporte, 100 - Réunion publique à Rueil, 3 - Raymonde, 10 - Personne âgée, 10 - Pour le quotidien, 30 - Philippe et Evelyne, 10 - Anonyme, 10 - Copain d'enfance, 50 - Daniel, 150 - Retraité de Niort, 50 - Y. Cayez, 100 - J.L. Clin, 30 - J.C. Moyra, 80 - Bailly, 30.

Gironde : Pedro Diez, 30 - Employé de Vateng France, 20 - Agent de l'EN, 10 - Un monsieur d'Arcachon, 10 - AM Marcougeau, 10 - Sympathisant Léognan, 10 - Un Guyanais, 6 - N. Fouetillou, 50 - CH. Nigou, 10 - Soutien, 5 - Une sympathisante, 10 - Mère d'un militant, 100 - X., 10 - Y., 10 - Z., 13 - Lebeau-Mathias, 10 - Malifarge, 50 - Beaugendre, 30 - Langon, 5 - Demas, Libourne, 20 - Travailleur PTT, St-Sevrin-l'Isle, 20 - C. Latresne, 30 - Travailleur, Cenon, 10 - M. Del Cerro, mécanicien, 10 - Anonyme, 51.

Marne : L. Foulon, 10 - Pour un morceau de gras en pleine campagne, 10 - Réunion Le Canet-Soigny, 16 - J. Vincent, 10 - Blesme, 10 - Une dame au marché d'Epernay, 10 - Deux jeunes, 3 - Prof lycée Cézanne, 14 - Ouvrier St-Menehoud, 8 - Un pour la classe ouvrière, 10 - Militant PC depuis 40 ans à St-Just, 5 - Une travailleuse St-Just, 6 - J. Le Chatelier, 25.

Divers : G. Macchi, Gennevilliers, 50 - Un sympathisant, 50 - Thieullen, 10 - J. et J. Mariette, 200 - Frère du candidat, 20 - Technicien Rhône-Poulenc St-Fons, 100.

SNCF : Fabrice, Villeneuve, 30 - Anonyme, 30 - Gégé, 20.

Gévelot Issy-les-Moulineaux : Délégué CGT, 20 - Sympathisant révolutionnaire, 5 - Roberto, 10 - Lucas, sympathisant LO, 10.

Bordeaux (Gironde) : Soutien, 6 - La mère d'un candidat, 250 - Souque, Lormont, 100 - Une profession libérale, 100 - Femme PSU, 6 - Trouiller, 6 - Jean-Paul, 5 - Apprentie secrétaire, 3 - Travailleuse, 3.

Pyrénées Atlantiques : Maire de Bidache, 10 - CGT Bidache, 10 - Institutrice Aussurucq, 20 - Instituteurs Chéraute, 50 - Un sympathisant, 10 - MC Seillau, 10 - G. Laxague, 4 écolières, 4 × 4.

Morbihan : Une ménagère, 6 - Un chômeur, 10 - Un autre chômeur, 10 - Une couturière, 10 - Un travailleur en arrêt maladie, 10 - Un travailleur du bâtiment, 20 - Un grand invalide, pour l'union de la gauche au 2e tour, 160 - Un paysan sympathisant, 10,50 - Un soutien, 197 - Jeanne, Lanester, 12 - Henri, Concarneau, 30 - Réunion Névez, 7 - Danièle, Tréjunc, 26 - Réunion Moëllan-sur-Mer, 42 - Réunion Querien, 13.

Meuse : Réunion Ancerville, 30 - Réunion Fains-les-Sources, 50 - Réunion Bar-le-Duc, 30 - Réunion Vigneulles, 30 - Réunion Commercy, 10 - Réunion Tronville, 17,50 - Réunion Révigny, 10 - Réunion Ligny-en-Barrois, 18,50 - Réunion Vancouleurs, 30 - Réunion Lérouville, 17,50 - Dominique, 1 - Guy, 10,50 - Molitor, 10 - Camus, 10 - Jacquinot, 10 - J., 2,50 - G. Hascaire, 3 - B. Antoine, 10 - Soutien, 10 - Soutien pour votre campagne, 5 - Soutien, 5.

Doubs : Un sympathisant suisse, 20 - Une sympathisante, 10 - Une élève assistante sociale, 10 - M. Baudevin, 30 - M. Maréchal, 2 - C. Isabey, 50 - Une surveillante de lycée, 20 - Un soldat, 50 - Un pompier, 20 - Un instituteur, 10 - Une surveillante d'internat, 10 - Franelly, 100 - Prof. Collombier Fontaine, 20 - Soutien, 30 - Soutien, 10.

Peugeot : Un ouvrier, 15 - X., 10 - Un retraité, 10 - Employé commercial, 50 - Chauffeur ravi, 10 - Serrurier, 10 - Deux ouvriers, 30 - Un immigré, 10 - Agent d'hygiène, 10 - « La Fleur » Belchamp, 10 - Marcus, 10 - Un ouvrier, 10 - Un ouvrier, 10 - Un ouvrier, 10 - Un ouvrier, 10 - Un ouvrier, 10 - Un ouvrier, 10.

Loire : St-Bonnet-le-Château, 10 - Vieux monsieur de Montbisson, 10 - MA Sail-sous-Couzan, 15 - Un ancien du PC, 1,50 - JP. Bastin, 20 - Soutien, 3 - Meeting St-Etienne, 72 - Un cheminot, 10 - Electricien sympa, 200 - J. Chatard, Creusot-Loire, 50 - Un prof, 6 - Militante PS contre la bombe atomique qui votera pour nous au premier tour, 6 - B. Pintas, contre la bombe atomique, 5 - Réunion St-Etienne, 5 - Collecte à la Versanne, 10 - Artisan de Marlhes, 10 - Sympathisante PC, 10 - Laurent RM., 10 - Ouvrier Unieux et sa famille, 26 - Conseiller municipal PC, qui trouve que le parti « vieillit », 10 - Une fille sympa, 50 - Petit commerçant Contouvre, 0,50 - Jeune Contouvre, 5 - Ecologiste Contouvre, 4,50 - L. Pin, 20 - R. Page, 10 - Infirmière de Roanne, 4.

Limoges (Haute-Vienne) : Anonyme, 300 - Retraité de la terre, 100 - Anonyme, 200 - Agricultrice, 200 - Artisan, 100 - Cheminot, 20 - Aiguilleur, 15 - Cheminot, 10 - Cheminot, 10 - Cheminot, 10 - Cheminot, 10 - Infirmière, 100.

Puy-de-Dôme : D. Dheret, 300 - Architecte, 100 - Employée librairie, 100.

Cegedur Issoire : Kolo, 10 - Mordan, 20 - Chabau, 20 - Soutien, 5 - Lacroche, 10 - Lacroix, 10 - Debord, 20 - Ouvrier du Parachèvement, 10 - Bebert, 5 - Lachaux, 10 - Portal, 10 - Astier, 10 - Louba, 10 - Santiago, 10 - OS, 5 - Matico, 5 - Hachille, 20 - Baby, 10 - Bonhomme, 10 - « La classe », 20 - Lemarchant, 10 - Fernant, 5 - Daniel, 20 - Pro-chinois, 20 - Boyer, 15 - Pierre, 5 - Antoine, 20 - Lavandier, 5 - Ouvrier de l'expédition, 5 - Petio, 10 - Touernier, 30 - Dichamp, 5 - P. Boyer, 20 - Maurice, 10 - Fauret, 20 - Saby, 50 - Cuperlain, 20.

RPI Pont-de-Claix (Isère) : Femme travailleuse, 10 - Un couple d'ouvriers, 10 - Un couple d'ouvriers, 10 - Une jeune agricultrice, 10 - Une passante, 10 - Elève-infirmière, 12 - C. Duffy, 10 - Fonctionnaire PTT, 10 - Nogues, 17 - Goilloud, 17 - Guy, 50 - A. Gayet, 50 - Bottex, 20 - Bel, 10 - Pantalone, 10 - Payan, 30 - Iruela, 10 - Minasso, 6 - Perret-Tillon, 10 - François, 5 - Obon, 5 - Pichand, 10 - Perez, 4,50 - Castillo, 10 - Robert, 10 - Chizelle, 10 - Jean-Luc, 50 - Rey Jarrie, 10 - A. Ganguet, 10 - B. Silvarelli, 30 - Charles, 10 - Antoine, 20 - Un écologiste sympa, 10 - A. Rodriguez Sanchez, 10 - Sœur d'un candidat, 11 - Gauthier, 10 - Blanc, 5. - J. Paoli, 10 - Ch. Pinto, 10 - Perret, 15 - Un facteur du PC, 1 - R. Veyet, 50 - Anonyme Sassenage, 10 - Retraité (Bourg d'Oisans), 6 - Ouvrier tannerie, 14 - Commerçant, Fontaine, 5 - A. Curione, 10 - A. Vachez, 10 - C. Robert, 10 - Un boucher, 10 - Commerçant, 10 - Meunier, 20 - P. Ghiraldo, 20 - Court, 10 - P. Dionnet, 10 - Sanz, 5 - J. Berger, 20 - Pourrier, 10 - 5 F au PCF, 5 F à LO - Un ami du candidat, pour l'inflation, 30.

Drôme : J. Battestini, 10 - M. Claudot, 50 - Meeting Valence, 187,50 - Cherpe, Montélimar, 10 - X., 1.

Marseille (Bouches-du-Rhône) : Mme S., sympathise avec la gauche, 10 - Un travailleur du port, 25 - Ch. Launoy, 5 - J. Moulin, 10 - P. Oviedo, 10 - Yolire, 20 - S. Ghevvak, 10 - Dantes, 3 - Sympathisant, 6 - A. Germain, 10 - X., 1 - R. Jacques, 10 - Une personne au quart intéressée, 10 - Anonyme, marché de la Plaine, 5 - X., 1 - Magasinier, votera pour la vérité, 5 - Ingénieur en retraite, 4 - Anarchiste espagnol, 3,20 - Une copine, 2 - Pour 7 minutes de télé, 5 - Pour finir, 18,50 - Vente Canebière, 3 - Révolutionnaire fauché, 1,50 - ML d'Aubervilliers, 50.

Viverols (Puy-de-Dôme) : Un travailleur, 10 - Un électeur communiste, 30 - Soutien de Marsac, 15 - Réunion publique Viverols, 70,80 - Pour arrondir, 4,20.

Ambert (Puy-de-Dôme) : Anonyme, 50 - Une ouvrière, 30 - Un habitant du Puy-de-Dôme, 20 - M. Faye, 20 - Ducros, 27- Pascal, 13 ans, 13 - Meeting Ambert, 245 - Faye, 20.

Thiers (Puy-de-Dôme) : Meeting Thiers, 528 - Un retraité pour payer 2 affiches, 11 - Pour Arlette, pour une femme députée de gauche, 10 - Anonyme, 100 - Madame, anonyme, 10 - Madame, anonyme, 10 - Anonyme, retraité, 5 - Retraité, contremaître, 1 - Mme Rochias, 5 - M. Mayet, 5 - M. Rocher, 10 - Geueeftery, 10 - Anonyme, 2 - M, anonyme, 10 - Mme Begorn, 10 - Vieille dame socialiste, St-Germain l'Hern, 5 - Mme Lambrey, Cunlhat, 50 - Collecte Celles-Durolle, 135 - Collecte St-Amond-Roche-Savine, 74,70.

Seine-Maritime : Louarn Violette, 50 - J.B. Petrolesi, 50 - Anonyme, 10 - Anonyme, 10 - Une enseignante, 5.

Lille (Nord) : Yvon, 10 - Rousseau, 10 - Loubère, 50 - Richez R., assistant social, 50 - Un instituteur, 10 - Le copain à Simone, 10 - Un cheminot de Godenwersvelde, 10 - Elle boole, conseiller municipal, 10 - Le maire de Wieurlet, 10 - Anonyme, Wieurlet, 10 - Un couple d'enseignants, 30 - Un ouvrier, Wieurlet, 10 - Un artisan, 10 - Cultivateur, admirateur d'Arlette, 500 - Fuilliez X., 5 - Fourdrignier Janine, 10.

Haute-Marne : Marc, 30 - Wassy, 20 - Wassy, 20 -idem, 20 - Idem, 20 - Idem, 20 - Illisible, 10 Plantegenet, St-Dizier, 10 - Joinville, 10 - Fillon, 40 - Cortot M., 40 - Sieskind, 40 - Clinckemaillie A., 20 - Un facteur, 10 - Anonyme, 10 - Un sympathisant, 20 - Mignon, 20 - Prosp. Chaumont, 10 - Mme Lemourat, 15 - Anonyme, 10 - Prosp. Langres, 10 - Sylvie Humbert, institutrice, Aurosey, 6 - Mère de famille, Chaumont, 20 - Serqueux, retraité, 10 - Fayol, 10 - Raincourt, 10 - Naudet, 20 - François, 10 - JFH, 50.

Jura : Vague, 10 - J. Pasteur, 10 - Bangei, 15 - Dufeteme P., 10 - Raynal, 10 - Baude, 10 - Guillemin, 20 - Je vous souhaite de beaux résultats, illisible, 10 - Illisible, 10 - Illisible, 5 - Une institutrice de Dôle, 10 - Un jeune câbleur de Mouchard qui colle nos affiches, 50 - Ouvrière Bal, 10 - Soutien à Mouchard, 10 - Roland, 50 - Un inspecteur des impôts, 20 - Soutien d'un petit agriculteur, 6 - Soutien d'un gars du PS, 6 - Soutien, 11 - Sympathisant, 30 - M. Tirouflet, 10 - X. Farivel, 10 - Anonyme, 20 - Un ouvrier de Vallourec, 10 - Anonyme, 10 - Un paysan, 10 - Un vieil ouvrier, 10 - Renault, 10 - Muget, 10 - J.M., un cheminot, 10 - Une petite commerçante, 10 - Un cheminot, 10 - Un infirmier, 10 - Anonyme, 50 - MD Guilleminot, 10 - Anonyme, 10 - Cadet, 10 - Ouvrier de Vallourec, 10 - Un maçon, 10 - Un manœuvre, 10 - Un manœuvre, Tridon Robert, 25 - Anonyme, 25 - Un manœuvre, Sermat H., 10 - Une ouvrière, 10 - Un sympathisant, 10 - Anonyme, 10 - Anonyme, 10 - Vallourec, 10 - Un (petit) patron (prof. libérale), 10 - Un agriculteur... parisien, 10 - Anonyme, 10 - Krizamet (instituteur), 10 - Chevalin N., 10 - Un inspecteur de coopérative agricoles, 10 - Ouvrier d'une scierie, 10 - Ffisseura, 10 - Une femme, 10 - De Lagos J., 10 - Carreleor, mère de famille, 10 - Lemmonnier H., 2 000 - Décorateur sur faïence, 10 - Femme de ménage, 10 - Routiers, 10 - Commerçante, 10 - Labachot M., mère de famille, 10 - Travailleur, SNCT, 10 - Commerçant Royer, 10 - El Arabi, 5.

Paris et région parisienne : G. Macchi, Gennevilliers, 50 - Un sympathisant, 50 - Thieullen, 10 - Mariette J. et J., 200 - Fabrice, Villeneuve, SNCF, 30 - Anonyme, SNCF, 30 - Gégé, SNCF, 20 - Frère d'un candidat, 20 - Délégué CGT, Gévelot, 20 - Sympathisant révolutionnaire, Gévelot-Issy-les-Moulineaux, 5 - Roberto, Gévelot-Issy-les-Moulineaux, 10 - Lucas, symp. LO, Gévelot-Issy-les-Moulineaux, 10 - Technicien Rhône-Poulenc (St-Fons), 100.

Par manque de place, l'ensemble de la souscription n'a pu être publié cette semaine. Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs. Les listes non publiées le seront la semaine prochaine.

Total publié cette semaine : 38 307,70 F

Total de la souscription à ce jour :

624 173,16 F

LIVRES_LIVRES_LIVRES

Aujourd'hui Malville, demain la France

Un « collectif d'enquête » formé d'organisateurs et de participants à la manifestation du 30 et 31 juillet 1977 contre la construction du surrégénérateur Super-Phénix à Malville vient de publier un livre noir. Cet ouvrage veut, comme le disent les auteurs, « mettre à la disposition du public les documents qui permettront à chacun de se faire un point de vue (...) et de participer à la construction du mouvement anti-nucléaire ». **Il rassemble de nombreux documents, articles de presse, prises de position et des témoignages ainsi que des photos sur la préparation de la manifestation, son déroulement et, en particulier l'impitoyable répression policière, et ses suites.**

Autant le lecteur risque d'être quelque peu égaré par les polémiques entre les diverses tendances écologistes et d'extrême-gauche qui appellent à manifester à Malville, autant il ne peut être que scandalisé par la position du PCF qui calomnie outrageusement les manifestants — dessin de Wolinski à l'appui. Le PS et la CFDT, d'une manière plus hypocrite, se désolidarisent eux aussi de l'appel à la manifestation. De tout cela il n'est pas inutile de s'en souvenir aux lendemains d'une campagne électorale où toutes ces organisations ont peu ou prou mendié les voix écologistes.

L'essentiel du livre porte sur le déroulement de la manifestation elle-même et sur les révoltantes brutalités policières auxquelles elles a donné lieu. Tir intensif de grenades, utilisation de grenades offensives qui tueront un manifestant, Vital Michalon, et en mutileront deux autres, charges, quadrillage de toute la région, etc... Le gouvernement avait décidé de frapper fort et il l'a fait avec tout l'arsenal et toute la brutalité de ses hommes de main. Et pour faire bon compte, il a fait plus : il a fait interpeller, quasiment au hasard, une douzaine de manifestants, plusieurs heures après et à plusieurs kilomètres de la manifestation qui furent jugés et dont plusieurs furent condamnés à des peines de prison ferme.

Un manifestant tué, deux autres mutilés par les grenades offensives de la police : la barbarie des forces de police s'est donné libre cours à Malville. (AFP)

Les multiples témoignages sur ces faits ont réellement de quoi indigner et révolter. L'Etat s'y montre pour ce qu'il est : un Etat policier, ne dédaignant pas de faire appel au racisme (quelques dizaines d'écologistes allemands participaient à la manifestation, ce qui déclencha une campagne hystérique de xénophobie du préfet et d'une certaine presse), ne connaissant que la matraque, les grenades et la prison pour répondre aux légitimes inquiétudes des manifestants.

Michel RITTER

Pour une poignée de boudin

de Serge ADAM

Serge Adam était un adolescent « paumé », vaguement « Algérie française » à l'époque de la guerre d'Algérie. A 18 ans, il s'est engagé dans la Légion étrangère. C'est son passage à la Légion qu'il décrit dans ce livre.

« La Légion fera de toi un homme », disent les affiches tricolores. La sobre et froide description de la Légion vue de l'intérieur par un jeune qui y croyait, montre au contraire une bestialité écœurante. C'est cette bêtise, cette brutalité criminelle qui poussent d'ailleurs nombre de légionnaires à déserter. La férocité de certains officiers provoque aussi des vengeances. Certaines sont réjouissantes, mais elles sont le plus souvent d'une violence et d'une cruauté inouïe. Au fil des banales atrocités de la guerre d'Algérie, la révolte monte chez le légionnaire Serge Adam. Révolte primaire, puérile qui lui vaudra d'être condamné à dix ans de prison pour attaque à main armée... Aujourd'hui Serge Adam est directeur d'un foyer d'aide aux anciens détenus et psychiatrisés.

Son livre, qui se lit d'une seule traite, est un témoignage terrible contre un certain mythe de la Légion étrangère. Il est à faire lire à tous ceux qui sont facilement impressionnés par les « beaux légionnaires » des défilés du 14 juillet.

Jérôme LUTHIER

Pour une poignée de boudin, **de Serge Adam - 213 p. - 35 F.**

Une soupe aux herbes sauvages

d'Emilie CARLES

A 77 ans, Emilie Carles a gardé une jeunesse de cœur et une vitalité qui forcent la sympathie.

Institutrice et paysanne à la fois, pendant quarante ans, dans les petits villages des Alpes du sud, Emilie Carles raconte sa vie et fait partager celle des paysans montagnards. Mais elle exprime aussi sa révolte contre les injustices, contre les préjugés, les guerres, révolte qu'elle partagea avec son mari, un ouvrier libertaire.

La vie n'était pas rose à Val-des-Près au début du siècle. A cette époque les paysans « *avaient bien souvent plus de prévenance pour la vache prête à vêler, plus d'attention pour le veau nouveau-né, qu'ils n'en avaient pour leur propre femme ou leurs enfants. La misère tout court l'emportait sur la misère du cœur* ». Misère que la Première Guerre mondiale viendra accentuer encore en enlevant la plupart des hommes. Emilie Carles en garde une haine profonde pour tout ce qui touche à l'armée et à la guerre.

En 1923, devenue institutrice à force de travail et d'acharnement, elle essaye de détruire les vieilles idées sur le patriarcat, la soumission des femmes, le patriotisme, l'abrutissement par le travail, l'acceptation de toutes les croyances transmises aux enfants par des parents pleins de préjugés.

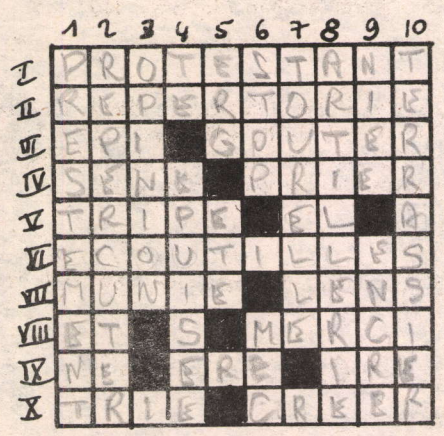
Et parce qu'elle était l'une des leurs, les paysans acceptèrent cette femme qui, en prenant leurs enfants à l'école, leur enlevait pourtant des bras pour les travaux des champs.

Parmi les nombreux ouvrages parus sur la vie des campagnes, celui-ci nous décrit la vie paysanne sans complaisance. Et c'est aussi un livre de combat, celui qu'a mené Emilie Carles avec son mari contre les préjugés et les injustices. A 75 ans, elle n'a pas abdiqué et elle organise une manifestation à Briançon avec les paysans de son village pour empêcher la construction d'une autoroute dans sa vallée, et continue à se battre, à sa façon, contre les injustices de cette société.

Pierre CHAMBEY

Une soupe aux herbes sauvages *d'Emilie Carles - Ed. Jean-Claude Simoen - 46 F.*

MOTS CROISES



HORIZONTALEMENT :

I. Pas catholique. — II. Classe. — III. Gêne le coiffeur. Fait patienter jusqu'au dîner. — IV. Plante purgative - Compter sur le ciel. — V. On peut l'avoir républicaine mais les préférer au vin blanc - Article d'importation. — VI. Trappes dans le pont d'un navire. — VII. Pourvue - Ville du pays noir. — VIII. Conjonction - Signe de reconnaissance. — IX. Qui a vu le jour - Unité des temps géologiques - Courroux épique. — X. Regroupe par catégorie - Faire du nouveau.

VERTICALEMENT :

1. Avec vivacité et adresse. — 2. Ne pas garder pour soi ce qu'on a reçu. — 3. Alimente les sondages. — 4. Exclamation méridionale - Complètement à sec. — 5. Les dunes s'y promènent - Saison des vacances. — 6. Point en style télégraphique - Type assez vulgaire. — 7. Ouvrage défensif. — 8. Les pompiers ne peuvent rien contre son feu. — 9. Démentie - Plutôt mal vue quand elle se révèle sympathique. — 10. Travailleur de la terre.

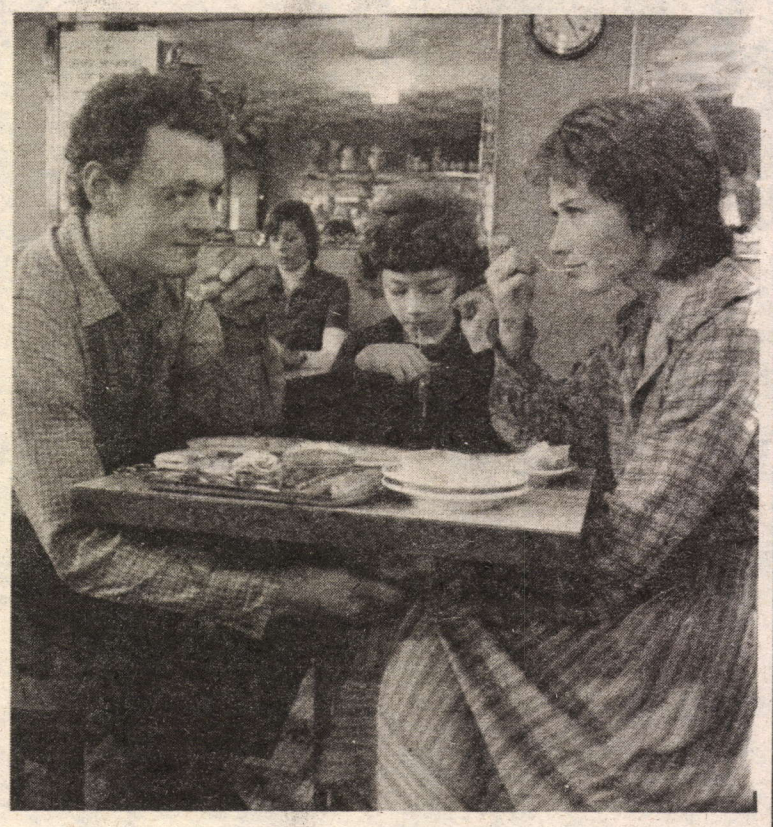
SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	R	E	F	E	R	E	N	D	U	M
II	A	R	A	G	O	N	A	I	S	E
III	C	I	C	A	T	R	I	S	E	R
IV	C	E	■	L	I	A	N	E	■	C
V	O	■	P	I	N	C	E	T	T	E
VI	M	U	E	T	■	I	■	T	A	N
VII	O	■	T	A	O	N	■	E	T	A
VIII	D	E	R	I	D	E	R	■	A	I
IX	E	T	I	R	E	■	O	U	I	R
X	R	E	S	E	R	V	I	S	T	E

FILMS_FILMS_FILM

"VA VOIR MAMAN, PAPA TRAVAILLE"

de F. LETERRIER



Adaptation pour l'écran d'un roman relativement récent de Françoise Dorin, Va voir maman, papa travaille **entend poser le problème de l'indépendance de la femme mariée et mère de famille : comment concilier ses aspirations professionnelles et sentimentales avec la présence et les exigences de l'enfant, avec celles du mari ?**

Le problème est bien réel et l'histoire qui lui sert de support dans ce film est simple, banale même. La jeune femme (dont le rôle est interprété par Marlène Jobert) reprend son travail après plusieurs années d'interruption consacrées à élever son enfant. Elle s'acharne à vouloir concilier vie domestique et vie professionnelle, sans recevoir la moindre aide de la part de son mari, fort indépendant quant à lui, passablement égoïste. Elle rencontre sur ces entrefaites un autre homme, divorcé, dont elle s'éprend et avec lequel elle ébauche une nouvelle vie.

Hélas, le mari prend alors conscience de la situation et, dans le but de la ramener dans le droit chemin et au foyer, exerce un véritable chantage en se servant de l'attachement de la mère pour son enfant. Chantage qui se résume à peu près dans ces termes : c'est ton enfant ou ton amant.

Et c'est un des bons moments du film, parce qu'il sonne juste, que celui où Marlène Jobert, éperdue de voir son enfant s'éloigner d'elle, décide de sacrifier sa vie personnelle pour rester à ses côtés.

Ce n'est que sept années plus tard, lorsque ce garçon devenu adolescent commencera à son tour à prendre ses distances avec sa famille et à devenir indépendant, que la mère redevenue disponible pourra songer de nouveau à elle-même.

La leçon est amère. Elle correspond à la réalité pour des milliers de femmes. Marleine Jobert est émouvante. Pourtant, le spectateur reste extérieur à cette histoire : d'une part, les personnages masculins sont par trop chargés, caricaturés ou superficiels, pour qu'on puisse y croire vraiment ; et surtout, tout cela se passe dans un milieu de Parisiens sophistiqués, pour lesquels les problèmes financiers ne semblent pas exister. Un milieu où règne l'indifférence, où rien ne prend vraiment d'épaisseur et de consistance, pas même la mort d'une jeune fille à la suite d'une « over-dose ». L'émotion reste un peu factice et l'on sort de la projection de Va voir maman, papa travaille **avec l'impression d'être tout de même passé à côté de la vraie vie de milliers de femmes.**

Christiane LE GUERN

"La terre de nos ancêtres"

de Rauni MOLLBERG

Tiré d'un roman de Timo K. Mukka, un Finlandais originaire de Laponie, **La terre de nos ancêtres** est une sorte de chronique de l'existence de paysans finlandais dans un petit village lapon dans les années 1948.

A travers des paysages magnifiques et une nature sauvage, la caméra suit l'existence pénible et misérable de ces gens qui, pour subsister, tirent profit de toutes les richesses de la nature et se livrent aussi bien à la culture de la terre et à la pêche qu'à la chasse et à l'abattage des arbres. A cette rude existence correspondent des mœurs brutales où la vie humaine ne compte pas beaucoup et où chacun règle ses comptes sans l'aide de quiconque. Les deux seules distractions de cette population étant la boisson et le sexe, elle s'y livre sans entrave et le père de Martha n'est furieux de voir sa fille enceinte que parce qu'elle l'est d'un Lapon.

En nous montrant la vie d'une famille finlandaise, le metteur en scène a réalisé un tableau de mœurs en même temps qu'un film documentaire. Certaines scènes qui sont d'une grande brutalité, comme l'abattage des rennes ou le découpage du veau dans le ventre de sa mère, nous aident à mieux comprendre de quoi est faite leur existence. Devant ces scènes qui nous paraissent d'un autre âge, la voiture de l'homme d'Eglise qui vient prêcher au village est là pour nous rappeler que le film se situe dans la seconde moitié du XX° siècle.

Le rythme du film est très lent aussi, malgré tout ce qu'il nous apprend, il nous fait parfois tomber dans l'ennui, et c'est dommage.

Joëlle GERARD

" La zizanie "

de Claude ZIDI

Annoncé par une importante campagne publicitaire et présenté simultanément dans un grand nombre de salles, voilà un film bien décevant.

Un petit industriel qui, à la suite d'une grosse commande, est amené, faute de place pour s'agrandir, à installer des machines chez lui jusque dans sa chambre, déclenche la zizanie dans son ménage.

Une série de gags font bien rire au début mais, très vite, on ne rit plus. On attend la suite. Comme rien ne vient, on se lasse.

Ceux qui aiment Louis de Funès ou Annie Girardot seront bien déçus. Le talent de ces deux acteurs ne suffit pas à sauver le film de l'ennui.

Jérôme LUTHIER

" Tras-os-Montes "

de A. REIS et N. CORDEIRO

Ce film, réalisé par deux jeunes metteurs en scène portugais, se veut un documentaire sur le nord du Portugal. A travers les jeux de deux enfants, sont évoqués et les paysages et la vie d'une population très pauvre, isolée dans une région reculée, loin de la capitale. Nous ne savons pas si les derniers événements politiques, le renversement de la dictature de Caetano sont connus, ni même si le film se passe avant ou après ces événements !

Le metteur en scène a fait le choix du mutisme — le film n'est quasiment pas parlant — et de la lenteur. La solitude morne et triste des paysans, des vieux, des femmes, de tout un pays qui se dépeuple, est traduite par de longs plans immobiles. Seule le train déchire la campagne silencieuse pour emmener au loin les émigrants et laisser au pays les vieux, les femmes et les jeux d'enfants.

Et il est gênant qu'un tel sujet soit seulement le prétexte à des belles images et à un film ennuyeux.

Annie DESCHAMP

SÉLECTION CINÉMA

LES DERACINES, de Damine.

Le poignant itinéraire d'un village algérien exproprié par la colonisation française.

Palais des Arts (3°).

MAIS QU'EST-CE QU'ELLES VEULENT ? de Coline Serreau.

Des femmes, paysannes, ouvrières, intellectuelles ou bourgeoises, racontent leur vie et leurs problèmes ; des témoignages directs, sincères qui ne peuvent laisser indifférents.

Bonaparte (6°) - Marbeuf (8°).

ROMANCES ET CONFIDENCES de Mario Monicelli.

La vie sentimentale d'un couple dans les milieux ouvriers à Milan. Un bilan un peu désabusé et sans illusion sur le bonheur conjugal où l'humour l'emporte.

Biarritz (8°).

L'INCOMPRIS, de Luigi Comencini.

Un enfant perd sa mère, et, muré dans son désespoir, ne parvient pas à se faire comprendre de son père. Un film très émouvant.

Impérial (2°) - Quintette (5°) - Montparnasse 83 (6°) - Monte Carlo et St-Lazare Pasquier (8°) - Nation (12°) - Convention (15°) - PLM St-Jacques (13°) - 3 Murats (16°).

L'AMOUR VIOLE, de Yannick Bellon.

Un film bouleversant qui, bien plus que tous les discours, fait ressentir l'horreur du viol. Un film de combat.

UGC Opéra (2°) - Quintette (5°).

LE TOURNANT DE LA VIE, de H. Ross.

Une histoire un peu « mélo », mais un spectacle de danse et de ballets qui vaut la peine.

Quartier latin (5°) - Concorde (8°) - Lumière (9°) - Nation (12°) - Montparnasse Pathé 74 (14°) - Olympic (14°). - Concorde (8°) - Athéna (12°) Impérial (2°) - Hautefeuille (6°) - Montparnasse-Pathé-74 (14°).

BRANCALEONE AUX CROISADES, de Mario Monicelli.

Une satire de l'intolérance par la bouffonnerie.

Marais (4°).

ELLES DEUX, de Marta Meszaros.

Deux femmes hongroises avec leurs problèmes et leur amitié. Un film émouvant. (En version originale).

La Clef (5°) - Saint-André-des Arts (6°).

JULIA, de F. Zinnemann.

L'amitié profonde qui lie deux femmes restées longtemps séparées et qui se retrouvent alors que le nazisme est déjà, en Europe, une horrible réalité.

Français (9°) - St-Ambroise (11°) - Montparnasse-Pathé-74 (14°).

POURQUOI PAS ?, de Coline Serreau.

Une histoire de « ménage à quatre », qui est un sympathique plaidoyer pour la tolérance.

UGC Opéra (2°) - Cluny Ecoles (5°).

LA VOIX DE SON MAITRE, de G. Mordillat et N. Philibert.

Un montage qui évoque les patrons, tels qu'ils sont.

Pagode (7°).

VOYAGE A TOKYO, de Y. Ozu.

Deux vieux époux rendent visite à leurs enfants qui habitent Tokyo, et réalisent que la famille s'est désagrégée et que la vieillesse est synonyme de solitude. Un bon film.

Olympic (14°).

Saint-André-des-Arts (6°) -

L'ARGENT DE LA VIEILLE, de L. Comencini.

De l'impossibilité pour les pauvres de s'en sortir par les méthodes individuelles... La thèse est traitée avec une grande force comique et excellemment interprétée.

Marais (4°).

TELE TELE

1788 aux Dossiers de l'écran

Le film qui montrait la situation des paysans français d'un village du Val de Loire, en 1788, était en quelque sorte un concentré de l'histoire de la France rurale à la veille de la Révolution. Et c'est manifestement une prouesse d'avoir pu incorporer tant d'éléments en 90 petites minutes.

Tout y était ou presque : l'oppression subie par les paysans accablés d'impôts de toutes sortes : leur haine à l'égard du « château » et des privilèges seigneuriaux dont le comte essaie de tirer un maximum, comme s'il savait que le compte à rebours avait déjà commencé pour lui ; la crise du blé due à la sécheresse ; mais aussi les espoirs soulevés par la convocation des Etats Généraux, les illusions des paysans sur le fait que le roi, lui au moins, saurait les entendre.

Un des aspects les plus intéressants du film est qu'il s'attachait à montrer à la fois la convergence et la divergence d'intérêts qui formaient l'immense « tiers état ».

On a pu voir également comment les paysans, les véritables rédacteurs des fameux « cahiers de doléances », furent finalement écartés de toute représentation directe aux Etats convoqués à Paris, au profit de bourgeois des villes partisans de réformes, certes, causant bien, mais finalement étrangers aux préoccupations profondes de la base paysanne.

Le débat qui suivit, animé par des universitaires, n'aurait rien perdu de son intérêt à être moins académique.

Caricature du temps : le paysan porte sur son dos le seigneur et le prélat.

Le mot de la fin revint cependant à ces téléspectateurs qui furent nombreux à établir le parallèle avec la situation que nous vivons aujourd'hui. En bref, il reste des Bastille à prendre.

Michèle DUCHENE

SÉLECTION TÉLÉ

Samedi 1er avril

ANTENNE 2 - 22 h 30 - **Madame la juge :** Quatrième volet de cette série, intitulé **Le jeu.** Avec Simone Signoret.

Dimanche 2 avril

ANTENNE 2 - 11 h 15 - Concert : **Concerto en ré majeur pour violon de Brahms,** par l'Orchestre philharmonique de Strasbourg, dirigé par Alain Lombard. Soliste : Isaac Stern.

FR3 - 17 h 30 - Espace musical : l'émission de Jean-Michel Damian est consacré aux **Concertos brandbourgeois** n° 4 et 5 de Jean-Sébastien Bach.

ANTENNE 2 - 21 h 40 - **Chili impression** - La première d'une série de quatre émissions-reportages sur le Chili sous Pinochet. Durant trois mois, au prix de mille difficultés, les réalisateurs ont filmé des Chiliens de toutes conditions, de toutes opinions politiques. Des interviews de Pinochet, des notables, mais aussi du plus humble paysan. L'arrogance du bourreau, et la voix des victimes. A ne pas manquer.

FR3 - 22 h 40 - Cinéma de minuit - Hommage à Clark Gable : **Manhattan Melodrama** de W.S. Van Dyke. Ce film qui date de 1934 raconte l'histoire de deux frères, orphelins, dont l'un devient un truand, l'autre juge. Mais au travers de ce récit, on assiste aux remous et aux événements qui agitent les USA des années 1930.

Lundi 3 avril

TF1 - 20 h 30 - Film : **La vallée perdue** de James Clavell. Durant la guerre de Trente Ans, une guerre qui de 1618 à 1648 opposa les princes du nord de l'Europe, un homme découvre, dans une vallée perdue, un village épargné par la guerre, à l'écart des massacres et des exactions. Mais cela ne va pas durer...

La projection de ce film excellent est suivie, à 22 h 30, d'une présentation de la guerre de Trente Ans.

FR3 - 20 h 30 - Film : **Les espions** de Henri-Georges Clouzot, avec Curd Jurgens et Peter Ustinov. Dans une clinique psychiatrique au bord de la faillite, un monde inquiétant d'espions, d'agents doubles ou triples, où l'on a du mal à se reconnaître.

Mardi 4 avril

ANTENNE 2 - 20 h 35 - Les Dossiers de l'écran : un débat sur **l'hôpital,** précédé d'un film TV américain intitulé **Service des urgences.**

FR3 - 20 h 30 - Film : **Le distrait** de Pierre Richard, avec Pierre Richard, impayable dans son rôle de distrait incorrigible et tendre.

Mercredi 5 avril

ANTENNE 2 - 20 h 30 - Question de temps : **24 heures à perpétuité.** Sur les 28 000 détenus qu'il y a en France, un millier sont des femmes. Cette émission, tournée à la prison centrale pour femmes de Rennes, montre la vie quotidienne des prisonnières.

FR3 - 20 h 30 - Film : **La marche sur Rome** de Dino Risi, avec Vittorio Gassman et Ugo Tognazzi. Un ancien combattant au chômage en 1920 est enrôlé dans les « Chemises noires », les troupes fascistes de Mussolini. Une chronique des années qui précèdent l'accession du fascisme au pouvoir en Italie, mais également des péripéties comiques qui tournent en dérision et dénoncent le fascisme.

Jeudi 6 avril

TF1 - 20 h 30 - Feuilleton : **Jean-Christophe** (6e épisode) d'après l'œuvre de Romain Rolland.

TF1 - 22 h 30 - Film : **Dupont Lajoie** d'Yves Boisset. Le racisme quotidien et veule d'un Français moyen. Un racisme que l'on peut croire « pas méchant », jusqu'au moment où, la lâcheté aidant, il conduit à la ratonnade. Un film à voir, à revoir, à conseiller, qui justifie que ce soir-là on se couche un peu plus tard.

Vendredi 7 avril

FR3 - 21 h 30 - **La révolution nucléaire** - Cette première émission d'une série de quatre s'intitule : **L'atome, cet inconnu.** Le réalisateur conte l'histoire de l'atome et de la recherche nucléaire, avec la participation d'un certain nombre de savants.

ANTENNE 2 - 22 h 50 - Télé club : **Les Indes noires,** film TV d'après un roman de Jules Verne, réalisé par Marcel Bluwal.

expositions. expositions

Réalisme et poésie dans la peinture russe 1850-1905

Cette exposition nous permet d'avoir un petit aperçu de la peinture sous la Russie tsariste.

Il y a de nombreux portraits qui sont ceux d'aristocrates, d'intellectuels de l'époque. Ces toiles-là restent très académiques, sombres, bien « léchées », bien fignolées. Elles ne diffèrent en rien des toiles officielles de la fin du XIXe siècle en Europe. On peut voir quelques tableaux illustrant des scènes de la vie quotidienne. Mais la plus grande partie de l'exposition nous montre des paysages de campagne peints souvent avec un réalisme étonnant.

Certaines toiles sont traitées avec une plus grande liberté technique, qui rappelle celle des impressionnistes : couleurs plus gaies, touches de pinceau plus vivantes, plus visibles. Ce qui n'a rien d'étonnant car un certain nombre des peintres exposés font partie de cette petite frange d'artistes qui a pu faire des séjours en Europe, vers 1873, notamment en France et en Allemagne, et l'influence est très nette.

L'exposition s'achève sur cinq belles toiles de Larionov, Gontcharova, Kandinsky et Malévitch. Elles ne ressemblent en rien aux précédentes. Elles représentent les débuts de la peinture abstraite, qui va se développer à partir de 1910. Larionov et Gontcharova, comme Kandinsky, ont dû quitter la Russie tsariste pour peindre comme ils le désiraient. Malévitch, avec le poète Maïakovski, a fondé un groupe en lutte contre l'art officiel. Il est le chef de file d'un courant de peinture abstraite appelé « suprématisme ». Kandinsky n'est retourné en URSS qu'entre 1916 et 1922. Avec Malévitch, ils sont pendant toute cette période responsables d'écoles de peinture. Mais Kandinsky est reparti travailler en Europe juste avant que Staline n'ait assis sa domination. Malévitch, lui, est mort en 1935, dans la misère et écarté de toute vie publique, la bureaucratie stalinienne ayant imposé comme art unique le « réalisme soviétique ».

Cela n'est mentionné ni dans le catalogue de l'exposition, ni dans l'exposition elle-même. Et c'est dommage.

J. LOUVAIN

Galeries Nationales du Grand-Palais - Paris - 3 mars au 15 mai 1978 - Métro Champs-Elysées-Clémenceau - Prix d'entrée : 9 F.

La conception assistée par ordinateur

Présentée du 22 mars au 2 mai, dans la galerie d'actualité du Centre Beaubourg (entrée libre), cette exposition sur le rôle joué par l'ordinateur dans la conception des projet industriels s'avère décevante.

Certes les machines exposées, les graphiques et tableaux, rédigés exclusivement par des firmes industrielles, permettent de se faire une certaine idée des possibilités techniques des ordinateurs. C'est ainsi que l'on voit par exemple ceux-ci faire surgir sur un écran la représentation en relief d'un prototype de carrosserie automobile, dont les ingénieurs corrigent au fur et à mesure les défauts en dialoguant avec l'ordinateur. Certes aussi, le visiteur peut s'informer des capacités des ordinateurs intervenant pour élaborer le filigrane des billets de banque ou... exploiter toutes les variations possibles d'un sigle publicitaire ! Mais c'est précisément essentiellement de publicité dont se sont préoccupés Dassault, Citroën et Renault en préparant cette exposition, où les explications sont réduites au minimum.

Pierre VERNANT

Dissensions au PS :

Cohabitation difficile après l'échec électoral

Le jeudi 30 mars s'ouvre un séminaire du secrétariat du PS pour examiner à huis-clos « les modalités d'action du PS pour l'avenir, à la lumière de l'échec subi par la gauche aux législatives ». **Il se déroule au moment où les querelles de tendance reprennent le dessus au Parti Socialiste après le deuxième tour.**

Rocard en effet, dès le soir du deuxième tour n'a cessé de revendiquer plus « d'autonomie » **par rapport au Parti Communiste au sein de l'Union de la gauche, c'est-à-dire, comme il s'en explique dans le** Nouvel Observateur **du 27 mars :** « La possibilité de parler clair pour notre compte, puis à faire les compromis nécessaires à l'Union, lors des négociations plutôt qu'avant ».

Chevènement, lui, dans le quotidien Le Matin **du 28 mars déclare la guerre à** « la ligne Rocard » : « J'ai eu l'occasion de mettre en garde le PS, notamment au lendemain du congrès de Nantes, contre le développement de ce que j'ai appelé la ligne Soares en France. J'aurais pu aussi bien l'appeler, de manière également symbolique, la ligne Rocard ».

Cette querelle n'est guère surprenante, ni au fond très nouvelle. Les coteries, fractions et courants divers qui composent le PS reprennent le dessus maintenant que les élections sont passées et perdues pour lui. Les tensions risquent même de s'y exacerber quelque peu, comme le rappelle Rocard « Le PS est relativement jeune et... manque de cohésion ». **Le seul ciment jusque-là était l'espoir de la victoire aux élections, c'est-à-dire que les postes offerts seraient suffisamment nombreux pour satisfaire toutes les ambitions des uns et des autres. Puisque la mangeoire gouvernementale n'est pas pour eux, jeunes et moins jeunes loups du Parti Socialiste se montrent les dents. Et la grogne pourra être d'autant plus forte que ni les uns ni les autres n'ont plus de raisons de taire leurs querelles.**

Ces querelles risquent pourtant de se cristalliser autour dun problème politique. C'est précisément le choix de l'attitude à adopter par rapport au Parti Communiste et à l'Union de la gauche d'un côté, et de l'autre, vis-à-vis de la droite et de l'ouverture. Mener une politique plus autonome vis-à-vis du PCF comme le préconise Rocard, cela suppose avoir quelque chose à y gagner. Et là, le Parti Socialiste n'a pas le pouvoir de faire avancer les choses. Pour l'instant les cartes sont dans les mains de Giscard, car tout dépend des propositions qu'il pourrait faire ultérieurement dans le cadre de sa politique d'ouverture.

En attendant force sera donc à Rocard et à Chevènement de continuer leur coexistence plus ou moins pacifique.

A défaut de trouver à se loger mieux ailleurs, il leur faudra bien continuer à cohabiter comme par le passé dans la vieille maison du PS, même si les scènes de ménage se font plus fréquentes et plus bruyantes. Il faudra bien préserver les meubles, même si la vaisselle risque de voler en éclats.

Cécile BERNIER

Quand les crabes se sentent pousser des ailes

Les péripéties n'auront pas manqué dans la course au perchoir de l'Assemblée nationale et si, à l'heure où nous écrivons, nous ne savons pas qui d'Edgar Faure ou de Chaban-Delmas aura finalement réussi à s'y poser, le moins que l'on puisse dire est que coups de pattes et prises de becs ont mis quelque agitation dans la volière du RPR à laquelle appartiennent les deux protagonistes.

Certes la présidence de l'Assemblée nationale comporte quelques satisfactions et prérogatives aptes à flatter l'amour-propre de tout politicien qui se respecte. Le titulaire du poste se voit autorisé à loger dans l'hôtel de Lassay qui est, paraît-il, à deux pas du Palais Bourbon, l'une des résidences les plus somptueuses de la capitale. Outre les lambris et les lustres offerts aux frais du contribuable, le détenteur du perchoir a également droit aux roulements de tambours de la Garde républicaine pour saluer son entrée dans l'Assemblée.

Mais l'âpreté de la lutte s'explique surtout par l'autorité que détient le président de l'Assemblée dans l'organisation des débats parlementaires dont il peut jusqu'à un certain point régenter le déroulement et contrôler l'ordre du jour. Voilà qui n'est pas négligeable à un moment où Giscard tient à redonner un peu de clinquant au cérémonial parlementaire. C'est pourquoi Chirac tient tant à installer dans la place un Edgar Faure qui pour l'instant, s'est rallié à lui afin de couper l'herbe sous la patte d'un Chaban-Delmas soupçonné par lui d'être prêt à manger dans la main de Giscard.

En tout cas devant le spectacle d'Edgar, cet ancien radical tout récemment entré au RPR et de Chaban, vieux gaulliste en congé du Parti Radical comme il le dit lui-même à l'occasion, se volant dans les plumes pour présider l'Assemblée nationale, il faudrait être bien pigeon pour considérer que ce beau monde qui s'intitule représentants du peuple a qualité pour parler en notre nom.

Pierre VERNANT

La fin du procès Pailleron :

Un État irresponsable

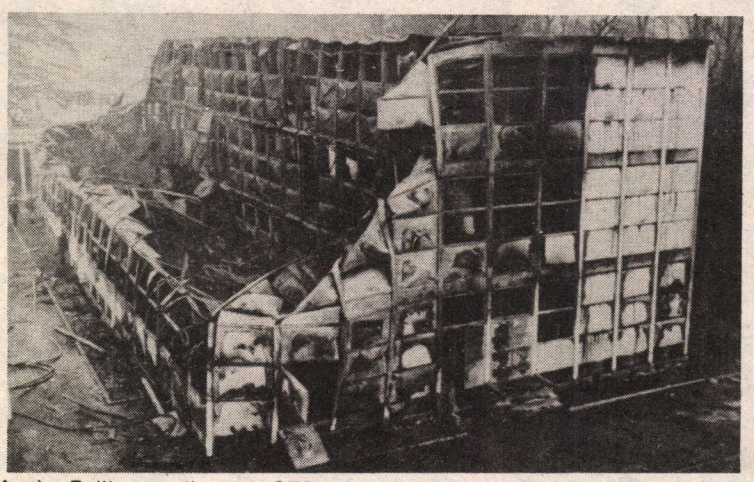
Cinq condamnations à des peines de prison avec sursis et bénéficiant de l'amnistie viennent donc de conclure le procès Pailleron : un an pour le directeur des Constructions scolaires en fonction à l'époque, Jean Raynaud, 15 mois pour l'architecte, 18 mois pour l'entrepreneur et 4 et 8 mois pour deux autres hauts fonctionnaires de l'Education nationale. Quatre autres inculpés ont été acquittés.

Ainsi, plus de cinq ans après l'incendie du CES Pailleron dans lequel 16 enfants devaient trouver la mort, la justice vient de rendre sa sentence : des peines de principe qui n'envoient personne en prison et sont une façon de blanchir l'administration dont les représentants étaient sur les bancs des accusés. Le réquisitoire du substitut ne soulignait-il pas d'ailleurs que l'ancien directeur des Equipements scolaires au ministère de l'Education nationale, avait « **accompli sa mission avec dévouement** » ?

Mais on ne voit pas pourquoi un procès, qui consistait à déterminer les responsables de cet incendie et des victimes qu'il fit, aurait pu se terminer différemment. Tout au long des mois qu'il a duré, hauts fonctionnaires représentants des ministères, responsables de l'Education nationale, n'ont cessé de se renvoyer mutuellement la responsabilité des défauts de construction qui ont permis au bâtiment scolaire de devenir en quelques minutes, un brasier mortel. Personne n'était responsable, et tout le monde l'était à un titre ou à un autre. Et c'est certainement vrai. Car les décisions sont prises par des gens qui ne sont pas responsables de leur bonne exécution. Et les exécutants ne sont pas non plus responsables puisqu'ils ne font qu'obéir à des ordres.

La seule responsabilité évidendente, écrasante, mais dont on n'a pas fait le procès, est celle de l'Etat dans cette affaire, d'un Etat qui n'accorde à l'Education nationale que la portion congrue de son budget, qui fait ainsi délibérément, le choix de laisser construire des bâtiments scolaires à moindre prix, à la va-vite, et qui prend et continue de prendre consciemment le risque que des drames comme celui de Pailleron se produisent. Car ce qui s'est passé en 1973 au CES Pailleron, s'est reproduit depuis même si, heureusement, il n'y eut pas de victimes au cours des incendies qui ravagèrent d'autres bâtiment scolaires. Et combien d'écoles et de CET sont, encore aujourd'hui, des bâtiments dit publiquement provisoires, mal conçus, mal construits, n'offrant pas, de toute façon, toutes les garanties de sécurité pour les élèves ?

L.P.



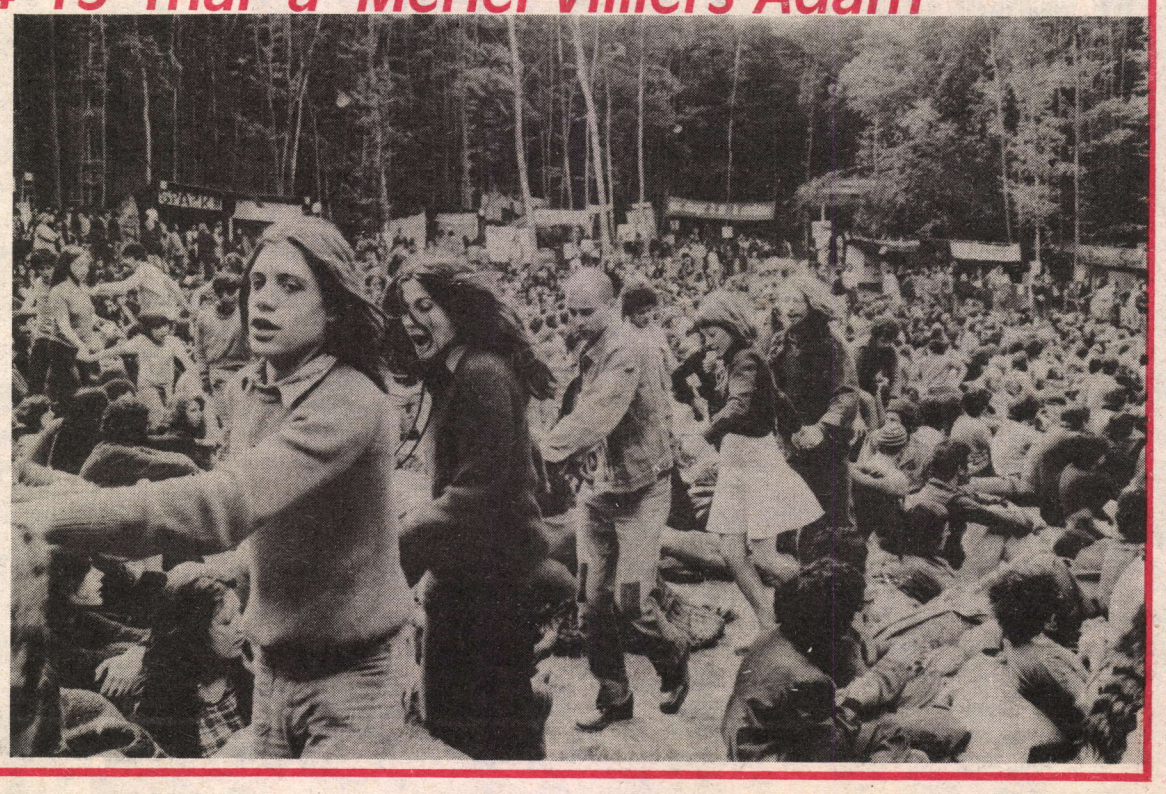
Après Pailleron, d'autres CES ont brûlé : ici à Canteleu à Rouen en janvier 1974. *(AFP)*

Fête de Lutte Ouvrière

13-14-15 mai à Mériel-Villiers-Adam

Pendant trois jours, un spectacle et une animation permanents, des artistes connus et moins connus, des chanteurs, des troupes de théâtre, des musiciens, etc.

Des centaines de stands, des jeux, des spécialités culinaires, des expositions, se dispersent dans quatre hectares d'un beau terrain boisé.

Et puis la fête de Lutte Ouvrière est, bien sûr, une grande manifestation politique de l'extrême-gauche qui rassemble des groupes français et étrangers et propose débats, forums, stands des groupes politiques, etc.

Dès maintenant, prenez date !